

Debout les francophones !

Des trois plus prestigieuses institutions de l'Europe d'avant 1914 — comme on disait à l'époque — la Chambre des lords britannique, le grand état-major allemand et l'Académie française, force est de constater que c'est cette dernière qui a le mieux résisté aux bouleversements de l'âge atomique.

Aussi bien, aux yeux de M. François Mitterrand, n'était-il pas de cadre mieux approprié que la coupole du quai Conti — qui plus est à l'occasion du trois cent cinquantième anniversaire de la fondation de l'Académie par Richelieu, sous Louis XIII — pour annoncer solennellement que se tiendrait à Paris, en février, le premier sommet des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays francophones.

La quarantaine de participants des cinq continents ont donné leur accord et, dès le 14 décembre, aura lieu à Paris une conférence préparatoire des ministres des affaires extérieures.

Ainsi, après une gestation d'un quart de siècle, marquée de bien des péripéties, notamment canado-québécoises, devrait prendre forme, sur une base culturelle, un nouvel ensemble politique à l'échelle planétaire que d'aucuns décrivent déjà comme le « Commonwealth en français ». Les liens de soie qui réunissent des pays aussi divers que Haïti, le Liban, la Belgique ou le Sénégal ne devront rien à la magie d'une couronne mais tout à celle d'une langue.

Il restera à trouver des motifs, naturellement sérieux en France, où vit la francophonie sur trois, pour que la communauté mondiale des utilisateurs du français acquière quelque crédibilité par des réalisations tangibles. Et d'abord au service d'une « langue menacée », selon M. Mitterrand, malgré son essor actuel dans le tiers-monde. Cet idiome a besoin d'être traité comme une « industrie ». S'il veut rester présent dans le champ de la communication internationale.

Pour ce faire, le chef de l'Etat a donné, devant les immortels, la primauté d'une grande nouvelle : un groupe-ment d'intérêt public (GIP) qui portera le nom de Jacques Amyot, savant linguiste de la Renaissance, vient d'être créé en France pour rassembler les efforts des entreprises, des universités, des chambres syndicales, des organismes publics et des associations privées en faveur de la néologie.

Le défi est de taille et la tâche est immense, notamment pour le GIP : la seule construction d'un avion entraîne, aujourd'hui, l'invention de quelque vingt mille mots. Soit près de la moitié du nombre des termes offerts par le nouveau dictionnaire de l'Académie française, qui en comptait pourtant dix mille de plus que la précédente édition de 1935. Comme a conclu M. Mitterrand, il est urgent que « l'univers francophone réunisse ses virtualités face aux défis concurrents ».

L'INTERVENTION DE M. CHABAN-DELMAS

L'opposition ne croit plus à la cohabitation pacifique

M. Jacques Chaban-Delmas a déclaré, le jeudi 12 décembre, sur TFI, qu'en cas de victoire de l'opposition le premier ministre ne sera plus « au service » du président de la République après mars 1986, mais deviendra un véritable « chef du gouvernement ». Dans l'opposition, la thèse de la cohabitation conflictuelle gagne du terrain.



M. Jacques Chaban-Delmas n'est pas celui que l'on croyait. L'ancien premier ministre de Georges Pompidou passait pour un cohabitationniste grand teint, prêt à bondir au premier appel du 16 mars. Il se voyait bien, pensait-on, installé à Matignon dans une sorte de cohabitation complaisante et amicale avec un président de la République qu'il connaît depuis 1943, après avoir été son gouverneur. Mendès-France (1954-1958) et Mitterrand (1958-1969) ont été ses maîtres à penser.

Or M. Chaban-Delmas, sans attendre de prendre la tête d'un gouvernement après mars 1986,

expose, dans cette hypothèse, une conception du tandem au pouvoir proche d'une sorte de communauté réduite aux acquêts. Le gouvernement gouverne et le président préside, dit-il, ce qui, dans son esprit, confère au chef de l'Etat la forte présence d'un pot de fleur. Ainsi, M. Mitterrand serait autorisé, s'il le souhaite, à participer aux sommets européens et même à s'y exprimer, mais à condition de n'exercer aucune influence réelle sur le cours d'une discussion conduite exclusivement par le chef du gouvernement.

JEAN-YVES L'HOMÉAL
(Lire la suite page 7.)

UN PARI DU GOUVERNEMENT POUR 1986

Sécurité sociale : 10 milliards de déficit

Selon les chiffres retenus par le gouvernement, le déficit du régime général de la Sécurité sociale ne devrait pas dépasser 10 milliards de francs en 1986. Cette évaluation, qui devrait être précisée par les comptes présentés, vendredi 20 décembre, risque d'être jugée optimiste. Elle a fait l'objet de discussions difficiles au sein du gouvernement.

Le débat sur la Sécurité sociale en 1985 a été ouvert dès l'été. D'un côté, ceux qui, comme M. Georges Dufoix, jugeaient nécessaire de prévoir large, afin de ne pas être pris de court (les premiers calculs laissaient prévoir un déficit de plusieurs dizaines de milliards de francs), afin aussi de préparer l'opinion et de pouvoir opérer un ajustement progressif, notamment un relèvement de la cotisation vieillesse. De l'autre côté — au ministère de l'économie — ceux qui voulaient jouer sur le matelas de trésorerie qui permet de « voir venir » (en 1986) pour maintenir la plus grande rigueur de gestion et de ne décider d'augmentation de cotisation que quand ce serait inévitable (le Monde daté 1-2 septembre).

Le premier ministre avait tranché en faveur de M. Bérégovoy (le Monde du 6 septembre). Mais le problème s'est posé à nouveau pour les comptes 1986, le déficit étant évalué, selon les sources, à 10 ou 20 milliards de francs, et, à nouveau, M. Fabius a donné raison à son ministre de l'économie.

Le choix ne s'explique pas uniquement par la préférence du premier ministre pour la temporisation et par des considérations politiques. Le débat, en effet, n'est pas seulement celui de la vérité ou de la sincérité des comptes, mais aussi celui de la

difficulté à établir des prévisions précises — 10 milliards représentent 1,5 % des dépenses du régime normal — dans des domaines comportant une bonne dose d'incertitude et où, en même temps, des variations minimes peuvent avoir des répercussions énormes (une variation de 1 % des cotisations représente 5 à 6 milliards de francs).

En témoignent les divergences entre les prévisions des instituts de conjoncture (BIPE, IPECODE, OFCE, Centre d'observation économique de la chambre de commerce), qui, à partir de modèles macro-économiques, aboutissent à des chiffres de déficit allant de 16 à 30 milliards de francs pour la Sécurité sociale en 1986.

Les divergences les plus importantes entre les finances et les affaires sociales ont porté sur les recettes attendues en 1986, à partir de prévisions d'évolution des effectifs et des salaires. La stabilisation du chômage enregistrée en cette fin d'année (la baisse des effectifs salariés n'a été que de 0,4 % de janvier à la fin d'octobre, alors qu'on avait prévu initialement une diminution de 1,1 % sur l'année) se poursuivra-t-elle en 1986 ?

GUY HERZLICH
(Lire la suite page 30.)

GENERAL ELECTRIC, RCA, TEXACO, TWA...

Les grandes manœuvres de l'industrie américaine

Depuis trois ans, dans le monde anglo-saxon, l'industrie est bouleversée. La fusion de General Electric et de RCA comme l'annonce infirmée à Texaco par un petit juge texan pour avoir, de manière « contraire à l'éthique », pris le contrôle de Getty Oil au nez et à la barbe d'une petite société pétrolière, Pennzoil, viennent le souligner.

De manière d'autant plus spectaculaire que les sommes en jeu sont considérables : plus de 50 milliards de francs pour le rachat de RCA par General Electric et quelque 90 milliards de francs pour l'annonce de Texaco.

Si, comme le rappelle l'épisode de Texaco, le secteur pétrolier a été le premier touché (Gulf, Getty, Phillips Petroleum), rares sont les domaines épargnés.

Le transport aérien (TWA), l'agro-alimentaire et les grands groupes de tabac (Nabisco, Beatrice), l'automobile et l'aéronautique (rachat de Hughes Aircraft par General Motors), l'industrie papetière (prise de contrôle de Crown Zellerbach par Jimmy Goldsmith), les médias (offre publique d'achat de Ted Turner sur MGM ou sur CBS), ont été touchés par les mouvements qu'a connus aussi, ces dernières semaines, l'industrie britannique (OPA de General Electric sur Plessey ou du groupe australien Elders sur Allied Lyons).

Sans doute n'y a-t-il rien de commun entre la volonté de quelques « raiders » — ces financiers de grands chemins qui ont pour T. Boone Pickens, Carl Icahn, Ted Turner ou Jimmy Goldsmith — de profiter de la sous-évaluation boursière de sociétés aux actifs importants, mais selon eux mal gérés, et la tentative de quelques grands groupes comme General Motors ou General Electric de se restructurer, de préférence dans le militaire ou dans l'espace, le pain béni du secteur

privé américain. Car si l'initiative de défense stratégique (IDS) du président Reagan a servi de nouveau détonateur, il y a bien longtemps que la défense distribue sa manne pour l'achat de matériel comme pour subventionner la recherche (des budgets respectifs de 84 et de 27 milliards de dollars en 1985).

Rien de commun non plus entre des groupes de tabac qui cherchent par la diversification dans l'agro-alimentaire à résister à un déclin inéluctable du fait des campagnes en faveur de la lutte contre le cancer et des sociétés de télécommunications qui se rapprochent pour résister à la concurrence.

S'il n'y a donc pas d'explication unique, opérations spéculatives et à court terme côtoyant des visées stratégiques voire des opérations de survie, on ne peut nier qu'un certain contexte a facilité ces opérations. Et d'abord la déréglementation qui, aux Etats-Unis, a ouvert au grand vent de la concurrence le secteur bancaire, les transports et les télécommunications, en même temps que la loi antitrust, était appliquée de manière plus libérale.

Sans l'appui de banquiers, qui offraient aux « raiders » de Wall Street des décaissements énormes pour tenter de prendre le contrôle d'entreprises à la capacité financière dix, voire cent fois supérieure à la leur, la vague d'OPA sauvages n'aurait pas eu lieu, comme n'aurait pas tant les systèmes d'autocontrôle en vigueur dans nombre de grands groupes.

D'autre part, cette menace des raiders, à laquelle la Réserve fédérale (Banque centrale) pourrait mettre fin prochainement en limitant les possibilités d'endettement offertes lors des achats de sociétés, n'a pas seulement fait naître de nouveaux acteurs, elle a

aussi obligé la plupart des entreprises qui se sentaient menacées à réagir parfois par recentrage, parfois par diversification. Autant de raisons qui expliquent qu'une partie de l'industrie américaine ressorte de ces mouvements apparemment browniens sans forte qu'avant la crise.

Déjà le modèle américain a gagné le Grand-Bretagne, où une cinquantaine de sociétés seraient menacées d'une prise de contrôle. En France, la libéralisation possible du secteur financier après mars 1986, conjuguée à l'extrême sous-capitalisation des entreprises industrielles comme des banques, pourrait provoquer une mode analogue de ce nouveau Monopoly industriel.

BRUNO DETHOMAS
(Lire nos informations page 27.)

Nouveau cabinet au Québec

M. Bourassa veut gérer la Belle Province comme une entreprise privée.

PAGE 6

Sommet franco-africain

L'an prochain à Lomé.

PAGE 3

Bataille autour de Télé-Monte-Carlo

Les émetteurs et le public de TMC sont convoités par trois groupes financiers, dont les promoteurs de la cinquième chaîne.

PAGE 24

SIDA : Pasteur contre-attaque

L'Institut Pasteur a porté plainte contre l'Institut national de la santé américain qui ne reconnaît pas son test de détection de la maladie.

PAGE 12

Deux mises en scène de Bergman

« John Gabriel Borkman », d'Ibsen, à Paris. « Made-moiselle Julie », de Strindberg, à Stockholm.

PAGE 22

Débats : des idées pour la PS (2) • Etranger (3 à 6) • Politique (7 à 10) • Société (12 et 21) • Culture (22) • Communication (24) • Economie (27 à 31)

Programmes des spectacles (23 et 24) • Radio-télévision (24) • Mts en scène (19) • Informations services : Météorologie, Loto (26) • Cimet (25) • Annonces classées (26)

Société des Lecteurs

Le Monde

CLOTURE DE LA SOUSCRIPTION

Nous remercions les milliers de personnes qui ont spontanément répondu à l'appel de la Société des lecteurs et permis de réunir en un temps record les 15 millions de francs de l'augmentation de son capital.

Contraints de clore avant son terme la souscription, nous ne pouvons plus accepter de nouvelles participations.

Nous prions les lecteurs qui souhaitent encore s'associer à la Société des lecteurs de bien vouloir nous en excuser. Le Monde leur proposera bientôt de nouvelles manières de manifester leur attachement au journal.

ALBERT DUCROcq



Mémoires d'une comète

« Tous les 76 ans je reviens »

« Le talent de l'auteur brille comme un astre de première grandeur. Avec une érudition étourdissante, il met en relation l'irruption régulière de la comète de Halley dans notre ciel et l'évolution de la recherche astronomique. Et il montre également l'impact de cette évolution dans la transformation des théories scientifiques. Résultat : cet ouvrage explique ce que sont les comètes et brosse à larges traits une histoire de la pensée humaine. »

JEAN-CLAUDE SOUM
« SCIENCES ET Avenir »
PLON

سكيا من الامل

صباح الامل

débats

En retard d'une analyse

La social-démocratie n'est plus adaptée à la nature du progrès technique qui modèlera la société de demain.

par JACQUES ROBIN (*)

DES IDÉES POUR LE PS

Le comité directeur du Parti socialiste se réunit les 14 et 15 décembre pour mettre au point son programme électoral. Pierre Uri donne son sentiment sur le sujet, et Jacques Robin met en garde les dirigeants contre la dérive social-démocrate qu'il juge dépassée.

Argumentaire

A quelles conditions la France peut-elle continuer à porter son message de liberté et de paix ?

par PIERRE URI

Le comité directeur du Parti socialiste doit mettre au point la plateforme sociale. On lui suggère de ne pas oublier les idées forces et les ripostes vigoureuses.

La liberté, ce ne peut être, comme pour la droite, le pouvoir de quelques-uns d'opprimer le plus grand nombre. Elle ne va donc pas sans la réduction des inégalités sociales, celles qui empêchent les inégalités naturelles d'apparaître.

Alors, comment discuter le poids des impôts sans dire à quoi ils sont affectés ? Dépenses militaires ou services directs à la population à travers l'éducation, la santé, les aides aux entreprises, les revenus sociaux.

Les fonctionnaires : un ancien premier ministre, qui veut n'en remplacer qu'un sur deux, peut-il ignorer, au 34-41 le droit de dissimuler, un tiers se situe dans l'enseignement, et que, après les hôpitaux, les postes, l'armée, la gendarmerie, la police, l'assiette et la perception des impôts, il ne reste pour ce qu'on appelle les bureaucraties, ceux qui ne sont jamais en contact avec le public, que moins d'un dixième du total.

L'agriculture : pourquoi cacher la contribution dominante des finances publiques à son revenu ? Du moins faudrait-il aller du soutien des prix, qui favorise les plus gros producteurs, au soutien des revenus, plus équitable entre exploitants, moins coûteux pour le consommateur comme pour le contribuable, puisque ce n'est pas la masse des producteurs qui assure la masse de la production.

Démocratisations : seul le secteur public a maintenu ses investissements au cours de la récession, seuls des groupes puissants seraient acheteurs et les inégalités seraient accrues. Les nationalisations ont provoqué la hausse de la Bourse en restreignant l'étendue de la cote, et donc l'offre de titres. Il faut peu de chose pour que la capitalisation baisse d'un tiers. Que les porteurs tentent de voter pour une droite qui promet d'abolir 5 milliards d'impôt sur la fortune mesurant la perte, peut-être 150 milliards, que leur ferait subir l'effondrement des cours.

L'emploi : l'arrêt de l'inflation rend la France plus compétitive sur le marché, et facilite le financement de l'investissement. Mais plusieurs voies doivent être explorées à la fois. La modernisation, et donc la formation aux emplois qui y correspondent, sert de bouclier aux pays dans la concurrence mondiale. Encore faut-il ne pas aggraver artificiellement les difficultés, comme par la concentration des charges sociales sur les bas salaires, ceux des nouveaux embauchés ou des entreprises de bas de gamme. Et qui donc n'affaiblit l'industrie en l'occubant de

charges sociales en faveur de l'agriculture, et d'une part écrasante de la taxe professionnelle à la place des commerçants ?

En tout état de cause, si la productivité s'accroît plus vite que la production, il est inévitable que le nombre total d'heures travaillées diminue ; ou n'a le choix qu'entre des horaires plus courts ou un chômage plus étendu. La quadrature du cercle, c'est de réduire le temps de travail pour créer des emplois, tout en évitant aussi bien la baisse des salaires que la hausse des prix : une meilleure utilisation de l'équipement, dans la journée par équipes ou dans l'année suivant la demande, une meilleure adaptation des produits et des procédés, voilà la vraie flexibilité qui ne lèse pas les travailleurs.

Reste que des emplois se créent surtout dans les secteurs abrités : encore faut-il ne pas les bloquer. Les progrès accomplis contre la hausse des prix permettent d'autres méthodes de lutte contre l'inflation : qu'on s'explique clairement sur ce qui ne peut être compensé dans les salaires, hausse des prix d'importation, des impôts, des cotisations sociales, puisque l'argent va à d'autres, étranger, puissance publique, bénéficiaires de prestations. Le pouvoir d'achat pourrait alors être accru sans risque en fonction des progrès de la production disponible, l'emploi créerait l'emploi.

La tête haute

Voilà la condition pour que la France puisse continuer, la tête haute, à porter son message de liberté et de paix. L'Europe avance : l'élargissement au sud, une chance, quel débouché pour la production céréalière et minérale ! La France, le seul pays qui soit à la fois du Nord et du Sud, que baignent la Manche et la Méditerranée, redécouvre le centre de l'Europe, dans le seul dessin qui soit à la mesure de notre monde et de notre temps.

Quelle proposition de réserver la création de moyens de paiement internationaux à des financements compensatoires pour les pays du tiers-monde affectés par des pertes de recettes sur les exportations de produits primaires : ils pourront maintenir leurs achats de produits industriels qui soutiendront en retour les prix des matières premières. C'est le moyen d'assurer la stabilité de la croissance et la croissance dans la stabilité.

Voilà un ensemble d'actions dont le Parti communiste ou pourrait faire l'amalgame avec la droite, dont tout ce qui n'est pas réactionnaire pourrait souhaiter et soutenir la réussite.

Voilà les suggestions : si on les retient, un aide-mémoire ; si on les néglige, un pense-bête.

Le Parti socialiste français, en s'épingleant en 1985 le badge « social-démocrate », affiche une analyse en retard sur la crise, ses causes et les solutions possibles. Quel est l'objectif de la social-démocratie ? Rendre moins injustes les retombées socio-économiques du système industriel. A quelles nécessités sommes-nous confrontés ? Sortir de ce même système et construire un autre modèle de civilisation.

En cette fin de siècle, les problèmes décisifs ne seront plus ceux d'une économie sociale de marché. La mutation technologique fondamentale, celle des technologies de l'information et de la commande (informatique, télécommunications, biotechnologies, robotique), porte en effet en elle une autre nature du progrès technique. Avec ces « technologies d'informationnelles », l'homme ne manipule plus les choses et les objets par lui-même ou aide de ses outils traditionnels, mais par l'intermédiaire de signaux, de codes, de langages et de mémoires. Ces technologies sont économes en énergie. Le travail humain cesse d'être matériel pour y devenir logiciel.

L'automatisation généralisée qu'elles entraînent fait franchir un seuil irréversible du volume et à la forme de l'emploi productif classique ; la modernisation de l'industrie des services détruit à moyen et à long terme plus d'emplois qu'elle n'en crée ; aussi le chômage continuera-t-il de progresser comme une marée irréversible.

Ces technologies posent l'économie dans la sphère toute neuve de la « reproductibilité quasi gratuite » des images, des textes et des biens. On conçoit que les mécanismes traditionnels se brisent : la croissance devient de plus en plus une croissance sans augmentation de l'emploi ; les normes traditionnelles

de la productivité diminuent d'importance par comparaison à l'existence d'une « deuxième productivité » due avant tout à l'irruption continue de connaissances et de savoir-faire issus de la communauté scientifique et technique internationale, laquelle n'en finit pas de s'enfler. Le coût marginal, base du calcul économique néo-classique, perd de son intérêt. Nos radars deviennent obsolètes.

De nouvelles pistes

Des pistes sont primordiales à explorer pour créer de nouveaux paramètres sociaux et économiques : mesurer au plus près les « besoins » évolutifs des hommes en biens et en services ; mettre en œuvre des formes de répartition économique et sociale respectueuses de la créativité et de l'innovation, clés de l'évolution de l'espèce ; limiter l'État à son rôle de gardien des règles du jeu et d'impulseur des innovations ; considérer l'Europe comme l'espace naturel de notre pays, avec une ouverture constante sur le monde, en particulier le tiers-monde.

Eh bien ! c'est à ce tournant du destin planétaire que les socialistes français en appellent à la social-démocratie ; ils y ajoutent ce cache-sexe des difficultés que l'on baptise « modernité ».

Si les socialistes s'étaient comportés en social-démocrates affichés et efficaces après la seconde guerre mondiale, ils seraient bien placés pour proposer les chemins de sortie de la crise : ils pourraient alors, face aux frères ennemis de l'industrialisme (qui, en cinquante années de mise au point, semblent

n'avoir rien appris ni rien compris), affirmer que ces derniers embouteillent l'avenir en usant du vocabulaire écoulé de « libéralisme », comme s'il suffisait de laisser faire les plus forts ou les plus malins pour regrouper des hommes, libres, porteurs des comportements requis pour piloter dans l'ère informationnelle ! Ils pourraient aussi, mettre « l'entente » à son importance mais juste place, sans tomber dans le délire collectif actuel qui fait croire que l'extension sans frein des entreprises redonnera par enchantement nos difficultés.

Dès le vote de la motion de synthèse au congrès de Toulouse, Michel Rocard a tenté, en retournant à la tribune, de lancer un appel.

(*) Président du groupe science-culture au CESTA (Centre d'études des systèmes et des technologies avancées).

On a entendu alors des termes porteurs, comme ceux de « minimum social garanti négocié », « répartition de l'effort aussi bien dans l'emploi que dans les revenus », mais ce fut un simple murmure.

Un ambitieux projet culturel lié à un système social plus épanouissant pour chacun paraît à portée de main. Faudra-t-il donc passer par la longue nuit du retour au pouvoir d'une opposition sans idées sérieuses et sans projets à la hauteur des enjeux avant que se lèvent, devant les échecs et les violences inévitables d'une société duale, des forces sociales ayant pris la mesure du sens des mutations ? Par leur histoire et leur ouverture naturelle au changement, les socialistes apparaissent particulièrement désignés pour se situer au cœur de ces forces. Quand donc se décideront-ils à faire preuve d'imagination et à utiliser un langage adapté ?

« IRAN, LA RÉVOLUTION ISLAMIQUE » de Chapour Haghighat

Vers plus de pragmatisme

DÉCROCHÉ du khoménisme. M. Chapour Haghighat l'est visiblement. Cet iranien qui voyait dans la révolution de 1979 « avant tout une réponse inéluctable à une formidable feuille de l'économie nationale » doit bien reconnaître aujourd'hui, dans l'Iran, la révolution islamique, que, cinq ans après, « aucun indice significatif ne témoigne d'une renouveau du marché de l'appareil productif ».

Constat : les inégalités sociales s'accroissent, le chômage touche 30 à 35 % de la population active, l'électricité et l'eau courante manquent, la crise du logement est l'un des problèmes fondamentaux de la vie urbaine. Bref, la révolution n'est pas faite. « Propagande idéologique et apologie de l'islamisme islamique ne peuvent répondre indéfiniment à une situation économique que chancelante ».

Voilà sans doute pourquoi dès 1982 le gouvernement iranien est revenu à plus de pragmatisme. Plus question désormais d'empêcher la « dilapidation » des richesses nationales, naguère dénoncée, puisque sans les revenus du pétrole l'effort de guerre comme celui du développement économique ne pourraient être assurés. Fin, aux yeux de M. Haghighat, les grands projets du chah, naguère dénoncés comme « extravagants » ou « ruineux », sont bien souvent remis à l'ordre du jour : achèvement des complexes pétrochimiques, intérêt renouvelé pour la nucléaire, injection de gaz naturel dans les puits pétroliers pour en améliorer le rendement, extension de la sidérurgie. Enfin, ce réajustement nouveau a fait réapparaître le commerce avec l'Occident et les anciens rapports de dépendance : « La véhémence dont font preuve les autorités islamiques envers les pays occidentaux, en particulier envers les États-Unis, est purement verbale ».

Si l'on n'en est arrivé là, c'est bien parce que le clergé — une force hégémonique de cent cinquante mille à deux cent mille personnes — a confisqué la révolution au profit d'un conservatisme et d'un populisme qui sont les fondements mêmes de l'idéologie islamique.

On sait qu'à Chapour Haghighat, iranien d'expression française, de mettre à la portée des Occidentaux non seulement des faits et des chiffres, mais aussi les clés d'une société islamique à ce point différente de la nôtre. Même si l'éloignement de son pays amène l'auteur à un travail que l'on jugera parfois trop universitaire.

L'ordre du jour : achèvement des complexes pétrochimiques, intérêt renouvelé pour la nucléaire, injection de gaz naturel dans les puits pétroliers pour en améliorer le rendement, extension de la sidérurgie. Enfin, ce réajustement nouveau a fait réapparaître le commerce avec l'Occident et les anciens rapports de dépendance : « La véhémence dont font preuve les autorités islamiques envers les pays occidentaux, en particulier envers les États-Unis, est purement verbale ».

Si l'on n'en est arrivé là, c'est bien parce que le clergé — une force hégémonique de cent cinquante mille à deux cent mille personnes — a confisqué la révolution au profit d'un conservatisme et d'un populisme qui sont les fondements mêmes de l'idéologie islamique.

On sait qu'à Chapour Haghighat, iranien d'expression française, de mettre à la portée des Occidentaux non seulement des faits et des chiffres, mais aussi les clés d'une société islamique à ce point différente de la nôtre. Même si l'éloignement de son pays amène l'auteur à un travail que l'on jugera parfois trop universitaire.

BRUNO DETHOMAS.
* Editions Complexe, 252 p., postface de Paul Balta, 37 F.

COURRIER DES LECTEURS

Les infractions constatées... et les autres

Par rapport aux six premiers mois de 1984, la délinquance a diminué en France de 4,77 % au premier semestre 1985 d'après votre journal en date du 21 novembre, faisant état des affirmations de M. Pierre Joxe.

Celui-ci s'était donné pour objectif la diminution de 5 % des infractions, et le résultat serait atteint à très peu de chose près. Comment ?

S'agissant des infractions constatées, comme l'indique discrètement votre article, le plus simple est de faire savoir aux services de police que l'on ne désire pas que les plaintes soient recueillies.

Le processus était déjà bien amorcé depuis un vingtième d'années. J'avais pu m'apercevoir qu'il n'était pas commode, dans un commissariat parisien, de faire noter que l'on avait été victime d'un cambriolage dans sa cave ou d'un vol à la tire dans le métro ; la décision de recueillir nos dires avait paru dans les deux cas suivre la révélation de ma qualité d'avocat à la cour de Paris.

M. RENÉ PIC (Paris).

La danseuse de la République ?

Depuis deux ans, le CNRS est l'objet de critiques acerbes de la part d'auteurs institutionnels (la Cour des comptes), de talentueux polémistes (F. de Closets) et d'hommes publics en mal de libéralisme, d'utilitarisme et autres ismes de toute race, pays ou de ce côté de la politique. Pour simplifier et peser s'en prévalent, — le CNRS, c'est la danseuse de la République, qui plus est, une danseuse geuchissante.

Bien sûr, c'est un organisme de recherche fondamentale. Du coup, l'application débouchant sur une enquête au journal de 20 heures est plutôt rare. Mais sans travail fondamental, pas d'applications : le nucléaire en est une preuve ancienne, le laser et le génie génétique des preuves récentes.

Comme l'on ne semble pas en être à dire, comme à Lavoisier, que « la République n'a pas besoin de savants », et que l'on ne coupe plus de têtes en France (mercé Badinter), les « après-86 » garderont les chercheurs et, faute de savoir qu'en faire, proposeront de les confier aux universités. A qui au fait ? Car, dans les universités scientifiques, pratiquement tous ceux qui font effectivement de la recherche sont associés au CNRS, ou à d'autres organismes de recherche. Ils sont donc suspects. Il est alors logique de mettre ceux qui travaillent sous la responsabilité des autres. Tout ira mieux, hormis la recherche.

G. LANEILLE, professeur à l'université Toulouse-III, membre d'un laboratoire CNRS.

Le bon sens

Une polémique s'est esquivée, par l'intermédiaire de votre « Courrier des lecteurs », à propos de la comparaison de l'évolution des taux d'inflation, et cela à la suite de l'affirmation par M. Giscard d'Estaing qu'il fallait tenir compte non de l'écart entre les taux d'inflation respectifs, mais du rapport entre ces taux (...).

Le bon sens suggère que le seul moyen de savoir si le taux d'inflation diminue ou augmente plus rapidement dans un pays et dans un autre consiste à comparer leurs taux de diminution ou d'accroissement respectifs. En passant, de 1980 à 1985, de 8 % à 2,5 %, le taux d'inflation allemand diminuerait de 68,75 %, en passant de 14 % à 5 %, le taux français diminuerait, lui, de 64,28 %, soit deux rythmes de réduction très proches l'un de l'autre (...).

ANDRÉ CLEACH (Montgeron).

Charles Hernu et Sun Tzu

Votre reportage sur Charles Hernu (le 23 novembre) rapporte la présence, sur le bureau du maître de Villaurbanne, de l'« Art de la guerre » de Sun Tzu (IV siècle avant JC). Vous y mentionnez les conseils relatifs au terrain difficile ; cette année, j'avais proposé à mes étudiants un extrait du chapitre XIII, « L'utilisation des agents secrets », plus actuel, me semble-t-il. M. Hernu en fit-il son usage ?

L'auteur de cette lettre, M. François-Yves Damon, chargé de cours de civilisation et société chinoise contemporaine à l'université de Lille III, joint à son envoi des extraits de ce texte. On y lit (paragraphe 5,6 et 12) :

« Or, il existe cinq sortes d'agents secrets à utiliser, soit : les agents indigènes, intérieurs, doubles, liquides et volants. »

« Lorsque ces cinq types d'agents sont tous à l'ouvrage simultanément et que personne ne connaît leurs procédés, ils sont appelés « le divin échec » et ils constituent le trésor d'un souverain. (...) »

« Parmi tous ceux qui dans l'armée font partie de l'entourage du commandant en chef, nul n'est plus proche de celui-ci que l'agent secret ; de toutes les rétributions, aucune n'est plus large que celle des agents secrets ; de toutes les questions, aucune n'est plus confidentielle que celles qui ont trait aux opérations secrètes. Mei Yao Ch'en : « Les agents secrets reçoivent leurs instructions sous la tente du général : ils sont proches de lui et sur un pied d'intimité avec lui. »

MÊMES REMISES EXCEPTIONNELLES QU'ÀUX TOURISTES ÉTRANGERS !

Toutes les grandes marques de PARFUMS PRODUITS DE BEAUTÉ - Porcelaine - Cadeaux Accessoires Haute-Couture - Maroquinerie

MICHEL SWISS

16, RUE DE LA PAIX - PARIS

Selons de vente 2^e étage (ASCENSEUR)

42-61-71-71

OUVERT TOUTE LA SEMAINE SANS INTERRUPTION de 9 h à 18 h 30

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75007 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIALE 650572 F
Tél. MONDIALE (1) 45-23-06-41
Tél. (1) 42-46-72-23

Édité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauriol (1969-1982), André Laurens (1982-1985)

Directeur de la société : cinquante ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 500 000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur : Bernard Woutet

Rédacteur en chef : Daniel Vernet

Conseiller en chef : Claude Salas

ABONNEMENTS

BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE : 354 F 672 F 954 F 1 200 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE : 667 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par messagerie) : L. — BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS : 399 F 762 F 1 089 F 1 390 F

IL — SUISSE TUNISIE : 594 F 972 F 1 404 F 1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse : deux semaines (ou plus) ; nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ, sous la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'inscrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Imprimé au Monde, 7, rue des Italiens, PARIS-IX

Reproduction interdite de tous articles sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 37 437 ISSN : 0395 - 2037

Le Monde PUBLICITE

5, rue de Montreuil, 75007 PARIS
Tél. (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Tél. MONDIALE 246 136 F

PRIX DE VENTE À L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 400 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,40 \$; Côte d'Ivoire, 516 F CFA ; Danemark, 7,60 kr. ; Espagne, 150 pes. ; États-Unis, 1,28 \$; Grèce, 35 p. ; Indes, 95 p. ; Italie, 1 700 L. ; Japon, 6 300 Y. ; Luxembourg, 30 F. ; Norvège, 8 kr. ; Pays-Bas, 2,8 f. ; Portugal, 100 esc. ; Sénégal, 235 F CFA ; Suède, 9 kr. ; Suisse, 1,60 F. ; Yougoslavie, 110 din.

étranger

DIPLOMATIE

AU CONSEIL DE L'OTAN

Les Européens demandent aux Américains d'aller plus loin dans le dialogue avec Moscou

De notre correspondant

Bruxelles. - L'après-Genève, tel est le thème central des débats des ministres des affaires étrangères de l'alliance atlantique qui tiennent leur traditionnelle session d'hiver jeudi et vendredi à Bruxelles. M. Roland Dumas, le ministre français des relations extérieures, qui a rejoint ses collègues jeudi soir, devait participer ce vendredi à une réunion restreinte consacrée aux relations Est-Ouest.

Les Européens ont beaucoup à dire aux Américains et inversement. Les premiers confirment le jugement favorable qu'ils ont porté voici un mois sur le sommet Reagan-Gorbatchev, mais ils l'assortissent, la réflexion aidant, de commentaires nuancés. La reprise du dialogue après six ans de relations détestables est sans doute, estiment-ils, un élément important, mais insuffisant. D'autant plus qu'à Genève Kissinger et Américains ne sont pas encore allés très loin. Ce dialogue doit être enrichi : il convient, pour reprendre l'expression de M. Tindemans, le ministre belge des relations extérieures, d'imprimer une « dynamique imaginative » aux relations avec l'Est.

Concrètement, cela signifie que la négociation sur la maîtrise des armements doit progresser de telle sorte qu'un nouveau pas significatif puisse être accompli lors du prochain sommet, au printemps 1986, mais aussi que les efforts entrepris pour établir

un meilleur climat avec Moscou ne se limitent pas aux tractations stratégico-militaires de Genève. Les Européens, qui ont la nostalgie des années de détente insisteront ainsi pour que l'on s'efforce de revitaliser autant que possible le dialogue qui a été engagé avec l'URSS dans la ligne de l'Acte final d'Helsinki. Ils pensent à l'actuelle conférence sur le désarmement en Europe, qui débute à Stockholm à propos des « mesures de confiance » à adopter par les deux parties, puis à l'étape suivante de la Conférence pour la sécurité et la coopération en Europe qui se tiendra en automne à Vienne.

Sortir de l'équivoque

Seconde préoccupation des Européens : il est nécessaire, malgré ou à cause des perspectives ouvertes par l'IDS (Initiative de défense stratégique) de réaffirmer la validité de la stratégie actuelle de l'alliance (dissuasion nucléaire, défense de l'avant, c'est-à-dire défense de l'Allemagne, riposte graduée) et, par voie de conséquence, de s'assurer qu'on ne touchera pas aux deux traits qui illustrent la volonté de maintenir, dans le cadre de cette stratégie, un équilibre entre l'URSS et les Etats-Unis : le traité SALT qui plafonne les armes stratégiques, et surtout le traité ABM qui limite strictement les possibilités de développement de la capacité de défense stratégique de chacun.

Les Etats-Unis, pour leur part, considèrent que leur main serait

plus forte à Genève si les partenaires européens qui ont manifesté de l'intérêt pour l'IDS sortaient de leur actuelle position équivoque. Ce sont les Allemands et les Italiens qui sont visés. Jeudi, MM. Genscher et Andreotti, les ministres des affaires étrangères des deux pays, se sont rencontrés pour tenter de définir une position commune. Il semble qu'il n'y aura pas, de la part de l'Italie, d'engagement politique favorable à l'IDS comparable à celui qui vient d'être souscrit par la Grande-Bretagne. C'est moins évident de la part de l'Allemagne, le cabinet fédéral demeurant divisé. Cependant, Bonn et Rome sont prêts à encadrer et à organiser l'action de ceux de leurs industriels qui souhaiteraient coopérer à l'IDS.

L'autre préoccupation de M. Shultz, le secrétaire d'Etat américain, est d'ordre économique et elle apparaît prioritaire. Il s'est longuement entretenu jeudi avec ses différents interlocuteurs sur la détermination des Etats-Unis de parvenir à éliminer le déficit budgétaire en cinq ans. Un tel effort impliquerait, bien sûr, des économies de toutes sortes, y compris en matière de dépenses militaires, et sans doute une politique commerciale nettement restrictive. Des perspectives difficiles sur lesquelles les Européens sont invités à méditer.

Jeudi, les ministres ont chargé la Conférence des directeurs nationaux des armements (CDNA), un des organes discrets de l'alliance à laquelle participe la France, de réfléchir aux moyens de parvenir à une meilleure coopération en matière d'équipements. Cette décision est conforme à la volonté toute nouvelle des Etats-Unis de soutenir financièrement les industriels américains qui présenteront des programmes d'armement compétitifs, en coopération avec des entreprises appartenant à d'autres pays de l'alliance.

PHILIPPE LÉMAITRE.

LE DOUZIÈME SOMMET FRANCO-AFRICAIN

Rendez-vous l'an prochain à Lomé

Le douzième sommet franco-africain s'achève, ce vendredi 13 décembre, par une séance de clôture qui sera suivie d'une conférence de presse. Dans la matinée, M. Mitterrand a reçu douze chefs d'Etat participants à ces assises.

« L'important c'est qu'ils aient lieu. » Que vingt-cinq ans après les indépendances africaines, malgré des choix politiques divergents, des situations économiques diverses, quel que soit le pouvoir politique à Paris, un grand nombre d'Etats d'Afrique souhaitent débattre avec la France de questions qui les occupent ou les divisent, est un fait de grande portée. Les dirigeants du colonel Kadhafi contre la perpétuation du colonialisme français n'y changent rien. Après tout, comme le disait sans complexes un ministre du camp dit « progressiste », « personne n'est obligé de venir à ces assises ». La conférence franco-africaine n'a ni statut ni cadre institutionnel, c'est avant tout une réunion de famille dans laquelle chacun vient débattre de ses problèmes.

Le Tchad en vedette

Que le roi du Maroc claque la porte de l'Afrique, à Addis-Abeba, mais tiennent à intégrer de plein droit leur place, c'est le soutien public à une vision militaire française n'est d'ailleurs pas assuré. La Libye n'a pas respecté l'accord, « c'est un risque pour elle », selon le chef de l'Etat. Entendez : « C'est mon affaire, pas la vôtre ». Là-dessus, les points de vue divergent à l'intérieur de la famille et M. Mitterrand, en s'exprimant jeudi soir au nom de ses pairs, a donné le ton. « Il est important que l'accord franco-libyen soit scrupuleusement respecté par les deux parties », a-t-il dit. Cette fois, on pouvait discerner, derrière le propos, un : « qu'attendez-vous pour bouter du nord du Tchad les troupes libyennes ? ».

La divergence est plus, qu'une nuance, mais on en restera là. La France, visiblement, M. Mitterrand l'a redit, n'acceptera pas le franchissement par quiconque du 16^e parallèle et adresse à cet égard une mise en garde sans équivoque au colonel Kadhafi, mais n'ira pas au-delà.

coeurs duquel M. Mitterrand a salué son adhésion au « club ».

Une fois de plus, mais dans un contexte très différent de celui de Banjul, l'an dernier, le Tchad a tenu la vedette à ce sommet. Dans son discours d'ouverture, M. Mitterrand a mis très clairement les choses au point. La France a avec nombre de pays africains des accords de défense et de sécurité : ces pays sont assurés d'être automatiquement défendus en cas d'agression. Avec les autres, dont fait partie le Tchad, la France n'a pas d'obligations juridiques, donc le chef de l'Etat est seul juge de ce qu'il convient de faire, compte tenu, bien sûr, des « liens d'amitié » qui existent avec ces pays.

La mise au point est d'autant plus nette, que, sans aucun doute, M. Mitterrand supporte mal les critiques fustigées qui lui sont adressées à propos du non-respect par la Libye des accords de septembre 1984, prévoyant le retrait concomitant des troupes françaises et libyennes du Tchad. Le chef de l'Etat l'a dit à plusieurs reprises durant ces dernières quarante-huit heures : les responsabilités de la France et des pays africains, pris individuellement ou en groupes, sont distinctes. La France ne veut pas faire le travail à leur place, mais le soutien public à une vision militaire française n'est d'ailleurs pas assuré. La Libye n'a pas respecté l'accord, « c'est un risque pour elle », selon le chef de l'Etat. Entendez : « C'est mon affaire, pas la vôtre ». Là-dessus, les points de vue divergent à l'intérieur de la famille et M. Mitterrand, en s'exprimant jeudi soir au nom de ses pairs, a donné le ton. « Il est important que l'accord franco-libyen soit scrupuleusement respecté par les deux parties », a-t-il dit. Cette fois, on pouvait discerner, derrière le propos, un : « qu'attendez-vous pour bouter du nord du Tchad les troupes libyennes ? ».

La divergence est plus, qu'une nuance, mais on en restera là. La France, visiblement, M. Mitterrand l'a redit, n'acceptera pas le franchissement par quiconque du 16^e parallèle et adresse à cet égard une mise en garde sans équivoque au colonel Kadhafi, mais n'ira pas au-delà.

C'est, estime-t-on, au président Hissène Habré de réussir à rassembler autour de lui, ses opposants pour réunir les conditions politiques d'une solution à la crise. L'évolution très nette du côté français tient à ce que les trop longues réticences à l'égard du président tchadien semblent avoir disparu. « C'est un patriote », dit-on aujourd'hui à l'Elysée, et M. Mitterrand, qui aura, ce vendredi, un tête-à-tête avec le chef de l'Etat tchadien, a rendu un hommage public à ses « efforts courageux ».

Visiblement porté un mieux de sa forme par le combat politique français, M. Mitterrand a, sur tous les tons, assuré ses interlocuteurs qu'ils n'avaient rien à craindre. Il sera bien là l'année prochaine à Lomé, puisque c'est le Togo qui a été choisi pour abriter la treizième Conférence franco-africaine. Il sera tout aussi présent dans les instances internationales pour continuer à se faire l'avocat de l'Afrique auprès des pays riches. Là comme ailleurs, le résultat des élections n'est pas de nature à le dissuader d'exercer pleinement ses prérogatives.

FRANÇOISE CHIPPAUX.

● La grève à l'UNESCO. - Le mot d'ordre de grève qui avait été lancé par l'Association du personnel de l'UNESCO, et qui a été largement suivi, mercredi 11 décembre, a été suspendu jeudi pour la durée des négociations avec le directeur général, M. M'bow. Mais le président de l'Association, M. de Padirac, et cinq autres de ses membres poursuivent leur grève de la faim, la constitution d'un comité paritaire qui serait consulté sur les licenciements n'ayant toujours pas été admise. Une nouvelle assemblée générale du personnel devait se prononcer sur d'éventuelles propositions de la direction ce vendredi après-midi.

● RECTIFICATIF. - Dans la relation de la deuxième réunion du Haut Conseil de la francophonie une erreur nous a fait écrire (Le Monde du 10 décembre) que la part de l'action culturelle était passée de 50 % à 34 % dans le budget total du Quai d'Orsay depuis 1981, alors qu'il fallait lire depuis 1971.

M. MERMAZ REÇU PAR M. GORBATCHEV

Le numéro un soviétique souhaite accueillir M. Mitterrand à Moscou « assez rapidement »

M. Louis Mermaz, président de l'Assemblée nationale française, qui avait commencé mercredi soir une visite à Moscou, a été reçu jeudi 12 décembre au Kremlin pendant un peu plus d'une heure par M. Gorbatchev. Il a remis au secrétaire général du PC soviétique un message personnel de M. Mitterrand, portant, a-t-il précisé, « sur la détente et le rôle de l'Europe » dans la politique mondiale. La question des droits de l'homme a été évoquée, indique-t-on de source française, de même que celle d'une prochaine visite en URSS du président de la République, dont le dernier séjour à Moscou

a eu lieu en juin 1984. M. Gorbatchev, indique-t-on de même source, a souhaité que cette nouvelle visite ait lieu « assez rapidement », éventuellement avant le prochain sommet soviéto-américain prévu pour juin prochain, ajoute-t-on.

Rendant compte du même entretien, l'agence Tass a réaffirmé pour sa part l'hospitalité de l'URSS à l'initiative américaine de défense stratégique et ajouté, citant M. Gorbatchev : « L'URSS espère que la partie américaine n'a pas dit son dernier mot à ce sujet. Le rôle et la responsabilité des Etats d'Europe occidentale sont extrêmement grands en la matière ».

Toujours selon Tass, M. Gorbatchev a déclaré à M. Mermaz que l'engagement, annoncé en France au début d'octobre par le dirigeant soviétique, de retirer unilatéralement du service les missiles SS-20 additionnels déployés dans la partie européenne de l'URSS et de démonter leurs rampes de lancement dans les deux mois a été accompli : « L'Union soviétique a tenu parole, le démontage est terminé », a déclaré l'agence. Le nombre de SS-20 visant l'Europe serait ainsi ramené à 243, c'est-à-dire à son niveau de juin 1984.

Cent huit Pershing-2 déployés

A propos de la contrepartie occidentale de ces missiles, l'AFP rapporte, citant une source sûre à l'OTAN, que 108 fusées Pershing-2 sont maintenant opérationnelles sur le territoire de la RFA, soit la totalité de ce qui était prévu par la décision de l'OTAN de 1979, appliquée à partir de 1983. En outre, 128 missiles de croisière ont été installés en Grande-Bretagne, en Italie et en Belgique, sur un total de 464 qui doivent être déployés d'ici à la fin de 1988, si aucun accord n'intervient entre-temps avec Moscou.

Enfin les alliés réunis à Bruxelles ont approuvé officiellement les propositions faites à Genève par les Etats-Unis en matière de missiles intermédiaires, propositions qui prévoient le plafonnement à 140 « lanceurs » de chaque côté des missiles américains et soviétiques en Europe. Cela signifierait du côté de l'OTAN le maintien des 236 missiles actuellement déployés (un « lanceur » de missiles de croisière comporte quatre de ces engins, alors qu'une Pershing équivaut à un lanceur), et la réduction à moins d'une cinquantaine du nombre de SS-20 (trois charges pour un lanceur).

● M. Wu Xueqian se rendra à Moscou. - Le ministre chinois des affaires étrangères, M. Wu Xueqian, effectuera une visite officielle en URSS au milieu de l'année prochaine, a annoncé ce vendredi 13 décembre le vice-ministre soviétique des affaires étrangères, M. Mikhaïl Kapitsa. Il a précisé que le chef de la diplomatie soviétique, M. Edouard Chevardnadze, se rendrait pour sa part en Chine après la visite de M. Wu Xueqian.

A l'issue d'une visite officielle de huit jours en Chine, le responsable soviétique a indiqué que ses entretiens avaient été « bons » et « sérieux », et que Pékin et Moscou étaient tombés d'accord pour se consulter plus souvent sur les problèmes internationaux. Le vice-ministre chinois des affaires étrangères, M. Qian Qichen, a de son côté affirmé que la visite de M. Kapitsa n'avait donné « aucun résultat » et que les discussions sino-soviétiques « se poursuivaient ». - (AFP.)

● Le vice-premier ministre chinois reçu par M. Fabius. - M. Li Peng a été reçu, le jeudi 12 décembre, par le premier ministre français. L'entretien a porté sur les conditions de la participation de la France à la construction de la centrale nucléaire de la baie de Daya, dans le sud de la Chine. Les négociations en cours concernent la fourniture par Framatome de deux îlots nucléaires. Le vice-premier ministre chinois, qui a rencontré d'autres membres du gouvernement au cours de sa visite privée de trois jours en France, doit quitter Paris ce vendredi pour la Tchécoslovaquie.

Nouvelle crise budgétaire entre l'Assemblée européenne et les Dix

De notre envoyé spécial

Strasbourg. - L'Assemblée européenne a ouvert, le jeudi 12 décembre, une nouvelle crise budgétaire avec les Etats membres de la CEE. En votant par 230 voix (39 contre, 20 abstentions) un volume de dépenses pour 1986 supérieur à la dernière offre des Dix, elle cherche encore une fois une épreuve de force avec les gouvernements. La veille, le Parlement avait réuni en cause, à une très forte majorité, les résultats du conseil européen à Luxembourg (Le Monde du 13 décembre).

M. Junker, le ministre luxembourgeois du budget, qui représentait la présidence de la Communauté, avait pourtant averti les parlementaires avant le scrutin de jeudi : « Si vous restez sur vos positions, vous prenez la responsabilité d'ouvrir une grave crise institutionnelle. » Il avait même indiqué que plusieurs pays avaient déjà pris la décision de porter l'affaire devant la Cour européenne de justice, si l'Assemblée décidait de suivre la commission des budgets. M. Junker a aussi répercuté la menace de certains gouvernements de ne verser leur contribution à la caisse européenne qu'à concurrence du projet établi par les Dix (1).

L'irritation exprimée par la présidence luxembourgeoise est compréhensible. Par rapport aux crédits prévus en septembre, les pays membres avaient augmenté de plus de 1 milliard d'ECU (7 milliards de francs) leurs prévisions de dépenses. En outre, les Dix s'étaient engagés à adopter en cours d'exercice un budget supplémentaire si nécessaire.

Au sein même de l'hémicycle, des voix se sont élevées pour soutenir l'offre du conseil. M. Cot (socialiste, France), président de la commission du budget, qui n'hésitait pas à dire en privé que la position de l'Assemblée était « une sottise », s'est démené en vain. Mme Simone Veil (libéral, France) a demandé, pour

sa part, une interruption de séance pour tenter de renverser la vapeur.

Le président du Parlement, lui-même, M. Pfimlin, n'a pu convaincre le groupe des démocrates-chrétiens. Finalement, seuls les socialistes et les libéraux français, les conservateurs britanniques et les représentants danois ont refusé de s'associer à la position majoritaire.

La différence de chiffre - 300 millions d'ECU (soit 2 milliards de francs), entre le conseil et le Parlement, n'explique pas à elle seule la crise qui vient de s'ouvrir. Les Dix, exaspés par les exigences de Strasbourg, en font maintenant une question de principe. A telle enseigne qu'il est pratiquement exclu qu'un conflit puisse être évité. Le comité budgétaire de la CEE, qui comprend les représentants des Dix, se réunira le 17 décembre pour apprécier la légalité du budget arrêté jeudi.

M. Pfimlin, malgré son opposition à l'enveloppe votée, peut difficilement - compte tenu des résultats du scrutin - refuser de signer le budget. Il pourrait laisser passer la fin de l'année, afin de trouver un compromis avec les Dix, mais il irait ainsi contre la volonté de la majorité des parlementaires.

En outre, la Communauté, alors qu'elle accueillera en juin prochain l'Espagne et le Portugal, n'aurait pas, ainsi, de budget, aussi longtemps qu'un accord ne serait pas conclu (2). De son côté, la Commission de Bruxelles n'a laissé aucun doute quant à sa volonté d'exécuter le budget tel qu'il a été voté par l'Assemblée.

MARCEL SCOTTO.

(1) Cela avait été le cas pour les premiers mois de 1981 : la France, l'Allemagne fédérale et le Royaume-Uni avaient refusé d'effectuer leurs versements tels qu'ils ressortaient des dépenses votées par Strasbourg.

(2) Dans cette hypothèse, c'est le régime des « douzièmes provisoires » qui s'appliquerait, c'est-à-dire que les dépenses sont effectuées au rythme mensuel de l'année précédente.

DEUX HEURES APRÈS MINUIT

Jean-François Deniau

Deux heures après minuit

Dans les maquis de la liberté

Un livre vient de rendre leur poids aux mots et leur dignité aux convictions : il s'appelle « Deux heures après minuit ». On y trouvera une foule d'histoires bouleversantes où ne manquent ni la mort, ni la vie, ni l'héroïsme, ni même cette ironie subtile qui accompagne les tragédies.

Jean d'Ormesson de l'Académie française.

« Un livre inoubliable. » Alain Peyrefitte de l'Académie française (Le Figaro)

« Lawrence d'Arabie... Malraux... Aujourd'hui c'est Deniau parcourant les maquis du tiers-monde. Il redonne au mot "politique" la puissance, la noblesse, que lui confèrent la pauvreté et le combat. » Bertrand Poirot-Delpech (Le Monde)

« Il faut lire le bouleversant livre de Jean-François Deniau. » Philippe Alexandre (RTL)

JEAN-FRANÇOIS DENIAU

GRASSET

صلى الله عليه وسلم

PROCHE-ORIENT

LES NÉGOCIATIONS ISRAËLO-ÉGYPTIENNES SUR TABA

« Nous nous comprenons mieux »

De notre correspondant

Jérusalem. — Les négociations israélo-égyptiennes sur l'enclave frontalière de Tabá ont avancé à un rythme d'escalade. Une semaine après la réouverture des discussions au Caire, trois nouvelles journées d'entretiens « francs et amicaux » à Herzliya, au nord de Tel-Aviv, ont tout juste permis d'accomplir quelques modestes progrès. Mais aucune « percée » décisive n'est en vue.

Les spéculations sur l'imminence d'un accord étaient, une fois de plus, prématurées. A en croire M. David Kimche, chef adjoint de la délégation israélienne, le principal mérite de ce nouveau round de conversations est d'avoir permis aux deux parties de jouer cartes sur table. « Désormais, nous nous comprenons mieux », a souligné M. Kimche jeudi 12 décembre, nous savons clairement ce qui nous sépare. »

Les délégations ont repris à Herzliya l'examen du texte de compromis esquissé au Caire et visant à concilier les positions en présence. L'Égypte veut soumettre le différend à un arbitrage international au verdict contraignant, Israël préfère suivre la procédure de conciliation.

prévue par les accords de Camp David.

Les deux parties n'attachent pas la même importance à ces discussions. Pour Le Caire, le conflit de Tabá, devenu une « grande cause nationale », a valeur de test. C'est le gilet d'étranglement qui bloque toute tentative de normalisation diplomatique. Pour Jérusalem, la bisbille frontalière n'est qu'un des éléments, parmi d'autres, du contentieux bilatéral. « Le dossier de Tabá n'avancera que si nous progressons sur tout le reste », observait jeudi M. Kimche.

A Herzliya, les délégations avaient constitué deux équipes de travail. La première s'est attelée au litige frontalier, la seconde a examiné les autres dossiers en souffrance : le retour éventuel à Tel-Aviv de l'ambassadeur égyptien, absent depuis plus de trois ans, le marasme des échanges touristiques et commerciaux, la recherche des corps de dix-neuf soldats israéliens portés disparus pendant la guerre du Kippour et des soixante-neuf membres de l'équipage du sous-marin *Dakar* disparu au large d'Alexandrie en 1969, le versement de compensations financières aux familles des sept touristes israéliens assassinés en octobre dans le Sinaï.

Aucune date n'a été fixée pour la reprise des pourparlers. Côté israélien, la question de Tabá sera examinée la semaine prochaine par le cabinet restreint.

Les deux partenaires de la coalition continuent de s'opposer sur la manière de régler le différend : les travaillistes sont prêts à lâcher du lest en acceptant, sous certaines conditions, un arbitrage, tandis que le Likoud prône l'intransigeance. Le débat promet d'être chaud.

J.-P. LANGELLIER.

Des personnalités palestiniennes des territoires occupés vont rencontrer M. Arafat à Amman

De notre correspondant

Jérusalem. — Une douzaine de personnalités palestiniennes des territoires occupés ont l'intention de rencontrer M. Yasser Arafat, le jeudi 16 décembre, à Amman. Les promoteurs de cette initiative souhaitent amener le chef de l'OLP à assouplir ses positions. Ils s'efforcent notamment de le convaincre de la nécessité pour la centrale palestinienne d'accepter expressément les résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité impliquant la reconnaissance de l'État d'Israël.

La délégation qui se rendra à Amman comprendra notamment MM. Mustapha Natché et Rachad Chawa, maires destinés de Hébron et de Gaza, MM. Basel et Said Kanaan, notables de Naplouse, et M. Hanna Siniora, rédacteur en chef du journal de Jérusalem *El Fajr*. Ils retrouveront dans la capitale jordanienne M. Zafar Al Masri, nouveau maître de Naplouse, qui s'y trouve depuis quelques jours, et M. Faez Abon Rahme, avocat de Gaza, qui séjourne actuellement en Italie. MM. Siniora et Abon Rahme avaient été présentés l'été dernier pour participer à des négociations avec les dirigeants américains dans le cadre d'une délégation jordanio-palestinienne. Seul personnage de premier plan à ne pas faire le voyage d'Amman, M. Elias Freij, maire chrétien de Bethléem.

« Suspension de la grève de la faim des prisonniers Palestiniens. — Environ un millier de détenus dans les territoires occupés ont suspendu, jeudi soir 12 décembre, et jusqu'à dimanche matin, leur grève de la faim, à l'issue de négociations entre le directeur de l'administration pénitentiaire israélienne, M. Rapny Suissa, et leurs défenseurs, a déclaré à l'AFP l'avocat palestinien Ali Golan. En attendant le résultat de nouvelles négociations, l'administration pénitentiaire restituera aux détenus leurs effets personnels confisqués : livres et transistors. — (AFP).

« L'ONU préconise la convocation d'une conférence internationale de paix. — L'Assemblée générale de l'ONU a, prononcé la convocation d'une conférence internationale de paix au Proche-Orient, et a accueilli les États-Unis et Israël à reconnaître leur position à ce sujet. Trois pays seulement, les États-Unis, Israël et le Canada, se sont prononcés contre cette résolution, qui a été adoptée par 107 voix contre 3 et 41 abstentions. Ce résultat est tout-à-fait décevant pour les partisans de cette conférence, car il constitue un net recul par rapport au vote de l'Assemblée l'an dernier sur le même sujet (121 voix pour, 3 contre États-Unis, Israël, Canada — et 23 abstentions). — (AFP).

s'est réuni en raison de la proximité des cérémonies de Noël.

Les derniers entretiens de ce genre avaient eu lieu en février 1984, lorsque trente et un représentants de Cisjordanie et de Gaza avaient rencontré à Amman M. Arafat et le roi Hussein. Ce nouveau rendez-vous a été pris à l'initiative des Palestiniens des territoires et à la suite des conversations que certains d'entre eux ont eues, la semaine dernière à Jérusalem, avec M. Richard Murphy, ambassadeur du président Reagan au Proche-Orient. Nul ne doute que leur suggestion ait reçu la bénédiction du souverain hashémite. Celui-ci attend, en effet, de M. Arafat qu'il accepte, avant la fin de l'année, les résolutions 242 et 338.

Les futurs interlocuteurs du chef de l'OLP sont favorables à la création d'un État palestinien au côté d'Israël. Certains d'entre eux ont reçu cette année, pour la première fois depuis longtemps, la permission de se rendre en Jordanie. Israël n'avait pas encore donné vendredi matin son feu-vert à leur prochain voyage. En théorie, les résidents des territoires n'ont pas le droit d'avoir des contacts à l'étranger avec des éléments hostiles à l'État hébreu. Mais la majorité des notables n'ont besoin d'aucun permis spécial pour franchir les ponts du Jourdain. Ils se contentent de signaler leurs déplacements à l'administration militaire.

J.-P. L.

Liban

Les chrétiens réaffirment leur spécificité et leurs droits

De notre correspondant

Beyrouth. — Beyrouth-Ouest et les régions dites « nationales » (musulmanes) ont été en grève le jeudi 12 décembre. Beyrouth-Est et les régions dites « libérées » (chrétiennes) ont, bien entendu, ignoré ce mouvement. Le doublement du prix des carburants a provoqué le colère des « nationaux ». Il affecte aussi leurs concitoyens « libérés ». Il est vrai que, désormais, au Liban, « quand l'Ouest dit non, l'Est dit blanc et vice versa ».

Malgré la persistance depuis deux mois d'une phase dans les hostilités intersecteurs, malgré l'entrée en application d'un plan de sécurité à Beyrouth-Ouest, après la féroce bataille entre PSP (druzes) et Amal (chiites) de la dernière semaine de novembre, nul ne croit que la paix soit en vue. A Beyrouth-Ouest même, le plan de sécurité censé pacifier le secteur et qualifié « plan de la dernière chance » ne vaut que par la bonne volonté des deux milices belligérantes, dont les hommes sont associés au maintien de l'ordre. Le « sus-le-bol » de la population joue en sa faveur, outre le fait qu'il s'est conçu et mis sur pied par la « légalité de l'Ouest ». Les dirigeants et les officiers musulmans assurent l'ordre dans leur secteur.

Trois officiers issus des trois communautés musulmanes, dont le chef d'état-major de l'armée, doivent le faire régner dans la rue sans que le commandement de l'armée, encore moins le conseil des ministres, aient été, même formellement, consultés. Cela apparaît tout naturel. Au demeurant, sur ce plan, le secteur chrétien a pris les devants depuis longtemps, agissant en matière de sécurité en toute autonomie et détenant, de surcroît, l'essentiel de l'équipement de l'armée nationale.

« A bon entendeur, salut ! »

Élément inquiétant, les rapt de chrétiens à l'Ouest, après une accalmie, ont repris. Ceux d'un médecin de l'hôpital de l'Université américaine et du neveu d'un député ont fait grand bruit et entraîné une manifestation en blouses blanches du personnel de l'établissement. Les deux hommes ont été relâchés. Toutefois, les trente mille à quarante mille chrétiens demeurant à Beyrouth-Ouest, dont le nombre s'accroît lentement, sont de plus en plus inquiets. La bourgeoisie sunnite, elle aussi exotisée des conditions de vie dans son secteur de la capitale, a tendance à passer en secteur chrétien quand elle n'a pas les moyens de se rendre en Europe.

Une déclaration très ferme du patriarche grec orthodoxe, Mgr Hozim, en même temps qu'elle mettait un baume sur le cœur des chrétiens qui se croyaient à la veille d'une réduction drastique de leurs pouvoirs dans le cadre de l'accord tripartite conclu à Damas, a montré que le clivage intercommunautaire est encore dans sa phase ascendante. « Le monde arabe », a notamment dit le prélat, « n'est pas une région musulmane. La région était au départ entièrement chrétienne, ce sont les musulmans qui sont nos hôtes, à nous chrétiens. Dieu nous a placés ici pour y demeurer. Nous y sommes déterminés, fût-ce de force. A bon entendeur, salut ! (...) Peut-on nier que le mouvement Amal est chiite ? Peut-on nier que le Parti socialiste progressiste est à majorité druze et que les Forces libanaises sont à majorité maronite ? Pourquoi, pour le seul peur de confessionnalisme ? Pourquoi ne pas regarder la réalité en face ? »

LUCIEN GEORGE.

APRÈS LA VISITE DE M. DUMAS EN ISRAËL

L'OLP dénonce un « net recul » dans l'attitude française à son égard

De notre correspondant

Tunis. — Les Palestiniens de Tunisie sont sortis, le jeudi 12 décembre, de la réserve dans laquelle ils se cantonnaient depuis l'affaire du détournement de l'*Achille-Laurie* pour exprimer leur déception et leur irritation à la suite des déclarations faites mardi à Jérusalem par M. Roland Dumas, affirmant que l'OLP est « une organisation combattante non représentative de l'ensemble du peuple palestinien ».

Selon le porte-parole de l'OLP, M. Ahmed Abderrahmane, ces propos constituent « un net recul par rapport aux précédentes prises de position de M. Dumas sur le Proche-Orient ». « Sans la reconnaissance de l'OLP en tant que seul et légitime représentant du peuple palestinien, il ne peut y avoir de paix au Proche-Orient », a ajouté M. Abderrahmane. Nous espérons que les gouvernements européens ne céderont pas devant les pressions américaines pour les amener à interrompre leurs relations avec l'OLP, et nous espérons aussi que la CEE poursuivra un rôle positif pour par-

venir à une paix juste et durable au Proche-Orient. Dans l'entourage de M. Arafat, on considère que la précision apportée par la suite par le ministre des relations extérieures selon laquelle l'OLP ne représentait pas tout le peuple palestinien, mais seulement ceux qui ont adhéré à son mouvement, ne lève pas l'ambiguïté de sa première déclaration.

M. D.

[Quel qu'en soit M. Abderrahmane, la position exprimée par M. Dumas est conforme à celle traditionnelle, défendue par la France, qui a toujours considéré la centrale palestinienne comme « le seul représentant du peuple palestinien », tout en estimant que l'OLP devait être associée aux négociations de paix. La France continue d'être l'un des rares pays à désigner les représentants du peuple palestinien. C'est dans une conférence de presse, au cours de sa visite en Israël, que M. Dumas avait émis l'OLP comme « organisation combattante non représentative de l'ensemble du peuple palestinien ». Telle quelle, la formule a pu laisser penser que Paris considérait ses distances à l'égard de l'OLP, ce qui a suscité le mécontentement que l'OLP devait être associée à la négociation.]

A TRAVERS LE MONDE

URSS

Sakharov au bout du fil

Newton (Massachusetts). — M^{me} Elena Bonner, l'épouse d'André Sakharov, a pu s'entretenir le jeudi 12 décembre, pendant une dizaine de minutes, au téléphone avec son mari, depuis Newton (Massachusetts). M^{me} Bonner, qui vient de subir une opération chirurgicale délicate, s'est ainsi pu annoncer à son mari qu'elle avait été reçue par le pape et ainsi pu voir des films tournés à leur insu, datant de 1984 et 1985. Selon la belle-fille de l'académicien, M^{me} Tatiana Yankélévitch, la conversation a été rendue inaudible par des interférences.

Il a été également question d'André Sakharov à Stockholm, où, pour la première fois depuis qu'il a reçu le prix Nobel de la paix, le professeur Evgeni Tchazov a donné son point de vue sur le célèbre dissident soviétique. « Je ne peux pas être d'accord avec lui, a-t-il dit, car dans une lettre adressée à un scientifique américain il s'est déclaré en faveur du missile américain MX. » — (AFP).

CHILI

Grève de la faim de prisonniers politiques

Santiago-du-Chili. — Huit détenus ont entamé, le mardi 10 décembre, une grève de la faim et de la soif au pénitencier de la capitale pour obtenir que leur soit reconnu le statut de prisonniers politiques. Soutenue par dix détenus de la prison publique (carcel pública) et plusieurs prisonniers de la prison des femmes de San Miguel, dans les environs de Santiago, se sont joints au mouvement. Les prisonniers s'insurgent contre les traitements qu'ils sont infligés, évoquant les incidents qui se sont produits ces derniers mois dans les prisons de Santiago et de Valparaíso, où un dirigeant du MIR (Mouvement de la gauche révolutionnaire interdit) et un étudiant ont trouvé la mort. Les prisonniers politiques (trois cent vingt-cinq recensés) avaient annoncé, lors d'une visite d'une délégation de la Fédération internationale des droits de l'homme (le Monde du 6 décembre), leur intention de mener « une action dure » pour tenter de mettre fin aux tortures diverses dont ils sont l'objet.

Le ministre de l'intérieur s'en est rendu compte, pour la première fois, de rencontrer des signataires de l'Accord national pour un retour à la démocratie rédigé par onze mouvements d'opposition au régime du général Pinochet — sans toutefois fixer une date. — (AFP, Reuters.)

ITALIE

Nouvelles manifestations de lycéens à Naples et à Milan

Milan. — Une nouvelle manifestation de lycéens a eu lieu dans la capitale lombarde, le jeudi 12 décembre. Elle a regroupé environ trente mille participants : blue-jeans, blouson et foulard, palestinien de rigueur. Les banderoles sont vaguement corporatistes : chacun dénonce les mauvaises conditions d'études dans sa branche. Les slogans s'en prennent à la « financiarisation », c'est-à-dire au projet de budget 1986 — et ce, bien que le gouvernement ait fait marche arrière sur son projet d'augmentation des droits d'inscription qui avait mis le feu aux poudres. On conspuait le *Falco*, M^{me} le ministre de l'éducation, dont l'autosatisfaction a provoqué l'irritation jusque dans les rangs de ses amis démocrates-chrétiens. Elle devait venir, ce vendredi 13 décembre, inaugurer l'année universitaire à Milan, mais, vu l'ambiance, elle y a renoncé.

Trois jours plus tôt, à Naples, de jeunes chômeurs s'étaient mêlés aux écoliers, et la manifestation avait rassemblé plus de cent mille personnes, à la surprise des syndicats et de la presse. — (Corresp.)

ESPAGNE

Lourdes peines de prison pour deux membres du GAL

Madrid. — Pour la première fois, deux membres du GAL, le mystérieux Groupe antiterroriste de libération qui a assassiné plusieurs sympathisants de l'ETA en territoire français, ont été reconnus coupables par la justice espagnole. L'Audience nationale de Madrid, la juridiction chargée des délits de terrorisme, a condamné le jeudi 12 décembre M^{me} Daniel Fernandez et Mariano Moraleda, respectivement à vingt-neuf ans et dix mois et vingt-neuf ans et quatre mois de prison. Un troisième accusé, l'industriel Victor Manuel Navascués, que le procureur considérait comme le « cerveau » de l'opération, a, en revanche, été acquitté faute de preuves.

La sentence affirme que M^{me} Fernandez et Moraleda « sont intervenus matériellement, volontairement et directement » dans l'assassinat du citoyen français Jean-Pierre Leiva, en mars 1984, à Hendaye, non loin de la frontière espagnole. Les deux hommes avaient l'intention d'assassiner un membre de l'ETA appelé Ugart. J.-P. Leiva aurait donc été assassiné par erreur.

M^{me} Moraleda avait été arrêtée quelques heures à peine après le crime. M. Fernandez ne fut appréhendé que plus tard, et la police trouva sur lui le pistolet utilisé pour l'attentat. — (Corresp.)

LA FAIT FRANÇAIS dans le monde
LA FRANCE 3^e SUPERPUISSANCE
Les Anglo-Saxons, les Russes et nous, influence de la France dans le monde : culturelle, linguistique, puissance financière et économique, idéologie, schéma de pensée : les armes, les diplomates et les militaires. France : 2^e puissance territoriale mondiale (sans marine). DOM-TOM, l'Afrique et les 40 pays d'expression française. 336 pages, 78 F.
François de Preuil
CHATEAU DE PREUIL
49560 NUEL-SUR-LAYON

ODOUL
Garde-meubles
42 08 10 30
16, rue de l'Atlas-75019 Paris

NON A L'APARTHEID EN FRANCE
OUI A L'ÉGALITÉ DES DROITS POUR TOUS
JEUNES ISSUS DE L'IMMIGRATION

INSCRIVEZ-VOUS !

1 vote + = 1 vote contre le racisme

Rejoignez France Plus dans ses meetings.

Le 13 décembre à Toulouse ;
Le 14 décembre à Montpellier-Lodève ;
Le 18 décembre à Bagneux ;
Le 20 décembre à Beauvais ;
Le 20 décembre à Tremblay-lès-Gonesse ;
Le 21 décembre à Roubaix et Bourges ;
Le 22 décembre à Lyon.

Soutenez FRANCE PLUS

23, rue du Ruisseau, 93102 Montreuil
Tél. : 48-51-70-70.

LE SYSTEME ALI
confusion mor...

Basque arrêté par M
disparu depuis des...

AMEL
AU SOMMAIRE

SOFICA
LES INVESTISSE
VONT AU
CINÉMA
RISQUES ET AVANT

FED : VOLCKER VEILLE AUX TAUX

EUROPE

Yougoslavie

LE SYSTÈME AUTOGESTIONNAIRE A L'ÉPREUVE La confusion menace la « stabilité intérieure »

De notre correspondant

Belgrade. — Le système autogestionnaire yougoslave traverse les moments les plus difficiles depuis sa mise en œuvre en 1950. Les dernières réunions de l'Assemblée nationale confirment l'existence de désaccords multiples et d'autant plus difficiles à surmonter que chacun ne jure que par l'autogestion, mais pour prouver la bien-fondée de positions diamétralement opposées. Comme la confusion s'accroît et menace, de l'avis officiel, « la stabilité intérieure et les positions internationales du pays », la direction collégiale de l'État a pris une initiative spectaculaire. Elle s'est réunie avec les membres du gouvernement fédéral pour tirer les conclusions qui s'imposent. Son président, M. Vukobratovic, a défini quelques-unes des principales causes du mal yougoslave : l'inflation galopante (elle sera de 70 % à la fin de l'année, soit sept fois supérieure aux prévisions), non-respect, de la part des entreprises, des lois de l'économie de marché, chute du niveau de vie des citoyens (25 % au cours des trois dernières années).

Les responsables d'un tel état de choses : « Le gouvernement fédéral et les autres facteurs socio-politiques », expression qui sous-entend, dans le système yougoslave, les Républiques et régions autonomes et leurs directions, sans exclure pour autant la présidence elle-même.

Celle-ci exige une « mobilisation » de toutes les forces socialistes en vue de l'adoption, avant la fin de

l'année, d'une série de mesures devant être appliquées à partir du 1^{er} janvier prochain. Notamment les plans de 1986 et 1986-1990, actuellement soumis au Parlement. Elle invite en outre le gouvernement à agir avec « efficacité » jusqu'à l'expiration de son mandat dans six mois et à recourir, si nécessaire, aux « mesures administratives ».

Le chef du gouvernement, M^{me} Platinic, a admis que certaines mesures ont été prises avec retard, mais a souligné que son gouvernement n'a pas eu à affronter constamment une société « non unie », marquée par la « confusion », et une Assemblée nationale dominée par des « contradictions sur des questions importantes ».

Faisant allusion au conflit dans les sphères politiques, elle s'est écriée : « De quel droit attendons-nous que tout soit fait par le seul gouvernement fédéral, dont les compétences sont limitées et bien au-dessous des exigences qui lui sont adressées ? ». M^{me} Platinic est d'accord avec la présidence sur les menaces d'urgence à prendre, notamment pour combattre l'inflation, et a cité à ce propos un « caractère éminemment révolutionnaire », dont elle n'a pas révélé le nom, selon lequel « l'inflation est le châtiment de Dieu pour le comportement irrationnel de la société ».

Les interprétations contradictoires de l'autogestion ne sont pas les seules à paralyser l'État. Il y a également celles, peut-être plus graves encore, découlant de lectures différentes de la Constitution de 1974. Document d'une dizaine de milliers

de mots, celle-ci était conçue pour éliminer le « centralisme », auquel étaient attribués tous les maux de la Yougoslavie. Pour cette raison, elle a déposé l'État fédéral de la plupart de ses compétences de politique intérieure, surtout économiques.

En 1976, cependant, ses initiateurs ont tenté de recentraliser l'État sur une base idéologique par une « loi sur le travail associé », deux fois plus volumineuse que la Constitution, qui a mis en place un immense et complexe mécanisme autogestionnaire, dans lequel le commun des mortels se retrouve avec peine.

Bureaucratie et consensus

Les résultats de ces réformes furent inattendus : chacun s'organisa pour son propre compte, se mit à produire, vendre et acheter sans aucune coordination. L'unité du marché national en fut brisée et la libre circulation des biens et du capital social interrompue. Les Républiques et régions promulguèrent une lourde législation, elle aussi non coordonnée, se créant la confusion existant dans l'économie. « Le citoyen est soumis aujourd'hui, déclare M. Petar Radulovic, docteur en droit et conseiller général à l'Assemblée nationale, à huit millions de lois et autres prescriptions légales : certaines de ces lois sont incompréhensibles, d'autres incompatibles, d'autres encore contradictoires. La Yougoslavie est divisée en huit systèmes juridiques, et son organisation est la plus irrégulière des États modernes. La bureaucratie y fleurit, et le manque de responsabilité individuelle a porté au pouvoir des dirigeants jouissant de grands privilèges, qui se considèrent comme infaillibles et irremplaçables ».

La Constitution a introduit le consensus comme forme de règlement de certaines questions d'importance fédérale. Au fil des années, ce consensus a été étendu à l'ensemble des rapports intérieurs et a donné naissance au droit de veto. Si une partie, qu'elle soit le gouvernement ou une association de football d'une République, estime ses intérêts lésés et se prononce contre un projet, toute solution est bloquée. Alors, on a recours à la procédure dite d'« harmonisation », dans des comités et commissions, qui peut durer des semaines, voire des mois.

En attendant, la situation se dégrade : l'instabilité des Républiques et des régions se renforce, faisant de leurs frontières administratives, autrefois fixées sans consultation préalable de la population — quelquefois par un simple coup de téléphone entre deux dirigeants, — de véritables frontières d'État.

Quelles seront les conséquences de l'intervention de la présidence de l'État ? Des rumeurs laissent entendre qu'elle pourra recourir aux « mesures provisoires », conformément à l'article 301 de la Constitution, qui l'autorise à imposer dans les moments critiques le règlement de certains problèmes selon la volonté du gouvernement. Le fera-t-elle et le pourra-t-elle ? Ses décisions doivent reposer, elles aussi, sur un consensus.

T. M.

PAUL YANKOVITCH.

Espagne

Un Basque arrêté par la garde civile a disparu depuis deux semaines

De notre correspondant

Madrid. — Où est passé Miguel Zabaltza ? Le sort de ce Basque de trente-deux ans, mystérieusement disparu il y a plus de deux semaines, alors qu'il se trouvait entre les mains de la garde civile, et menace de devenir une affaire des plus embarrassantes pour le ministère socialiste de l'Intérieur, M. Barrionuevo, souvent accusé de ne pas avoir mis fin aux mauvais traitements dans les commissariats.

C'est dans la nuit du 26 novembre que Miguel Zabaltza avait été arrêté à son domicile de Saint-Sébastien par la garde civile, qui le soupçonnait de collaborer avec l'ETA militaire. Depuis, on ne l'a plus revu. Suivant la version officielle, il aurait, durant son interrogatoire, révélé l'existence d'une cache d'armes près du village d'Endaraiz, en Navarre, à proximité de la frontière française. Quatre gardes civils l'auraient alors accompagné sur les lieux, de nuit. Selon leur témoignage, après que le groupe eut pénétré dans un tunnel, Zabaltza, malgré ses menottes, s'est enfoncé dans un

étroit boyau et a disparu. Ce passage donne sur une pente presque à pic surplombant la rivière Aldasoa.

Certains de ses proches, arrêtés en même temps que lui et remis ensuite en liberté, ont affirmé à la presse que Miguel Zabaltza avait été torturé au commissariat de Saint-Sébastien. Le juge de Saint-Sébastien chargé de l'enquête s'est étonné qu'une « personne menottée aux mains et escortée par quatre gardes civils ait pu s'enfuir aussi facilement ».

Le président du gouvernement autonome, M. Ardanza, l'évêque de Saint-Sébastien, M^{gr} Scien, ont exprimé leur préoccupation quant au sort du disparu. Les députés, MM. Bandres, de la formation de gauche Euzkadiko Ezkerra, et Vizcaya, du Parti nationaliste basque, ont annoncé la présentation d'une interpellation parlementaire au ministre de l'Intérieur. Déjà, on entend évoquer le « cas Arregui », cet activiste de l'ETA militaire mort sous la torture, en février 1981 à Madrid, après avoir été arrêté par les forces de l'ordre.

URSS

Le témoignage de Mikoyan sur Staline à la veille de la guerre

Moscou (APF). — Joseph Staline est rendu directement responsable de l'effet de surprise de l'attaque allemande contre l'URSS en juin 1941, dans un extrait des Mémoires d'Anastase Mikoyan publié par la revue de l'Institut d'histoire de l'Académie des sciences d'URSS.

Mort en 1978, Mikoyan avait été l'un des plus proches collaborateurs de Staline, qu'il critiqua néanmoins dans un discours prononcé au vingtième congrès du PCUS, en 1958.

Dans son numéro de décembre, la revue bimensuelle Novaya i Novéyaya istoriya (Histoire nouvelle et récente) publie une douzaine de pages de souvenirs d'Anastase Mikoyan dépeignant la situation au Kremlin à la veille de l'attaque allemande et les hésitations de Staline à mettre ses troupes en alerte.

Si l'URSS s'est laissée surprendre par l'offensive allemande du 22 juin 1941, c'est parce que Staline « croyait pas » à l'imminence d'une attaque, malgré les mises en garde répétées de son entourage, explique-t-il.

Dès le printemps 1941, « de nombreux signes indiquaient que l'Allemagne hitlérienne s'apprêtait à nous attaquer », écrit Mikoyan, et c'est l'énorme concentration de troupes hitlériennes aux frontières occidentales de l'URSS rendant urgente la mise en état d'alerte de nos forces frontalières.

Mais « Staline ne donnait pas son accord, considérant que de telles mesures pouvaient servir de prétexte à une attaque [allemande] (...). Staline avait la ferme conviction que, au cours des prochains mois, Hitler ne se déciderait pas à faire la guerre sur deux fronts sans avoir réglé son compte à l'Angleterre ou avoir conclu avec elle un traité de paix ».

Le 20 juin, les dirigeants de Riga, en Lettonie, informaient Mikoyan, alors responsable de la flotte soviétique, du départ imminent et précipité de vingt-cinq navires allemands qui mouillaient dans ce port. Mikoyan se rendit chez Staline pour lui demander de donner l'ordre de « retenir les navires

allemands ». « Staline répondit que si nous les retenions, cela donnerait prétexte à Hitler pour déclencher la guerre. »

Le 21 juin, la Politburo est réunie chez Staline, au Kremlin. On lui fait part d'une information fournie par un officier allemand qui s'est réfugié en URSS, selon laquelle les troupes allemandes ont reçu l'ordre de « franchir la frontière soviétique le 22 au matin ». Staline se demande s'il s'agit pas d'une « provocation », mais accepte finalement d'adresser à l'armée rouge une « directive » pour la mettre en garde contre « la possibilité d'une attaque allemande le 22 ou le 23 juin ».

Le Politburo se sépara à 3 heures du matin. Une heure plus tard, Mikoyan est réveillé : c'est la guerre. Riga et une dizaine d'autres villes ont déjà été bombardées.

L'auteur rappelle que les « erreurs d'évaluation » de Staline ont notamment été dénoncées en 1967 par le comité central du PCUS, à l'occasion du cinquantième anniversaire de la révolution d'Octobre.

Grèce

JUGE OU FRANC-MAÇON IL FAUDRA DÉSORMAIS CHOISIR

(Correspondance.)

Athènes. — Un certain nombre de juges grecs (ont vingt selon des estimations officielles) auront bientôt à choisir entre leur fonction et leur appartenance à des loges maçonniques. C'est ce qui est prévu dans l'article 22 du code sur le statut de la fonction judiciaire présenté, mercredi 11 décembre, au Parlement hellénique et qui interdit aux juges « l'appartenance ou la participation à des institutions, unions ou organisations ayant des activités ou des buts secrets ou imposant à leurs membres le devoir du secret ». Le ministre de la justice a précisé dans son rapport au Parlement que cette disposition vise « exclusivement » les loges maçonniques.

Ainsi aboutit, et avec succès, une campagne menée depuis quelques années contre les francs-maçons, accusés de toutes sortes de visées ténébreuses, de « connivence avec le sionisme », de complicités secrètes dans l'administration et ailleurs. Les instigateurs de cette campagne, qui s'est surtout déroulée dans la presse, sont assez difficiles à situer sur l'échiquier politique. On y a souvent distingué des ténors d'un populisme largement répandu dans la classe politique, certains milieux ecclésiastiques militants, des journalistes en quête de sujets « vendables ».

Des sommets de véhémence

La lutte contre l'influence des loges, qui est somme toute discrète et peu politisée, avait atteint des sommets de véhémence il y a quelques années, lorsque des journaux avaient publié de longues listes de personnes « accusées » d'appartenir à telle ou telle organisation maçonnique. Elle n'a pas évité le ridicule l'année passée, par exemple, quand on a essayé de démontrer que les motifs décoratifs des nouveaux billets de banque étaient inspirés de « thèmes maçonniques » et qu'il s'agissait de « propagande ».

Aucun mouvement politique ou social ne s'est opposé ouvertement à ce genre de campagne. Cependant, certains commentateurs ont malicieusement rappelé que bon nombre des « conspirateurs », qui ont organisé la révolution de 1921 pour l'indépendance de la Grèce, étaient des francs-maçons notables !

(Interim.)

Sous la direction de
Fernand BRAUDEL
Le Monde de
Jacques Cartier
L'aventure au XVI^e siècle

23 x 30 cm - 380 p.
369 illustrations
dont 158 en couleurs
Éditions BERGER-LEVRULT

fondation saint-simon

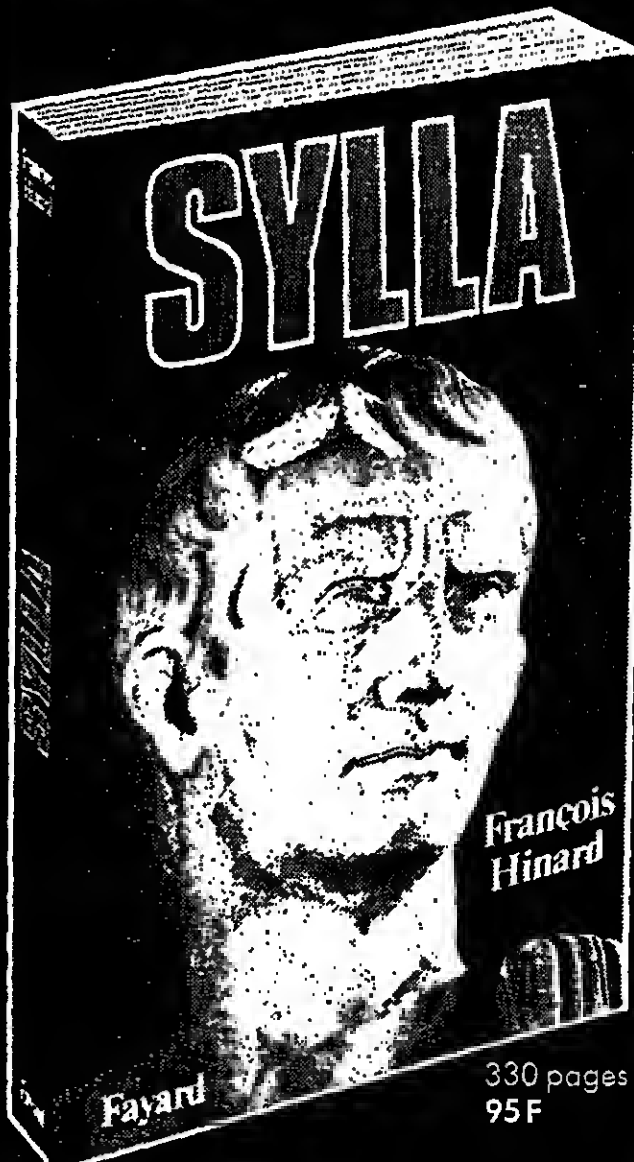
séminaire

L'ALLEMAGNE : UNE NATION, DEUX ETATS

Animé par Heinz Wismann
Avec Jean-Claude Chesnais, Peter Glotz, Pierre Hassner,
Luc Rosenzweig, Rudolf von Thadden

11 séances hebdomadaires de 2 h, à partir du 7/01/86
Tél. 42.22.38.52 ou écrire 100, rue du Cherche-Midi, 75006 Paris.

L'HISTOIRE CHEZ FAYARD



Procès en révision sinon en réhabilitation, cette biographie fait justice de ces mensonges distillés par les Anciens eux-mêmes et servilement repris (avec un bonheur inégal) par la tradition occidentale. En contrepoint, elle démonte les mécanismes pervers qui ont présidé à l'une des premières falsifications de l'Histoire.

L'AMIE FRANCAISE

AU SOMMAIRE SAMEDI 14 DÉCEMBRE

SOFICA
LES INVESTISSEURS
VONT AU
CINÉMA
RISQUES ET AVANTAGES

FED :
VOLCKER
VEILLE
AUX TAUX

**L'ÉLECTORAT
RPR :**
DES SURPRISES

politique

M. CHABAN-DELMAS SUR TF 1

« Le président présidera et le gouvernement gouvernera... »

En ces d'alternance après mars 1986, le premier ministre deviendra le chef du gouvernement. Il ne s'agit pas d'une simple nuance sémantique. Pour M. Jacques Chaban-Delmas, répondant jeudi soir 12 décembre aux « Questions à domicile » de TF 1, on entrerait en effet alors « dans une autre période, totalement différente de l'actuelle » et de toutes celles où, depuis 1958, le président de la République, le gouvernement et la majorité parlementaire étaient de la même tendance. « Un personnage nouveau » apparaîtrait, puisque « jusqu'ici le premier ministre était au service du président de la République ».

Le député RPR de la Gironde, maire de Bordeaux depuis 1947, cinq fois ministre sous la IV^e République, treize ans président de l'Assemblée nationale, premier ministre de Georges Pompidou, candidat malheureux à l'Elysée en 1974, n'a pas dit s'il espérait à ce titre inédit. Il n'a pas dit non plus qu'il le refusait. Mais les traits de caractère qu'il a tracés, les conditions qu'il a posées, le programme même qu'il a défini, ressemblaient à un autportrait.

Dans le scénario de M. Chaban-Delmas, une règle d'or : le respect de la Constitution, avec laquelle « il ne faut pas ruser ». En conséquence, « le président présidera, et le gouvernement gouvernera ». Et « meilleur à celui qui le crée de régime arrivera ». Mais à aucun moment il n'exige, comme M. Barre, le départ du chef de l'Etat, car, pour lui, la cohabitation est « un fait, comme le beau temps ou la pluie ».

ANDRÉ PASSERON.

L'opposition ne croît plus à la cohabitation pacifique

(Suite de la première page.)

M. Chaban-Delmas paraît sur le recul. Il s'inscrit dans un mouvement général de l'opposition à trois mois des élections législatives. Celui qui, avec son esquisse de « nouvelle société », avait en, de 1969 à 1972, « une France d'avance », comme dirait M. Fabius, monte avec un temps de retard dans le train formé par le RPR et s'engage sur la voie d'une cohabitation-conflict.

L'influence de M. Raymond Barre sur l'évolution de l'ensemble de l'opposition a été, semble-t-il, déterminante. Sous la pression de l'anticohabitationnisme numéro un, la plupart des chefs de file de la droite — à l'exception notable de M. Valéry Giscard d'Estaing — sont passés d'une vision pacifique de la coexistence à l'exposé des prémisses d'un affrontement brutal et rapide. Bien que M. Chaban-Delmas envisage bonnement — au nom du respect des institutions et de l'intérêt national qui commande de refuser une crise de régime — que son tandem botteux puisse gouverner jusqu'à l'élection présidentielle de 1988, on voit mal M. Mitterrand s'accorder d'un rôle de potiche. Bien que M. Chaban-Delmas observe gentiment que M. Mitterrand arrangerait tout le monde en donnant sa démission, on n'imaginait pas l'actuel chef de l'Etat dans la peau de René Coty (1).

M. Barre a exercé aussi une forte pression sur la réflexion de ceux qui se présentaient, il y a peu, comme des libéraux de choc. Le RPR ne veut plus dénationaliser à tout va. Quant aux « acquis », sociaux et économiques, de la gauche, ils sont de moins en moins mis en cause. Ce nouveau visage de l'opposition a d'ailleurs de quoi troubler les socialistes. A ce train, leur slogan « Au secours, la droite revient »

perdra de simplicité. Comment faire peur si l'on n'a plus à produire en spectacle que des spectres d'opérette ?

A moins que l'opposition, à force de reconnaître au bilan de la gauche des mérites de plus en plus nombreux ne finisse par convaincre les Français qu'ils n'ont plus guère de raisons de changer de majorité. C'est ce à quoi s'efforce le président de la République lorsqu'il cherche à démontrer que, point par point, son bilan convient à tous puisque chacun admettrait qu'il convient d'en sauvegarder les acquis.

M. Jacques Chirac est le deuxième homme d'influence de l'opposition. Du moins pense-t-il interpréter ce rôle après les élections. Si le RPR domine une éventuelle nouvelle majorité et que les socialistes ne réalisent pas leur ambition (autour de 30 % des suffrages) M. Chirac sera en position de maîtriser le jeu.

Le président de la République, explique l'un des amis du maire de Paris, M. Philippe Séguin, député des Vosges, nommera le premier ministre, mais il ne choisira pas. Il lui sera imposé par le résultat des élections et le rapport des forces au sein de la nouvelle majorité. M. Chirac peut accepter Matignon ou refuser, et, s'il refuse, faire barrage aux autres postulants. La voilà bien, cette crise de régime que redoute tant M. Chaban-Delmas et dans laquelle, pourtant, il paraît s'inscrire à son tour.

JEAN-YVES LHOMEAU.

(1) René Coty, président de la République, avait fait appel au général de Gaulle après la révolte algérienne du 13 mai 1958. Au terme de sept mois de cohabitation avec le général de Gaulle, chef de gouvernement, et après le vote d'une nouvelle Constitution, il céda la place. Le général de Gaulle devint le premier président de la V^e République.

« Les rapatriés du RECOURS », par la voix de M. Jacques Rouzet, leur porte-parole, félicitent M. Chaban-Delmas « d'être le premier leader national à rompre le silence qui entoure l'injustice dont sont encore victimes les rapatriés ».

LA RÉUNION DU COMITÉ DIRECTEUR DU PS

Le programme est dans le bilan

30 % ; 90 jours. Ces deux chiffres ne quitteront sans doute guère l'esprit des socialistes, qui réunissent, le samedi 14 décembre à Paris, leur comité directeur, trois mois, presque jour pour jour, avant l'ouverture des élections législatives de mars 1986. Attendre le rivaire, encore lointain, des 30 % de suffrages qui feraient du PS, jugent-ils, le point de passage obligé de toute majorité dans l'Assemblée élit le 16 mars : c'est désormais le seul espoir que caressent les socialistes.

Comment peuvent-ils parler d'espoir alors que le feuilleton Mitterrand-Fabius-Jaruzelski est encore dans toutes les mémoires ? C'est qu'à force de prendre des coups le cuir s'épaissit. Les socialistes commencent à s'habituer aux catastrophes à répétition, qui transforment en gargouilles les « frémissements » les plus prometteurs.

A chaque fois, bons garçons, certains se représentent à espérer. Tous ne disent pas, comme M. Marcel Debarge, membre du secrétariat national du PS chargé des fédérations : « Il y a un dégel de notre électorat », puisque M. Charzat, membre, lui aussi, du secrétariat national du PS chargé du secteur public, juge qu'« il n'y a pas de dégel de l'opinion ». Mais, avec un tel régime de donchs écosseuse — des cantonales partielles où le PS recule fortement, et 27 % des intentions de vote dans un sondage RTL-IFOP-Le Point — les socialistes ont bien du mal à s'y retrouver.

Tous, quoi qu'il en soit, sentent bien qu'il serait temps de siffler la fin de la récréation. « Il faut tout faire pour que ce genre de choses s'arrête », lance M. Debarge à propos de l'incident Fabius-

Mitterrand. Nous avons besoin d'eau chaude, pas d'eau bouillante. M. Charzat (CERES) appelle à garder « la maîtrise de ses nerfs » pour aborder la dernière ligne droite, tandis que M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, affirme sobriement : « Nous ne devons pas nous enfermer de problèmes à nous-mêmes ». L'affaire Mitterrand-Fabius doit être, en somme, la « der des der » des bavures de l'exécutif socialiste. Encore faut-il, auparavant, solder cette vilaine histoire. Si le comité directeur s'en saisit, les médias donneront un nouveau coup de projecteur sur le mauvais profil des socialistes. Mais si l'on n'en parle pas, le PS paraîtra se cacher derrière son petit doigt.

Consensus

La plupart des dirigeants socialistes semblent préférer le second inconvénient. Si M. Pierre Mauroy s'est dit « fortement surpris » par le comportement de M. Fabius, les maitrisés ne souhaitent pas, pour autant, rouvrir le débat. De leur côté, les rocardiens, qui n'ont apprécié ni la visite du général Jaruzelski ni la déclaration de M. Fabius, ne souhaitent pas intervenir dans ce qu'ils jugent être « une bagarre mitterrand-mitterrandiste », avec, en toile de fond, les recensements au sein de ce courant pour l'après-86.

A l'inverse, M. Jean Poperen, numéro deux du PS, a réagi très vivement, mercredi 11 décembre, devant le bureau exécutif du PS, à l'idée que le débat sur cette question puisse ne pas avoir lieu au comité directeur. Pour lui, cela reviendrait à admettre que le PS n'a plus d'autre existence que celle d'une « machine électorale ». Comme en écho, un député

fabiusien rétorque : « La meilleure chose que les mitterrandistes puissent faire pour le président, c'est de se taire et amener le PS à 30 % ».

Le renforcement, aux dépens du premier ministre (qui doit assister à une partie des travaux du comité directeur), du « couple naturel » que forment, selon l'expression d'un dirigeant, le parti et le président, représente sans doute, pour de nombreux socialistes déçus ou irrités par M. Fabius, le meilleur atout de la gauche dans la campagne. Pourtant, cette « cohabitation » sur le devant de la scène, outre les risques potentiels qu'elle présente pour M. Mitterrand lui-même, n'est pas forcément idyllique. Le président de la République n'a pas été emballé par les premières versions du programme socialiste. Pour lui, le projet du PS est tout entier dans son bilan. Mais le parti et ses dirigeants ne voient pas comment faire campagne sans programme. D'où une sorte de valse-bésitation à propos, par exemple, de l'évolution des prélèvements obligatoires, entre les souhaits du parti et le respect des engagements de l'Elysée (le Monde du 13 décembre). Les socialistes veulent une extension de la solidarité qui ne semble pas compatible avec une poursuite de la baisse de ces prélèvements.

C'est paradoxalement dans ces termes que pourrait s'engager le débat sur la plate-forme. Ainsi M. Mauroy devrait-il prôner, au lieu d'une stabilisation des prélèvements obligatoires. Pas plus que lui, le CERES ni les rocardiens n'envisagent une baisse. Le texte présenté par M. Dominique Strauss-Kahn, membre du secrétariat national chargé des études, au bureau exécutif du 11 décembre prévoit : « si possible une diminution », alors que M. Strauss-

Kahn est personnellement très sceptique sur cette possibilité.

Hormis ce point et quelques autres qui posent le même type de questions (M. Mauroy devrait, par exemple, insister sur le droit de vote des immigrés, que ne prévoit pas explicitement le projet), le consensus est général sur le programme que doit adopter le comité directeur (encore que le débat d'intégration-assimilation à propos de l'immigration, ouvert par M. Poperen, puisse être soulevé samedi). Le CERES estime que le texte « balise bien le terrain ». Les rocardiens, quant à eux, affirment y trouver, pour l'essentiel, les thèmes auxquels ils sont attachés.

M. Rocard sera présent au comité directeur, mais il n'interviendra pas. Après leur succès du congrès de Toulouse, les amis de l'ancien ministre de l'Agriculture soumettent leur comportement à un double impératif : d'une part, ne pas entraver la phase de « réintégration » de M. Rocard dans le PS, d'autre part, ne pas laisser s'effacer la spécificité de leur « patron ». Ainsi M. Rocard attachera-t-il tout le soin nécessaire à la réussite des six meetings nationaux auxquels il participera, après avoir choisi l'absence lors du meeting Fabius-Jospin du 29 novembre.

Une telle attitude ne fait pas l'unanimité à la direction du parti. Mais il semblerait logique que M. Jospin continue d'accorder un traitement particulier à M. Rocard : une bonne insertion des rocardiens et de leur chef de file dans le parti est l'un des éléments qui peuvent — si c'est encore possible — amener le PS à la hauteur de cette terrible barre des 30 %.

JEAN-LOUIS ANDRÉANI.

Propos et débats

M. Barre : vive l'Etat !

M. Raymond Barre qui s'exprimait, jeudi 12 décembre, devant les représentants des professions libérales a estimé que « M. Mitterrand, qui n'a jamais aimé la V^e République, est en train de tout faire pour miner ses institutions » et « vise un second septennat, sinon pour le même homme, du moins pour le même fils ». Selon l'ancien premier ministre, ce sont ceux qui croient encore M. Mitterrand au pouvoir qui s'y trompent. M. Barre a ajouté qu'il trouvait « stupéfiant » le raisonnement de certaines personnalités de l'opposition qui jugent que si le président de la République « nomme » le premier ministre cela ne signifie pas qu'il le « choisit ». « Quand on dit que nommer ce n'est pas choisir, je vais de surprise en surprise », a-t-il remarqué.

Dans l'après-midi, l'ancien chef du gouvernement a rencontré un millier d'étudiants à l'université de Paris-Dauphine. Il leur a déclaré que l'Etat a un rôle « décisif à jouer d'incitation et de régulation de l'économie ». M. Barre qui refuse « le dégraissage systématique » de l'Etat et au nom d'un libéralisme simpliste, a cependant souhaité que « dans la période de création » que nous connaissons actuellement « l'esprit de risque l'emporte sur l'esprit de sécurité » et soit « une priorité en France ».

M. Barre s'est d'autre part déclaré favorable à des accords sur la flexibilité du temps de travail, au niveau des entreprises. « Le bon sens des salariés, et leur jugement, va aujourd'hui dans le sens de la flexibilité. Les Français, a-t-il ajouté, comprennent que l'excès de protectionnisme tue la vraie protection dont ils ont besoin ».

M. Monory (CDS) : une présidentielle dès 1986

M. René Monory, sénateur centriste de la Vienne a affirmé, jeudi 12 décembre qu'il ne serait pas « étonné qu'il y ait une présidentielle en 1986, compte tenu de l'attitude actuelle du président de la République ». L'ancien ministre de l'économie et des finances a expliqué : « Le président de la République ne doit pas être sorti des résultats des élections de mars prochain. Prenant le relais d'un premier ministre inexistant, il s'est condamné lui-même à la disparition ».

M. Leroy (PC) : marginalisation

M. Roland Leroy, membre du bureau politique du Parti communiste, a estimé, jeudi 12 décembre au Havre, que M. Fabius était « en train de se faire marginaliser par le président de la République au profit de Jacques Chirac et autre Lecanuet ».

(Publicité)

GAUCHE : JE TAPE SUITE !

Gauche Assistée par Ordinateur (GAO), notre service télématique et décripant de la Gauche qui bouge, est ouvert sur Minitel. Faites le 36.15.91.77 et tapez GAO !



Priorité à Gauche tél. : 45.62.56.98

P.A.G. Ça agit ! Moi aussi...

☐ Je mets 86 F à gauche et je reçois un cadeau 86.
☐ Je mets 198,60 F à gauche et je reçois ma carte personnalisée.
☐ Je mets 1986 F à gauche. Le Président de P.A.G. me contacte personnellement.

Nom : _____ Prénom : _____
Adresse : _____ Tél. : _____
Chèques à libeller à l'ordre de Priorité à Gauche, 1, rue Paul Baudry 75008 PARIS.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde
AUJOURD'HUI

Bouquins - Douzième par milliers
Rayonnages Bibliothèques
au prix de fabrication du kit au sur mesure
LEROY FABRICANT
équipe votre appartement bureaux, magasins, etc.
25 années d'expérience
Une visite s'impose
208, avenue du Maine, Paris (14)
45-40-57-40 - M. Aline

صلى الله عليه وسلم

AUJOURD'HUI C'EST DEJA DEMAIN!



AUJOURD'HUI les jeunes de notre pays veulent bouger et réussir. Ils veulent changer. A tous nous donnons rendez-vous le 14 décembre au CNIT, Paris-La Défense.

RENOUVEAU DES IDÉES, avec les forums du matin, autour de Jacques TOUBON et d'Alain JUPPE.

MUSIQUE, tout l'après-midi, avec Thierry LE LURON, les FORBANS, Jane MANSON, Mann DIBANGO, Philippe LAVIL, Groupes Rock, etc.

ESPOIR enfin avec la rencontre de Jacques CHIRAC et de milliers de jeunes, à 17 h 00.

TOUS ENSEMBLE, SAMEDI 14 DÉCEMBRE, NOUS SERONS PRÉSENTS PAR MILLIERS, AUTOUR DE JACQUES CHIRAC.

Rendez-vous, samedi 14 décembre au CNIT, Paris-La Défense.

VIVEMENT DEMAIN AVEC LE RPR!

FÊTE DES JEUNES 14 DÉCEMBRE. PARIS-LA DÉFENSE

ENTRÉE GRATUITE

socialisme fran

Chicago
Detroit
vol direct
de Luxembourg

F.3590

LANDAIR

BAGAGE

POLITIQUE

AU CENTRE D'ÉTUDES EUROPÉENNES DE HARVARD

Le socialisme français en jugement

De notre envoyé spécial

Cambridge (Massachusetts). — M. Dupin, du cabinet de M. Laurent Fabius, mettait un point d'honneur dans ses interventions à s'exprimer comme s'il y avait un doute sur le résultat des prochaines élections législatives. Dans le feu d'un développement, il laisse parfois échapper : « Les prochains cabinets... », mais l'assistance ne fit que sourire. Après tout, le thème de ce colloque (« Continuité et changement dans la France de Mitterrand ») disait à lui seul que l'heure du bilan était venue — pour les organisateurs (Stanley Hoffmann et George Ross du Centre d'études européennes de Harvard), comme pour les participants (la fine fleur des politologues français et des « francologues » américains).

Après cinq années de gouvernement socialiste, a-t-on dit très généralement, la droite n'était jamais parvenue, à-on soulignait, à réaliser. Le projet, toutefois, mûrissait depuis de nombreuses années, cette réforme « en souteuse » est une œuvre des socialistes avant d'être socialiste. La vaste entreprise de dépeçage des codes et de modernisation du système pénal lancée par M. Robert Badinter a également été louée comme aussi indispensable que courageuse.

Vilipendées lors de leur adoption, les lois Auroux ont été jugées fondamentalement bonnes car elles ont permis une meilleure participation des salariés à la vie des entreprises et parce que les cadres et les milieux patronaux, à la réflexion, les acceptent beaucoup mieux. Si, enfin, la visite à l'Élysée du général Jaruzelski n'avait laissé à certains, on aurait sans doute dit plus de bien encore d'une politique étrangère à laquelle on a peu trouvé à redire.

Tout — bien au contraire — n'est donc pas noir, mais la gauche aurait dû, en revanche, s'attaquer beaucoup plus frontalement au quasi-monopole de l'ÉNA et de quelques grands corps sur la fonction publique — « briser ce système de castes plus lourd encore qu'en Inde », a-t-on entendu. Chacun a déploré aussi cette connivence profonde et paralysante qui, de la droite à la gauche, lie le monde politique français et dont le meilleur exemple était peut-être l'enthousiasme avec lequel a été salué, après cette bruyante indignation, l'exposé de M. Stéphane Hessel sur la Haute Autorité de l'audiovisuel.

Ce n'est pas que tout le monde était d'accord, mais M. Hessel avait été plus brillant qu'on a jamais revu

de l'être dans la haute administration.

Et puis, bien sûr, quand un grand patron de société nationalisée, un homme qui passe pour proche du Parti socialiste, a déclaré qu'il pensait, « en début », qu'il pouvait y avoir un « bon usage » des nationalisations et ne le pensait plus, la contestation a été plus que surprenante. « La politique industrielle est un mythe », a insisté ce patron de gauche, et cette provocation elle-même n'a pas suscité de contre-attaque digne de ce nom.

En fait, personne ne savait vraiment expliquer pourquoi M. Mitterrand avait tant voulu, dans les premières années de son septennat, appliquer le programme de son parti ou l'appliquer en tout cas avec tant d'entrain. Haute, comme le disait un professeur de Sciences-Po, de passer pour un nouveau Guy Mollet ? Sincère ardeur d'un modéré converti sur le tard au socialisme ? Trop grande confiance en de mauvais conseillers ?

« Nouveau citoyen »

Toujours est-il qu'un syndicaliste de la CFDT pouvait tristement parler d'une « première phase de grandes réformes, mais accompagnée d'une politique économique incompatible avec l'environnement international, et d'une seconde phase de réalisme et de succès, mais dans laquelle la politique n'était plus accompagnée d'un projet de changement social ». Était-ce à dire, comme l'avait suggéré le patron plus récemment de gauche, que « la gauche avait échoué dans ce qu'elle voulait et rêvait dans ce qu'elle ne voulait pas » ?

C'était un peu la conclusion de François de droite et de certains des Américains, discrètement triomphants au départ au contraire, car ils avaient espéré de M. Mitterrand un modèle de socialisme démocratique pour les puissances industrielles occidentales.

Sans suffisamment aller au bout du raisonnement, d'autres intervenants ont cependant rappelé que les forces diverses qui avaient convergé dans le PS avant sa victoire étaient unies par une volonté commune (et couronnée de succès, s'est-on accordé à dire) de renverser, à travers l'alliance avec le Parti communiste, le rapport de force entre la gauche démocratique et l'autre. Une volonté, en d'autres termes, de débarrasser la gauche du poids d'une idéologie communiste et d'une « culture d'opposition ».

Que cela soit passé par le programme commun et par l'abandon fondamental des deux premières années de gouvernement, on ne change rien au fait que la politique économique menée aujourd'hui est très généralement jugée bonne et que le dernier congrès socialiste a marqué une évolution qui est prise en compte.

Parallèlement, les sondages donnent à l'homme qui incarne le pragmatisme de droite (M. Barre) et à celui qui incarne le pragmatisme de gauche (M. Rocard) une exceptionnelle faveur, et il y a une cohérence dans ce tableau : un recul global des idéologies (malgré leur renouveau à droite) et l'apparition — si l'on lance l'expression — d'un « nouveau citoyen », un peu plus disposé à juger sur des thèmes (et des personnes) que sur des idéologies.

M. Rocard était là. Il n'a pas voulu que des propos de colloque deviennent des citations d'homme politique, mais le colloque a pu sentir à quel point cette évolution de la gauche française, après celle de l'Espagne et après la renouveau de la social-démocratie italienne, rapprochait l'ensemble des pays européens.

Pour la petite histoire, on s'est beaucoup demandé, du 5 au 8 décembre à Harvard, ce que voulait dire « socialisme » dans la France d'aujourd'hui. Aucune réponse, mais la gauche c'est comme la droite et la pornographie : ça se définit difficilement, mais on sait ce que c'est.

BERNARD QUETTA.

JOURNAL D'UN AMATEUR, par Philippe Boucher

Si l'expression n'était triviale, il serait tentant de dire que c'est reparti comme en 14. M. Mitterrand a revêtu sa capote et chaussé ses leggings, il a jeté sa moustache sur l'épaule, il est désormais en campagne. Lundi passé à Europe 1 (où la radio fut à son sommet tandis que les protagonistes donnaient leur meilleur), dimanche prochain à TF1 pour un homme qui a toujours craint de parler trop, de se montrer trop, qui a per trop pris soin de ne pas tomber dans les travers de son prédécesseur, quel changement ! Mais il avait prévu lundi : « Je vais intervenir assez souvent. Je vais essayer de me rattraper. »

Il serait évidemment stupide d'imputer la responsabilité de ce revirement au triste propos de son premier ministre. La gaffe ou la mauvaise coup de l'un ne saurait engendrer la politique de l'autre. La stratégie de M. Mitterrand a été définie, puis mise en mouvement, avant cela. La décision de créer la cinquième chaîne était déjà connue, la privatisation d'Europe 1 déjà décidée. Ça ne date pas d'hier.

Ce n'est pas pour rien que M. Mitterrand, lorsque sa défense en même temps qu'il laisse voir ce sera son offensive. Quant à cette offensive, c'est des plus simples, il l'a indiquée lundi. L'offensive se manifeste sous forme de questions : « Nous avons fait cela. Qu'en pensez-vous ? » Ses rivaux sont donc contraints de se résigner, de reculer, ou de mentir. Y parviendront-ils dans l'ordre et la cohérence ne sera pas aisée.

Avec la cinquième chaîne ou Europe 1, c'est bien de défendre qu'il s'agit. Au cas où la droite serait en mesure de reprendre pied dans le secteur public de l'audiovisuel. Non pas que la droite ait été depuis cinq années totalement exclue. Mais elle n'était pas aux commandes. Elle pourrait y revenir.

Or M. Mitterrand craint de se trouver soumis au syndrome non pas de l'encerclement, mais du bâillon. Par conséquent, il ne cherche rien d'autre qu'une fenêtre du haut de laquelle lui-même, mais surtout ce qu'il représente, pourra parler. En d'autres termes, il s'agit moins d'avoir une radio ou une télévision subordonnée que des chaînes qui ne soient pas, fit-ce par force, hostiles. Il s'agit en quelque sorte d'éviter que l'audiovisuel ne soit par trop compris dans les effets d'une éventuelle élection. L'avant-81 incitait à paraître entreprendre, afin que la pluralité qui régit les partis s'étende à l'information, plutôt qu'un régime rythmé par les septennats.

MAIS le prix qu'il en demande est, sur un point, insoutenable. C'est la transformation des films en puzzles. Bien que le président de la République n'ait guère cédé aux pressions, et il en est de force, il serait bien avisé d'inciter MM. Seydoux, Berlusconi et Riboud à renoncer, au moins pour les films, à leur télévision mille-feuille, celle où la publicité joue le rôle de la crème pâtissière.

M. Mitterrand est grand légal. S'imaginait-il faire Zola avec l'obligation, toutes les vingt pages, de prendre connaissance des mérites d'une couche-culotte, d'un aliment pour chien ou d'un produit surgelé ? Ou encore de lire que Gervaise lave bien grâce à la lessive Vair et qu'Octave Mourut est prompt en affaires parce qu'il roule en 205 ? M. Mitterrand ne peut pas vouloir cela. Même

à la radio.

D'autant qu'il serait faux de ne voir que des opposants (des communistes, pour parler comme M. Flied) parmi ceux qui luttent contre cette idée. Il ne serait pas indigne de reconnaître du côté du pouvoir que le bouchon est allé un peu loin. Ça ne fait pas forcément mauvais effet de dire qu'on s'est trompé. Surtout si l'on présente cette chaîne virtuellement européenne comme une résistance à l'invasion nord-américaine, cependant qu'on y introduit la pire des pratiques venues d'outre-Atlantique. En tout cas, la négociation est dans la nature d'un contrat. Ce qui fait que le trouble de M. Lang à propos de la cinquième chaîne n'est pas tout à fait de la même nature que la trouble de M. Fabius à propos d'autre chose, qui ne se négocie pas.

Brutus

DANS le cas de M. Fabius, c'était visé le cœur même de l'homme qui l'a mené là où il est, qui l'a fait. C'était trop d'habileté, si c'en était une. Sans tomber dans les facilités du rappel historique, est possible d'imaginer que M. Mitterrand a dû murmurer pour lui-même un ou deux, fit tout contemporain. Mais les idées de murs ont beau se rapprocher, le César d'aujourd'hui est de plus en plus vivant et Brutus blessé.

Le débat est faussé qui consiste à rechercher si M. Fabius avait raison ou tort de dire ce qu'il a dit, et même, pour être plus précis, ce qu'il a fait. La question n'est pas là. Habiter Matignon ne prive pas de la liberté de pensée, mais de la liberté d'expression publique, asservissement. M. Mauroy aurait dû tirer à son témoignage. En un sens, M. Chirac aussi.

N'est pas plus fondé le faux dilemme qui reviendrait à suggérer que M. Fabius était tiraillé entre deux fidélités : celle qu'il a acquise au PS pour les droits de l'homme, et celle que la Constitution lui assigne pour le président de la République. Celle de l'homme à l'homme est affaire privée.

A présent, on entend dire que ce « mercredi du trouble » n'aurait pour ainsi dire pas existé ; qu'il ne s'agirait que d'un petit rien, un incident, une bêtise. Mais l'heure n'est pas à chanter « Tout va très bien, Madame la Marquise ». Même si tout y est dans cette chanson, grâce à Ray Ventura et à ses Collégiens, réjouissait la France de l'avant-guerre ; l'incendie survenu pendant l'absence de la marquise, maintenant jouée par le président, et jusqu'au coup de téléphone passé de la Martinique pour savoir « quelle nouvelle » auprès d'un « James » qui avait lui-même mis le feu.

Dans la réalité, il se peut que M. Mitterrand ait, bien ostensiblement, renouvelé sa confiance à M. Fabius, nombre de ministres sont d'un avis contraire. On a vu M. Bérégovoy dans ses starting-blocks. M^{me} Duflo, qui

a déjà eu à pâtir des subtilités de son premier ministre, doit trouver médiocrement confortable d'avoir à concilier son attachement au président de la République et sa fonction de porte-parole du gouvernement, dont M. Fabius est le chef.

M. Joxe, qu'on disait en plein flirt politique avec ce dernier, doit maintenant regretter la discrétion passée de M. Mauroy, pour lequel il n'avait pourtant que dédain. Mais qu'il est bizarre aussi ce ministre de l'intérieur qui fume quand le président et le fautif s'appliquent, avec plus ou moins de succès, à calmer le jeu ! Toutefois, M. Fabius serait bien en peine de sanctionner, pour manquement à la solidarité gouvernementale, un ministre qui ne fait qu'imiter le premier d'entre eux. Quel gâchis !

CALMER le jeu ne veut pas dire oublier. Si M. Mitterrand n'est pas rancunier, ce qui reste à prouver, il n'est pas homme à manquer de mémoire. Mais il n'avait pas, pour l'heure, la faculté de faire sentir sa colère à la personne du « jeune premier ministre » qu'il a « donné à la France ». D'abord parce que c'eût été se désavouer lui-même, ensuite parce que les élections sont pour demain, enfin, et ce n'est pas le moindre, parce que l'opposition de droite y poussait avec une telle jubilation qu'on ne pouvait y voir qu'une idée détestable.

Dans l'avenir, il pourrait bien en être autrement, où que soit alors M. Mitterrand. Car il sait pratiquer ce qu'il faut bien appeler la vengeance, froide, congelée, sinon moisie. Il aura quelques motifs, outre l'actuel, le sacrifice de Charles Hernu, par exemple, qui n'a pas dû lui laisser que de bons souvenirs.

S'appuyant sur la morale, M. Fabius a méconnu les prescriptions de la morale. Il s'est trompé de miroir pour veiller à son ajustement. Condamnant (quel autre mot serait approprié ?) la visite du général Jaruzelski, il a cru faire un bon coup en direction de ces classes moyennes qui sont son objectif, comme M. Barre en somme. C'est l'hypothèse d'un de ses ministres. Mais il est des bons coups qui deviennent exécrables, au terme desquels le manche du râtelier vous arrive dans la figure. La vraie morale, c'était d'être fidèle à l'homme accusé, ou qui s'est trompé. Non pas d'avoir raison au détriment de la loyauté. Sous réserve, qui plus est, d'avoir raison. Les voies et moyens d'un gouvernement ne peuvent pas être ceux de la Ligue des droits de l'homme. C'est comme ça. On ne peut pas contenter tout le monde et son père.

UNE partie de l'électorat accordée à la morale a une importance peut-être ridicule, mais primordiale. Si faible que soit cet électorat, il est encore assez nombreux pour faire le cas échéant, lors d'un scrutin ou d'un autre, cette différence qui sépare le succès de l'échec, comme a dit M. Fabius.

Doit-on rappeler que si 1981 a été une défaite de la droite autant qu'une victoire de la gauche, celle-ci fut aussi acquise parce que M. Mitterrand incarnait la morale, face à un régime qui avait, sur ce terrain, trébuché plus que de raison ?

Peut-on rappeler à un homme venu au monde avec une cuiller d'argent dans la bouche, arrivé vierge d'épreuves à l'âge adulte, heureux en tout jusqu'à il y a peu, que la morale, pour le métier qu'il s'est choisi, c'est la politique de la politique ?

LE RENOUVEAU D'UN GRAND CLASSIQUE.

Année après année, la collection Lagarde et Michard s'est affirmée comme un grand classique. Voici aujourd'hui son édition renouvelée. Elle conserve ses points forts : choix des textes et des auteurs, classement chronologique, histoire littéraire.

Elle évolue avec de nouveaux commentaires pédagogiques, des groupements par thèmes et de nombreuses illustrations couleur. Tout cela dans une belle présentation cartonnée.

Collection Lagarde et Michard. Nouvelle Edition.



Bordas

Chicago
Detroit
vol direct
de Luxembourg

aller
retour F. 3590
(super Apex - tant 700 jours)
Les autres destinations
ICELANDAIR : F. 3290
New York F. 3370
Washington (D.C.) F. 3890
Orlando/Florida
A compter de 10 personnes.
tarifs spéciaux. Consultez-nous.
Acheminement SNCF compris
de Paris et de l'Est de la France.
(*) service de bus en Floride.

ICELANDAIR
9, Bd des Capucines
75002 PARIS (1) 47 42 52 26

LA BAGAGERIE®

Tout en souplesse,
en agneau "toucher savon".
Colors mode.

1200 F

Paris : 12, rue Tronchet
41, rue du Four
73, rue de Passy
Tour Maine-Montparnasse
Lyon - La Part-Dieu

صكنا من الامه

POLITIQUE

A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Adoption définitive de plusieurs textes

Composition de l'Assemblée territoriale de Polynésie : Même l'évolution des derniers « confédérés » de l'empire peut être un sujet de consensus. Un projet sur l'Assemblée de la Polynésie française a recueilli l'accord, dès sa première lecture, du Sénat et de l'Assemblée nationale. Sans modifier le texte voté par les sénateurs le 14 novembre, les députés ont définitivement approuvé ce projet le jeudi 12 décembre.

Fruit d'une promesse de M. Georges Lemaignan, secrétaire d'Etat aux DOM-TOM, et d'une demande de l'Assemblée de Polynésie, il vise essentiellement à porter de 30 à 41 le nombre de membres de celle-ci et, profitant de cette occasion, à moderniser la législation électorale de ce territoire. Seul à résister à cette numération consensuelle, M. Jean Juvenot, député non inscrit de la Polynésie. Son opposition au projet, ont maintenant qu'un seul des députés, M. Gaston Flosse, RPR, réajustait jusqu'à Paris, d'autant que, pour l'heure, le gouvernement ménage la majorité polynésienne. Pour limiter le pouvoir de M. Flosse, qu'il accuse de mener le territoire « vers une indépendance rampante », M. Juvenot

aurait souhaité diverses modifications au projet, mais il n'a pas été suivi.

● Valeurs mobilières : Le Sénat et l'Assemblée nationale n'ont pu se mettre d'accord sur ce projet qui modernise le marché financier et renforce les pouvoirs de la Commission des opérations de Bourse (le Monde des 8 août, 8 octobre et 10 décembre). Le jeudi 12 décembre au matin, les sénateurs ont confirmé leurs souhaits, ce même jour, en fin d'après-midi les députés ont définitivement approuvé ce projet en reprenant la version qu'ils avaient adoptée précédemment.

● Égalité juridique des époux : Là aussi les deux chambres du Parlement ne partagent pas la même opinion, mais sur un point de détail. Aussi les députés, en approuvant définitivement ce projet, ont maintenant qu'un seul des députés, M. Gaston Flosse, RPR, réajustait jusqu'à Paris, d'autant que, pour l'heure, le gouvernement ménage la majorité polynésienne. Pour limiter le pouvoir de M. Flosse, qu'il accuse de mener le territoire « vers une indépendance rampante », M. Juvenot

aussi ce texte qui autorise les enfants à faire usage du nom de leur mère accolé à celui de leur père (le Monde des 8 mai, 20 juin et 5 octobre).

● Procédure pénale : Au départ, les positions des sénateurs et des députés étaient sensiblement différentes sur le projet de loi de M. Robert Badinter simplifiant la procédure pénale (le Monde des 19 juin, 24 mai, 27 juin, 25 octobre, 28 novembre et 12 décembre). Pourtant un accord est intervenu en commission mixte paritaire, accord que l'Assemblée nationale a validé le jeudi 12 décembre.

Les sénateurs ont accepté qu'un tribunal devant lequel ne se présenterait pas un inculpé puisse quand même diminuer la peine qui lui avait été infligée une première fois par contumace. De même ils ont accepté que la semi-liberté puisse être accordée à un détenu « pour maintenir les liens familiaux ». En revanche les députés ont renoncé à la possibilité de transformation de peine de prison ferme en travail d'intérêt général, possibilité à laquelle ils tenaient pourtant beaucoup.

Sénateurs et députés se sont aussi mis d'accord sur l'innovation introduite par M. Jean-Pierre Michel : toute perquisition au cabinet d'un avocat devra se faire en présence du bâtonnier de son ordre ou de son délégué ; mais il n'est plus fait référence à la préservation du secret professionnel contraire à l'amendement initial. M. Badinter n'a pas caché « son appréhension » devant les difficultés d'application d'une telle disposition. Il a cependant fait précéder que non seulement le juge d'instruction, mais aussi un procureur de la République pourrait procéder à de telles perquisitions.

● Baux commerciaux : Le désaccord reste entier entre l'Assemblée nationale et le Sénat qui souhaite revenir à la totale liberté de fixation des loyers et permettre l'indemnité de « lésion locative » (vente puis location par l'ancien propriétaire) pour les fonds de commerce. Aussi, après l'échec de la commission mixte paritaire, les députés, le jeudi 12 décembre, sont revenus intégralement à l'autorité qu'ils avaient adoptée en première lecture (le Monde des 28 novembre et 12 décembre).

AU SÉNAT

La région remise en cause

L'examen par le Sénat, jeudi 12 décembre, du projet de loi relatif à l'organisation des régions constituait une bonne occasion de tester l'attitude de l'opposition majoritaire au palais du Luxembourg sur ce volet spécifique de la décentralisation.

Le texte défendu par M. Pierre Joxe, ministre de l'Intérieur et de la décentralisation, tire les conséquences de la transformation des régions en collectivités territoriales puisqu'il allège leur régime de fonctionnement sur celui des départements, se propose de renforcer le rôle des comités économiques et sociaux et vise à garantir la représentation des minorités dans les bureaux des conseils régionaux et dans ceux des conseils régionaux. Sur ce dernier point, la majorité sénatoriale, suivant l'avis de M. Marc Bécam (RPR, Finistère), rapporteur de la commission des lois, a supprimé la disposition prévoyant que, à défaut d'accord, la désignation des membres des bureaux des assemblées se ferait à la représentation proportionnelle à la plus forte moyenne.

De même, la majorité sénatoriale s'est opposée à l'allongement du délai de communication des rapports (de huit à douze jours) sur les affaires qui figurent à l'ordre du jour de la prochaine réunion des assemblées. Elle estime que cette mesure censée améliorer l'information des élus, et plus particulièrement celle des minoritaires, constitue une « entrave grave » au bon fonctionnement des assemblées en retardant son travail.

Au demeurant, l'opposition n'a guère critiqué la « modestie » et l'« esprit pragmatique » qu'elle a constatés dans les dispositions concrètes du nouveau statut de la région. Il n'empêche, M. Bécam n'est pas l'interprète de l'inquiétude, de plus en plus partagée dans les rangs du RPR et de l'UDF, que suscite la « dérive administrative » de la région. Pour le maire de Quimper, « une telle évolution hypothèque l'avenir de la région, qui doit rester une structure légère de coordination et d'animation et ne pas se transformer en un appareil administratif ».

Cette inquiétude, dont MM. Paul Graziani (RPR) et Jean Chénou (UDF) — président du conseil général de la Haute-Saône — ont exprimé le jour même, de façon très nette, se traduit dans les orientations de la loi de 1982, qui prévoit de publier (1), abouti dans l'esprit de certains dirigeants de

l'opposition à une remise en cause brutale de l'existence de la région. Pour ne se référer qu'aux récents propos tenus par M. Jacques Chirac devant le Mouvement national des élus locaux, le président du RPR n'apparaît guère enclin à poursuivre dans une voie qui aboutirait à l'émergence d'un « quatrième échelon administratif ». Dès lors qu'est contesté la dévolution d'un pouvoir exécutif aux assemblées régionales pour ne leur confier que des tâches consultatives, de coordination et de synthèse, l'élection de leurs membres au suffrage universel pourrait de la même manière être remise en question. D'autant que le mode de scrutin retenu, à la proportionnelle, risque de rendre « ingouvernables » nombre des conseils régionaux élus le 16 mars prochain (dans l'entourage du président du RPR, on évoque ce nombre à quatorze sur les vingt-deux régions). Sur ce problème, les avis ne sont pas encore concordants mais la question est posée.

D'autre part, le Sénat a rétabli l'essentiel des dispositions qu'il avait approuvées en première lecture et contre lesquelles l'Assemblée nationale, après l'échec de la commission paritaire, s'était prononcée (le Monde du 12 décembre). Toutefois, la mention des « universités de technologies » qui ne figurait plus dans l'exposé des motifs du projet, n'est réintroduite dans le texte. Les sénateurs communistes et socialistes ont désapprouvé l'ensemble du projet modifié par la majorité sénatoriale en raison notamment des dispositions prévues en faveur de l'enseignement privé.

Il en a été de même pour le projet relatif à la composition et certaines règles et compétences consultatives des conseils de l'éducation nationale institués par la loi du 22 juillet 1983. Ce projet modifie les règles de désignation des membres du conseil supérieur de l'éducation créé par la loi du 18 mai 1946. Les principaux amendements adoptés par la majorité sénatoriale visent à augmenter la représentation de l'enseignement privé dans ces conseils.

ANNE CHAUSSEBOURG.

(1) Le Nouveau Pouvoir, essai sur la décentralisation, de Paul Graziani, éd. L'Esprit, 201 pages, 75 F.
Les Aut-Monarchies de la Meuse sur les contre-pouvoirs politiques, de Jean Chénou, l'édition nationale de droit et de jurisprudence, 208 pages, 85 F.

LE MÉDECIN DÉPUTÉ AU SECOURS DES SAMU

Peu d'hommes auront eu la chance, ou la persévérance, de M. Louis Lareng. Professeur de médecine à Toulouse, il fut l'inventeur des SAMU et le défenseur de ces services d'aide médicale d'urgence dans toute la France. Devenu député socialiste, il fut, le jeudi 12 décembre, à l'Assemblée nationale le rapporteur du projet de loi qui donne une base législative à son invention et permet d'assurer un harmonieux développement à la médicalisation des secours d'urgence. Si M. Edmond Hervé, secrétaire d'Etat à la santé, est celui qui aura mené à son terme cette délicate réforme législative, qui doit concilier des intérêts contradictoires, déjà préparée par M. Simone Veil et par M. Jack Ralite, du temps où ils occupaient ce poste ministériel, il n'a pas manqué de rendre l'hommage qui revenait au médecin député.

Les intervenants sont nombreux dans le secours d'urgence : services hospitaliers, médecins libéraux regroupés ou non en associations, sapeurs-pompiers, ambulanciers privés. Le projet veut coordonner leur action grâce à la création d'un comité départemental de l'aide médicale d'urgence et des transports sanitaires, présidé par le préfet ; il reconnaît le rôle fondamental de l'hôpital, au sein duquel sera implanté un centre de réception et de régulation des appels (comme les actuels centres 15) qui répartira les secours entre les intervenants publics et privés avec qui seront passées des conventions (la Monda du 24 mai). M. Hervé comme M. Lareng ont insisté sur la nécessité de reconnaître à chacun son rôle et particulièrement aux pompiers, aux ambulanciers privés et aux médecins libéraux.

Malgré ce soul, le Sénat, qui l'a examiné le premier, l'a profondément modifié pour créer de toutes pièces un système entièrement nouveau distinguant secours d'urgence et transports sanitaires. Estimant que les sénateurs avaient été « inspirés par un libéralisme doctrinaire et par une défiance sans fondement envers les structures hospitalières publiques » et donc s'étaient écartés « délibérément de la réalité actuelle », M. Lareng a proposé à l'Assemblée nationale, qui l'a écarté, de revenir à l'essentiel du projet gouvernemental.

Si M. Freyssa-Cazalis (PC, Haute-de-Seine) avait souhaité « une plus grande démocratisation des instances » de coordination et « le renforcement du rôle du secteur public », M. Georges Tranchesi (RPR, Haute-de-Seine) a défendu le texte du Sénat en critiquant ce qu'il juge « un monopole de fait du secteur public hospitalier ». Aussi ce projet a été adopté, en première lecture, après déclaration d'urgence, par 330 voix (PS, PC) contre 152 (RPR, UDF).

TH.B.

AMÉNAGEMENT DU TEMPS DE TRAVAIL

La CGT organise le 19 décembre une journée nationale d'action

Comme prévu, l'Assemblée nationale a constaté, le jeudi 12 décembre à 17 h 10, qu'aucun motif de cassation n'avait été déposé après que le gouvernement eut engagé sa responsabilité sur le texte de loi sur l'aménagement du temps de travail. Il est donc considéré comme adopté par l'Assemblée nationale.

M. Henri Krasucki, secrétaire général de la CGT, a expliqué, ce vendredi 13 décembre, le cours d'une conférence de presse, la portée de la journée nationale d'action prévue pour le 19 décembre. Arrêtée par le bureau confédéral au soir de la décision du gouvernement d'engager sa responsabilité pour faire passer en première lecture, à l'Assemblée nationale, son projet de loi sur l'aménagement du temps de travail, cette action devrait, selon la CGT, être « plus puissante » que la précédente mobilisation du 4 décembre. Cependant, les fédérations CGT du secteur public et nationalisé faisaient savoir aussi qu'elles appelaient à des « arrêts de travail d'un quart d'heure ».

Le texte gouvernemental suscite toujours des réactions diverses parmi les personnalités politiques, que son initiateur, M. Michel Delbierre, ministre du travail, estime, dans un entretien accordé à l'hebdomadaire socialiste l'Unité, que « des négociations démarreront, au moins dans un certain nombre de branches professionnelles ». M. Raymond Barre est d'un avis différent. L'ancien premier ministre s'est déclaré favorable, le 12 décembre, à des accords signés dans les entreprises. « On illustrera la flexibilité », a indiqué M. Barre, en précisant de déplorer « des dispositions existantes par accord entre le chef d'entreprise et les représentants élus

(Publicité)

Quatre années de répression en Pologne

Ce vendredi 13 décembre 1985 évoque pour les Polonais le tragique souvenir du quatrième anniversaire de l'instauration de l'état de guerre en Pologne par le général Jaruzelski. Les arrestations incessantes de militants de Solidarność, les tortures, les meurtres ainsi que les derniers limogeages effectués dans le milieu universitaire quelques jours avant la visite de Jaruzelski à Paris prouvent bien que la situation est loin d'être normalisée.

Quatre années de répression n'ont manifestement rien résolu.

Quatre années de gestion des centres industriels par les commissaires militaires de la clique Jaruzelski ont amené le pays au bord de la ruine économique.

Le coup d'état militaire, freinant le processus de renouveau introduit par le syndicat libre et autogéré Solidarność, n'a fait qu'aggraver l'endettement extérieur de la Pologne.

La dissolution de toutes les organisations indépendantes, syndicales, professionnelles, culturelles et autres n'a fait qu'aggraver le fossé séparant le pouvoir communiste du peuple polonais.

Les perspectives de la jeunesse de mener une vie normale se sont estompées au fur et à mesure des difficultés croissantes de la vie quotidienne, de l'organisation de la vie familiale, de la garantie de la sécurité personnelle et professionnelle.

L'appareil judiciaire intégré dans l'appareil répressif dans le but d'accélérer les condamnations arbitraires n'a fait que consolider la position de la justice au service du pouvoir totalitaire.

Les libertés et les droits de l'homme, loin d'être sauvegardés, nous font replonger dans la période stalinienne. Les conventions internationales, bafouées et les libertés de déplacement menacées des citoyens et des syndicalistes montrent l'attachement du gouvernement polonais au dialogue international.

Remerciant le peuple français pour son aide et sa sympathie exprimée lors des événements tragiques survenus durant ces quatre années, les Polonais libres en France appellent la conscience internationale à soutenir encore les efforts de la population polonaise dans sa lutte incessante pour ses droits, ses libertés et le rétablissement de son économie.

Paris, le 13 décembre 1985

Les Polonais Libres en France

UN COLLOQUE SUR « LES APPAREILS DE LA DICTATURE »

De l'armée aux « milices fanatisées »

Les régimes militaires sont la forme classique de la dictature, si l'on entend par dictature des pouvoirs qui, faute de légitimité, s'appuient sur la force. Pourtant l'armée n'est pas leur seul instrument. Le Centre d'analyse comparative des systèmes politiques, qui, depuis sa création en 1974 par Georges Duby, Maurice Duverger et Emmanuel Le Roy Ladurie, s'attache à en établir la typologie après avoir étudié dans le passé les empires, les monarchies, les régimes semi-présidentiels, fait entendre, au cours de son cinquième colloque, les 5 et 6 décembre à Paris, aux divers « appareils de la dictature ».

Un précédent colloque, en 1979, avait analysé, sous le titre « Dictatures et légitimité », la face idéologique de ces pouvoirs, c'est-à-dire leur effort pour se donner une nouvelle légitimité. La présente rencontre observait l'autre face : la violence organisée.

Outre l'armée, dont on a suivi les évolutions à travers le temps (de la Grèce antique au vingtième siècle) et l'espace (de l'Amérique latine à l'Afrique, avec, en particulier, un exposé de Pierre Dubiez, ambassadeur de France au Gabon), les dictatures peuvent reposer sur trois autres piliers :

1) Le parti unique — « la grande invention du vingtième siècle », selon Maurice Duverger — qu'on a examiné sous sa forme « pure » dans l'URSS de Léline (avec Dominique Colas) et l'Italie de Mussolini (avec Pierre Milza et Sergio Romano, ambassadeur d'Italie en URSS), sous des formes différentes dans l'Argentine péroniste (Silvia Sigal) ou dans la Syrie et l'Irak « baasistes » (Élisabeth Picard).

2) La police, dont les manifestations les plus impressionnantes ont été, au vingtième siècle, la Tchèque, soviétique du KGB, celle « Armée de l'ombre » fonctionnant, ainsi que l'a montré Vladimir Berelowitch, comme « un double du parti », et la Gestapo, rouage d'une bureaucratie de la terreur qui, selon Martin Szmert, ne fut pas toujours monopolistique — mais dont l'Inquisition médiévale (André Vachez) et le Tribunal révolutionnaire (Patrice

Grenier) ont offert jadis d'autres exemples.

3) Enfin, les « milices fanatisées », concept proposé avec prudence par les organisateurs du colloque et qui suscite quelques débats puisque, sous cette dénomination, on se proposait de rassembler les partisans de Savonarole (Michel Luzzati), la garde nationale sous la Révolution française (Michel Vovelle), les SS (Lucien Steinberg), la milice de Vichy (Jean-Pierre Azéma), les gardes rouges de Mao (Lucien Bianco) et les pasdars de l'Imam Khomeiny (Pierre Blanchot).

Michel Luzzati suggéra ainsi que les initiatives de Savonarole pouvaient être aussi analysées comme les premières tentatives pour « faire sortir du registre politique les groupes les plus faibles de la société », et Michel Vovelle affirmait non seulement que la garde nationale ne fut pas l'instrument d'une dictature, mais encore que le recours à la notion globale de « systèmes totalitaires » entraîne une lecture réductrice de l'histoire, faite de distinguer entre l'attitude des opprimés et celle des oppresseurs.

Déclaration soulignée à son tour par Jean-Pierre Goussier, qui, au terme d'un exposé passionné sur les Khmers rouges, invita à rechercher derrière le fanatisme, d'autres facteurs d'explication, tel le sous-développement, afin de mieux comprendre pourquoi, selon la conclusion de Maurice Duverger, la dictature est devenue à la place de la monarchie héréditaire, « la forme moderne du régime autocratique ».

THOMAS FERENCZI.

CONFÉRENCE

LE CANADA EN QUÊTE D'EXCELLENCE : LE DÉR GÉOPOLITIQUE

par M. KENNEDY VALASKAKIS

L.L.B., Ph.D. Président-Fondateur de l'Institut Gamma

LE MARDI 17 DÉCEMBRE, à 18 h 30

CENTRE CULTUREL CANADIEN

8, rue de Constantin (7) - 45-51-55-72

Métro boulevard - Entrée libre

Zorinos pat
Rat d'Améri
Chat d'Asie
Astrakan p
Marmotte l
Agneau gr
Chevette g
Renard row
Astrakan p
Opossum d'
Agneau Tod
Vison dark
Rat flancs
Lapin tach
Lapin cotel
La

du vendredi 13 Déc.
au mardi 24 Déc.

NOEL

les Avantages

FOURRURES DU NORD

CHOIX QUALITÉ PRIX

Les plus larges **FACILITÉS** DE PAIEMENT

SERVICE APRES VENTE

GARANTIE TOTALE SUR TOUS VOS ACHATS

REPRISE EN COMPTE DE VOS FOURRURES ACTUELLES
AU PLUS HAUT COURS

Les Prix FOURRURES du NORD

MANTEAUX		MANTEAUX	
Zorinos pattes	4250 ^F	Ragondin naturel	4850 ^F
Rat d'Amérique	7450 ^F	Vison dark	19750 ^F
Chat d'Asie	6350 ^F	Astrakan pleines peaux	3600 ^F
Astrakan pattes	1950 ^F	Vison dark morceaux	9750 ^F
Marmotte flancs	3850 ^F	Vison pastel	18750 ^F
Agneau gris beige marron	6450 ^F	Ragondin	7450 ^F
Chevrette grise	4750 ^F	VESTES	
VESTES		Marmotte flancs	1750 ^F
Renard roux milleraies	8750 ^F	Chat d'Asie	1250 ^F
Astrakan pleines peaux	7250 ^F	Murmel	2750 ^F
Opossum d'Amérique	5850 ^F	Coyote	8750 ^F
Agneau Toscane patchwork	2850 ^F	Renard bleu galonné	5750 ^F
Vison dark milleraies	8750 ^F	Lapin façon castor	2450 ^F
Rat flancs	5350 ^F	Chevrette grise marron	1450 ^F
BLOUSONS		PELISSES	
Lapin tacheté	1850 ^F	inter.lapin, col ragondin	3750 ^F
Lapin cotelé	1650 ^F		

La plus grande surface de vente "fourrure" de Paris
2 adresses



115, 117, 119, rue La Fayette
PARIS 10^e Près Gare du Nord

100, Av. Paul-Doumer (angle rue de la Pompe)
PARIS 16^e métro Muette



صكنا من الامم

سكنا من الامم

société

ÉDUCATION

Programmes des collèges en librairie

Les nouveaux programmes des collèges, qui entreront en vigueur à la rentrée scolaire 1986, sont publiés par Le Livre de poche. Destinée au grand public, cette édition présente les douze disciplines enseignées, classe par classe, et les six « thèmes transversaux » — consommation, développement, environnement, information, santé et sécurité — qui pourront faire l'objet d'un enseignement interdisciplinaire (le Monde du 6 juin et du 10 octobre). 380 000 exemplaires de l'ouvrage seront distribués gratuitement aux personnels concernés et 70 000 mis en vente dans les librairies. Les programmes de l'école primaire édités par Le Livre de poche en mai dernier sont déjà un succès de librairie avec près de 80 000 exemplaires vendus.

SCIENCES

L'ESA étend son espace

Le lanceur européen Ariane et la navette spatiale américaine se partageront le lancement des deux derniers satellites de la série Intelsat VI. Ainsi, en décembre, l'Organisation internationale de télécommunications par satellite Intelsat, qui a précisé que le premier de ces engins devrait être mis sur orbite par une fusée Ariane 4 en mars 1990 et le deuxième par la navette en juin 1991.

D'autre part, l'Autriche et la Norvège, jusqu'ici membres associés de l'Agence spatiale européenne (ESA), sont officiellement devenues, le 12 décembre, membres à part entière de cette organisation, au sein de laquelle étaient déjà réunis onze pays. Dès 1986, la participation autrichienne au budget de l'ESA sera d'environ 2,15 millions de francs et celle de la Norvège de près de 34 millions de francs.

FORAINS

Les forains occupent la Croisette

Les forains-quartiers des Tuileries, à Paris, font école. Certains de leurs collègues, mécontents du faible nombre d'emplacements qui leur sont proposés cette année par la municipalité de Cannes pour installer leurs attractions à l'occasion de la traditionnelle fête de fin d'année ont occupé la Croisette jeudi 12 décembre. Tirs, toboggans et autos-tamponneuses trônent aujourd'hui sur le front de mer, à côté du Palais des festivals. Devant cette fête sauvage qui enchante les enfants des responsables de la mairie de Cannes, sont aussi embarquées que les fonctionnaires du ministère de la culture se sont à Paris face à l'occupation pacifique des Tuileries.

CONSOMMATION

Mousseux allemand à l'antigel

Le ministère de la santé du Bade-Wurtemberg a annoncé, le 12 décembre, que plus d'un million de bouteilles de mousseux allemand étaient frelatées au glycol-diéthylène, un produit entrant dans la composition de l'antigel. Les mousseux incriminés sont un Schloss Münzingen Riesling et un Groffenegg-Schoenle Riesling de 1984, qui ont été mis en bouteilles et livrés aux détaillants entre février et mai derniers. On se souvient que, au mois de juillet de cette année, un scandale du même type — il s'agissait cette fois de vin coupé à l'antigel — avait éclaté en Autriche. Il s'en était suivi en RFA une baisse de 93 % de la consommation de ce vin.

CATASTROPHES

La mort de 250 militaires américains dans un accident d'avion

La Maison Blanche exclut l'hypothèse d'un sabotage

Montreal (AFP, Reuters). — Après la catastrophe aérienne qui a coûté la vie à 258 personnes, dont 250 militaires américains, à Terre-Neuve, le jeudi 12 décembre, la Maison Blanche a écarté pour l'instant l'hypothèse d'un sabotage. Le porte-parole du Pentagone avait, de son côté, déclaré que les autorités américaines « n'avaient aucune information sur une explosion ou un acte de terrorisme » et « aucune indication sur les causes de la catastrophe ». Il répondait ainsi à la revendication faite par téléphone, jeudi soir, à une agence de presse à Beyrouth, au nom du Djihad islamique, affirmant que cette organisation était responsable de l'explosion de l'appareil.

L'accident aérien, le plus grave sans doute de l'histoire du Canada et le plus meurtrier probablement pour l'armée américaine en temps de paix, a eu lieu, jeudi 12 décembre à 6 h 45 (heure locale), alors que l'appareil, un DC-8, venait de décoller de la base canadienne de Gander, à Terre-Neuve. Selon le ministre canadien des transports, l'avion

n'avait probablement pas atteint 1 000 pieds (330 mètres) d'altitude lorsqu'il s'est écrasé sur une colline boisée, à environ 400 mètres de l'extrémité de la piste. Au moment de l'accident, le ciel était couvert, et une neige fine tombait. Mais, selon les responsables de l'aviation canadienne, la catastrophe ne semble pas due à des causes atmosphériques.

En plus des huit membres d'équipage, tous civils, le DC-8 appartenant à la compagnie américaine Arrow Airlines transportait 250 militaires américains, dont trois femmes, affectés à la 101^e division aéroportée (3^e bataillon de 502^e régiment d'infanterie). Tous restaient aux États-Unis pour les fêtes de fin d'année après un séjour de six mois environ dans le Sinaï, où ils faisaient partie du contingent américain de la Force multinationale d'observation. Leur avion avait décollé du Caire mercredi et avait fait escale à Cologne, en Allemagne fédérale, puis à Gander, en route pour Fort-Campbell, dans le Kentucky, base de leur unité.

MÉDECINE

LA QUERELLE DES BREVETS SUR LE SIDA

L'Institut Pasteur porte plainte contre l'Institut national de la santé américain

Un litige oppose depuis plusieurs mois Français et Américains pour la commercialisation du test de dépistage du SIDA et pour l'antériorité de la découverte. L'Institut Pasteur porte plainte contre le gouvernement américain.

L'objet de la plainte que vient de déposer l'Institut Pasteur contre le National Institute of Health américain auprès de la Court of Claims est un brevet déposé le 23 avril 1984 par ce même institut américain, brevet couvrant une technique de dépistage de l'infection par le virus du SIDA (détection des anticorps fabriqués par l'organisme contre ce virus). Cette détection n'était possible qu'après le franchissement de plusieurs étapes : d'abord l'identification du virus et la démonstration qu'il était bien l'agent du SIDA, ensuite sa production en quantité suffisante pour que l'on puisse isoler les protéines de son enveloppe suscitant cette production d'anticorps et, enfin, l'utilisation d'un mode de détection immunologique de ces anticorps (test dit Elisa).

Ces trois étapes avaient été franchies aux États-Unis par l'équipe du professeur Gallo, qui devait en publier les résultats dans la revue Science, en mai 1984. Accordé (avec une rapidité peu commune) dès le 28 mai 1985, le brevet en question autorisait les autorités fédérales américaines à donner à cinq compagnies pharmaceutiques (1) le droit exclusif de développer et de commercialiser les tests Elisa que devaient utiliser tous les centres de transfusion sanguine mondiaux pour le dépistage des donneurs de sang contaminés (les porteurs du virus), autorisant dès lors l'indispensable protection de très nombreux malades opérés ou blessés qui bénéficient de ces dons de sang.

L'accord prévoyait que les cinq compagnies ainsi sélectionnées devaient verser au gouvernement américain 5 % de leurs bénéfices sur la vente de ces trousses diagnostiques, ce qui représentait une somme de 50 millions de francs par an environ pour le seul marché américain, somme que l'on pourrait multiplier par trois ou quatre si l'exclusivité en question devait s'étendre, comme le laissent entendre actuellement les prétentions commerciales outre-

Atlantique, à la totalité du marché mondial.

Le triomphe scientifique et commercial américain paraissait complet. Un événement attendu depuis longtemps, tant par les autorités américaines qu'au sein même de l'Institut Pasteur de Paris, avait déjà déposé un brevet en Europe, en septembre 1983, et aux États-Unis, en décembre de la même année, pour un même test Elisa de détection des anticorps, signalant la présence du virus, virus que les Américains nomment HTLV III et les Français LAV.

Il se trouve que ces derniers (équipe de MM. Montagnier, Chermann et de M. Barre-Sinoussi) avaient publié la description de ce virus dès le mois de mai 1983. Durant l'été de 1983, les pasteurs présentaient leurs tout premiers résultats (chez des malades atteints de SIDA ou de pré-SIDA) de dépistage du virus par un test Elisa qu'ils avaient mis au point.

À la même époque, le 23 septembre 1983, ils remettaient au laboratoire du professeur Gallo des échantillons de leur virus. Souche insuffisante, dit-il, au point que son équipe ne réussit jamais à les faire pousser en culture.

Au début de 1984, les Américains identifiaient formellement « leur » virus, qu'ils baptisent HTLV III et dont la culture en masse avait été rendue possible par leur découverte d'un milieu approprié. Plusieurs mois plus tard, son analyse moléculaire est publiée, et elle se révèle quasiment identique à celle du LAV décrit par les Français un an auparavant. Tous les éléments d'un conflit étaient en place, un conflit que l'Institut Pasteur s'efforce de résoudre à l'amiable depuis maintenant plus de sept mois.

Admettant parfaitement que les brevets américains apportent un complément important (la production de masse du virus notamment) à leur propre travail, les Français, activement soutenus par leur gouvernement et par les autorités de l'État au plus haut niveau, demandent que justice leur soit rendue, que l'antériorité des brevets pasteuriens soit reconnue et qu'un partage légitime soit donc accepté tant pour ces brevets que pour leurs implications financières.

Un rideau de dollars

Un tel accord impliquerait à l'évidence que le test Elisa pasteurien, préparé par la firme américaine Genetec System avec laquelle l'Institut Pasteur avait signé un accord de production, puisse occuper librement sa part du marché américain et mondial, alors que cette firme n'arrive pas à obtenir des autorités américaines les autorisations nécessaires. Il implique aussi que l'Institut Pasteur production puisse commercialiser librement son test en Europe, en Asie et en Afrique sans avoir à payer de redevances au gouvernement américain, ce qui serait

un comble. Il impliquerait enfin que l'Institut Pasteur toucherait une part des redevances que doivent verser actuellement les gouvernements américains les cinq compagnies auxquelles ce gouvernement a accordé le privilège exorbitant d'une exclusivité de fabrication et de distribution.

Le cabinet d'avocats américain chargé du dossier de l'Institut Pasteur demandait la reconnaissance d'une « interférence », entre les deux brevets américain et français et, dès lors, que cette interférence était reconnue, l'ouverture de négociations. La mauvaise volonté des autorités gouvernementales américaines n'a pas permis cette ouverture.

C'est, à présent, une pétition devant la Court of Claims qu'il dépose, arguant du fait que l'Institut Pasteur avait tous les éléments essentiels sur le « sujet » du brevet américain avant que ce brevet ne soit déposé, autrement dit, qu'il bénéficie d'une priorité.

L'instruction du procès ainsi intenté pourrait durer des années et coûter une fortune. Lorsqu'elle sera terminée, tout laisse à penser que les techniques de détection du virus du SIDA, techniques reposant alors sur un génie génétique, n'auront plus rien de commun avec les tests Elisa actuellement utilisés et qui font l'objet de cette querelle, pour des motifs qui tiennent essentiellement à l'impérialisme politique.

FAITS DIVERS

POUR CONTREBANDE DE CAPITAUX ET D'OR

Cinq personnes sont inculpées après un trafic (12 millions de francs) avec une banque suisse

Une nouvelle affaire de contrebande de capitaux et de métal précieux, le quadruplé en l'espace d'un peu plus d'un mois, a été révélée jeudi 12 décembre par la direction générale des douanes à Paris.

Les services des enquêtes douanières ont réussi à démontrer un réseau de contrebande de capitaux — composé de quatre retraités et d'une sexagénaire — travaillant officieusement pour une banque suisse, dont le nom n'a pas été révélé et responsable d'un trafic portant sur environ 12 millions de francs.

Après un mois et demi de recherches et de filatures, les cinq personnes — un passeur venant directement de Suisse, deux intermédiaires, un « compensateur » (3) et sa compagne — ont été interpellées et défilées au parquet : il s'agit de Michel Sir, soixante ans ; de Gaston Simmonet, soixante-six ans ; de Roger Shandlow, soixante-dix ans ; de Robert Henz, soixante-neuf ans ; et de sa concubine, Jacqueline Congonle, une vendeuse âgée de soixante-deux ans. Tous ont été inculpés d'infraction à la réglementation sur les relations financières avec l'étranger et libérés en liberté sous contrôle judiciaire.

et à la rapidité commerciale. Une ombre s'est ainsi étendue sur une collaboration franco-américaine qui date de près d'un siècle et que l'on eût pu croire transcender ce type de contestations. Tous les acteurs de cette tragédie seront perdants et il le savent.

Il savent surtout que son décor est tristement tendu sur un rideau de dollars et que le dollar se révèle infiniment plus fort que la communauté scientifique mondiale et que l'Unité d'États de la santé publique.

Dr. ESCOFFIER-LAMBOTTE.

(1) Abbott, Electro Nucleonics, Du Pont de Nemours, Litton-Bionetics et Highland-Travol.

Toute l'histoire et les détails sur cette querelle ont été relatés par Colin Norman dans une série de cinq articles de la revue américaine Science (25 octobre 8 et 29 novembre et 6 décembre 1983).

LA MORT EN BOUCHE

Aux États-Unis, l'imaginaire des assassins n'a d'égal que celui des magistrats. La chambre de mise en accusation de Flint (Michigan) a suivi M. John McGraw, procureur adjoint, et incriminé acte de violence de fait avec intention de tuer — homicide volontaire — d'un individu coupable d'avoir craché sur des policiers.

Parce qu'il est porteur du virus du SIDA, John Richard, vingt-huit ans, risque la prison à vie. A en croire le procureur adjoint, il aurait dans la bouche l'équivalent d'un revolver ou d'un couteau. On savait déjà qu'il y a des paroles qui tuent, mais la saine ?

EN 1984

La compagnie Arrow avait été sévèrement rappelée à l'ordre

Les experts vont examiner à la loupe le contenu de la « boîte noire » de l'appareil afin de déterminer les causes d'une catastrophe qui porte le total des victimes, cette année, pour l'aviation civile, à près de deux mille tués.

Les enquêteurs disposaient d'abord de témoignages sur l'attitude du pilote du DC 8, qui aurait présenté, à l'escala de Gander, une longue liste de problèmes techniques notés à bord et dont on ne connaît pas la teneur. On sait qu'il n'avait pas

demandé un dégivrage de son appareil.

La compagnie Arrow, à laquelle appartenait l'avion, avait été sévèrement rappelée à l'ordre, en 1984, par l'administration américaine de l'aviation civile qui avait constaté un nombre croissant d'irrégularités dans la maintenance des appareils de la compagnie. En juin dernier, elle avait commencé à verser les 34 000 dollars d'amende qui lui avaient été infligés. L'administration avait demandé à Arrow de réduire son rythme de croissance jusqu'à ce que les procédures déficientes soient corrigées.

phé. Le Pentagone a également dépêché à Gander une équipe d'une dizaine d'experts militaires dirigés par le général John Crosby. Cette députation n'est pas une commission d'enquête, a souligné le département de la défense. Elle aura pour mission de fournir « toute l'aide possible » sur le site de la catastrophe.

Les enquêteurs ont retrouvé dans les débris de l'appareil la boîte noire contenant les enregistrements des communications en vol et les données du parcours. M. Peter Borg, responsable de l'enquête au nom de la commission de sécurité de l'aviation canadienne, a déclaré que celle-ci avait été endommagée par l'incendie de l'avion, ce qui pourrait retarder son examen.

MAÎTRISE de l'ÉNERGIE

DE L'EAU SOUS LE SOLEIL DU SAHÉL

L'AFME a rassemblé des spécialistes du développement des fabricants de pompes solaires, des hydrauliciens, des utilisateurs. La France a un savoir-faire à valoriser

MARDI 17 DÉCEMBRE
DANS « LE MONDE »
DATE 18

MINIHYDRAULIQUE

développement et avenir

L'INVITE DE MAÎTRISE

Georges Fournier, président de l'Association technique pour les économies d'énergie

(1) La compensation est un procédé — dans ce cas illicite — qui permet un transfert de fonds sans déplacement d'argent.

Se perfectionner, ou apprendre la langue est possible en audio.

LES COURS D'ANGLAIS DE LA BBC

Cours avec explications en français. Documentation gratuite : ÉDITIONS DISQUES BBC, 2, rue de Béri - 75008 Paris

Repères

Le 12 décembre 1985 :
- 1985 : 12 décembre, catastrophe aérienne à Terre-Neuve.
- 1984 : 12 décembre, catastrophe aérienne à Terre-Neuve.
- 1983 : 12 décembre, catastrophe aérienne à Terre-Neuve.
- 1982 : 12 décembre, catastrophe aérienne à Terre-Neuve.
- 1981 : 12 décembre, catastrophe aérienne à Terre-Neuve.
- 1980 : 12 décembre, catastrophe aérienne à Terre-Neuve.
- 1979 : 12 décembre, catastrophe aérienne à Terre-Neuve.
- 1978 : 12 décembre, catastrophe aérienne à Terre-Neuve.
- 1977 : 12 décembre, catastrophe aérienne à Terre-Neuve.
- 1976 : 12 décembre, catastrophe aérienne à Terre-Neuve.
- 1975 : 12 décembre, catastrophe aérienne à Terre-Neuve.
- 1974 : 12 décembre, catastrophe aérienne à Terre-Neuve.
- 1973 : 12 décembre, catastrophe aérienne à Terre-Neuve.
- 1972 : 12 décembre, catastrophe aérienne à Terre-Neuve.
- 1971 : 12 décembre, catastrophe aérienne à Terre-Neuve.
- 1970 : 12 décembre, catastrophe aérienne à Terre-Neuve.
- 1969 : 12 décembre, catastrophe aérienne à Terre-Neuve.
- 1968 : 12 décembre, catastrophe aérienne à Terre-Neuve.
- 1967 : 12 décembre, catastrophe aérienne à Terre-Neuve.
- 1966 : 12 décembre, catastrophe aérienne à Terre-Neuve.
- 1965 : 12 décembre, catastrophe aérienne à Terre-Neuve.
- 1964 : 12 décembre, catastrophe aérienne à Terre-Neuve.
- 1963 : 12 décembre, catastrophe aérienne à Terre-Neuve.
- 1962 : 12 décembre, catastrophe aérienne à Terre-Neuve.
- 1961 : 12 décembre, catastrophe aérienne à Terre-Neuve.
- 1960 : 12 décembre, catastrophe aérienne à Terre-Neuve.
- 1959 : 12 décembre, catastrophe aérienne à Terre-Neuve.
- 1958 : 12 décembre, catastrophe aérienne à Terre-Neuve.
- 1957 : 12 décembre, catastrophe aérienne à Terre-Neuve.
- 1956 : 12 décembre, catastrophe aérienne à Terre-Neuve.
- 1955 : 12 décembre, catastrophe aérienne à Terre-Neuve.
- 1954 : 12 décembre, catastrophe aérienne à Terre-Neuve.
- 1953 : 12 décembre, catastrophe aérienne à Terre-Neuve.
- 1952 : 12 décembre, catastrophe aérienne à Terre-Neuve.
- 1951 : 12 décembre, catastrophe aérienne à Terre-Neuve.
- 1950 : 12 décembre, catastrophe aérienne à Terre-Neuve.
- 1949 : 12 décembre, catastrophe aérienne à Terre-Neuve.
- 1948 : 12 décembre, catastrophe aérienne à Terre-Neuve.
- 1947 : 12 décembre, catastrophe aérienne à Terre-Neuve.
- 1946 : 12 décembre, catastrophe aérienne à Terre-Neuve.
- 1945 : 12 décembre, catastrophe aérienne à Terre-Neuve.
- 1944 : 12 décembre, catastrophe aérienne à Terre-Neuve.
- 1943 : 12 décembre, catastrophe aérienne à Terre-Neuve.
- 1942 : 12 décembre, catastrophe aérienne à Terre-Neuve.
- 1941 : 12 décembre, catastrophe aérienne à Terre-Neuve.
- 1940 : 12 décembre, catastrophe aérienne à Terre-Neuve.
- 1939 : 12 décembre, catastrophe aérienne à Terre-Neuve.
- 1938 : 12 décembre, catastrophe aérienne à Terre-Neuve.
- 1937 : 12 décembre, catastrophe aérienne à Terre-Neuve.
- 1936 : 12 décembre, catastrophe aérienne à Terre-Neuve.
- 1935 : 12 décembre, catastrophe aérienne à Terre-Neuve.
- 1934 : 12 décembre, catastrophe aérienne à Terre-Neuve.
- 1933 : 12 décembre, catastrophe aérienne à Terre-Neuve.
- 1932 : 12 décembre, catastrophe aérienne à Terre-Neuve.
- 1931 : 12 décembre, catastrophe aérienne à Terre-Neuve.
- 1930 : 12 décembre, catastrophe aérienne à Terre-Neuve.
- 1929 : 12 décembre, catastrophe aérienne à Terre-Neuve.
- 1928 : 12 décembre, catastrophe aérienne à Terre-Neuve.
- 1927 : 12 décembre, catastrophe aérienne à Terre-Neuve.
- 1926 : 12 décembre, catastrophe aérienne à Terre-Neuve.
- 1925 : 12 décembre, catastrophe aérienne à Terre-Neuve.
- 1924 : 12 décembre, catastrophe aérienne à Terre-Neuve.
- 1923 : 12 décembre, catastrophe aérienne à Terre-Neuve.
- 1922 : 12 décembre, catastrophe aérienne à Terre-Neuve.
- 1921 : 12 décembre, catastrophe aérienne à Terre-Neuve.
- 1920 : 12 décembre, catastrophe aérienne à Terre-Neuve.
- 1919 : 12 décembre, catastrophe aérienne à Terre-Neuve.
- 1918 : 12 décembre, catastrophe aérienne à Terre-Neuve.
- 1917 : 12 décembre, catastrophe aérienne à Terre-Neuve.
- 1916 : 12 décembre, catastrophe aérienne à Terre-Neuve.
- 1915 : 12 décembre, catastrophe aérienne à Terre-Neuve.
- 1914 : 12 décembre, catastrophe aérienne à Terre-Neuve.
- 1913 : 12 décembre, catastrophe aérienne à Terre-Neuve.
- 1912 : 12 décembre, catastrophe aérienne à Terre-Neuve.
- 1911 : 12 décembre, catastrophe aérienne à Terre-Neuve.
- 1910 : 12 décembre, catastrophe aérienne à Terre-Neuve.
- 1909 : 12 décembre, catastrophe aérienne à Terre-Neuve.
- 1908 : 12 décembre, catastrophe aérienne à Terre-Neuve.
- 1907 : 12 décembre, catastrophe aérienne à Terre-Neuve.
- 1906 : 12 décembre, catastrophe aérienne à Terre-Neuve.
- 1905 : 12 décembre, catastrophe aérienne à Terre-Neuve.
- 1904 : 12 décembre, catastrophe aérienne à Terre-Neuve.
- 1903 : 12 décembre, catastrophe aérienne à Terre-Neuve.
- 1902 : 12 décembre, catastrophe aérienne à Terre-Neuve.
- 1901 : 12 décembre, catastrophe aérienne à Terre-Neuve.
- 1900 : 12 décembre, catastrophe aérienne à Terre-Neuve.
- 1899 : 12 décembre, catastrophe aérienne à Terre-Neuve.
- 1898 : 12 décembre, catastrophe aérienne à Terre-Neuve.
- 1897 : 12 décembre, catastrophe aérienne à Terre-Neuve.
- 1896 : 12 décembre, catastrophe aérienne à Terre-Neuve.
- 1895 : 12 décembre, catastrophe aérienne à Terre-Neuve.
- 1894 : 12 décembre, catastrophe aérienne à Terre-Neuve.
- 1893 : 12 décembre, catastrophe aérienne à Terre-Neuve.
- 1892 : 12 décembre, catastrophe aérienne à Terre-Neuve.
- 1891 : 12 décembre, catastrophe aérienne à Terre-Neuve.
- 1890 : 12 décembre, catastrophe aérienne à Terre-Neuve.
- 1889 : 12 décembre, catastrophe aérienne à Terre-Neuve.
- 1888 : 12 décembre, catastrophe aérienne à Terre-Neuve.
- 1887 : 12 décembre, catastrophe aérienne à Terre-Neuve.
- 1886 : 12 décembre, catastrophe aérienne à Terre-Neuve.
- 1885 : 12 décembre, catastrophe aérienne à Terre-Neuve.
- 1884 : 12 décembre, catastrophe aérienne à Terre-Neuve.
- 1883 : 12 décembre, catastrophe aérienne à Terre-Neuve.
- 1882 : 12 décembre, catastrophe aérienne à Terre-Neuve.
- 1881 : 12 décembre, catastrophe aérienne à Terre-Neuve.
- 1880 : 12 décembre, catastrophe aérienne à Terre-Neuve.
- 1879 : 12 décembre, catastrophe aérienne à Terre-Neuve.
- 1878 : 12 décembre, catastrophe aérienne à Terre-Neuve.
- 1877 : 12 décembre, catastrophe aérienne à Terre-Neuve.
- 1876 : 12 décembre, catastrophe aérienne à Terre-Neuve.
- 1875 : 12 décembre, catastrophe aérienne à Terre-Neuve.
- 1874 : 12 décembre, catastrophe aérienne à Terre-Neuve.
- 1873 : 12 décembre, catastrophe aérienne à Terre-Neuve.
- 1872 : 12 décembre, catastrophe aérienne à Terre-Neuve.
- 1871 : 12 décembre, catastrophe aérienne à Terre-Neuve.
- 1870 : 12 décembre, catastrophe aérienne à Terre-Neuve.
- 1869 : 12 décembre, catastrophe aérienne à Terre-Neuve.
- 1868 : 12 décembre, catastrophe aérienne à Terre-Neuve.
- 1867 : 12 décembre, catastrophe aérienne à Terre-Neuve.
- 1866 : 12 décembre, catastrophe aérienne à Terre-Neuve.
- 1865 : 12 décembre, catastrophe aérienne à Terre-Neuve.
- 1864 : 12 décembre, catastrophe aérienne à Terre-Neuve.
- 1863 : 12 décembre, catastrophe aérienne à Terre-Neuve.
- 1862 : 12 décembre, catastrophe aérienne à Terre-Neuve.
- 1861 : 12 décembre, catastrophe aérienne à Terre-Neuve.
- 1860 : 12 décembre, catastrophe aérienne à Terre-Neuve.
- 1859 : 12 décembre, catastrophe aérienne à Terre-Neuve.
- 1858 : 12 décembre, catastrophe aérienne à Terre-Neuve.
- 1857 : 12 décembre, catastrophe aérienne à Terre-Neuve.
- 1856 : 12 décembre, catastrophe aérienne à Terre-Neuve.
- 1855 : 12 décembre, catastrophe aérienne à Terre-Neuve.
- 1854 : 12 décembre, catastrophe aérienne à Terre-Neuve.
- 1853 : 12 décembre, catastrophe aérienne à Terre-Neuve.
- 1852 : 12 décembre, catastrophe aérienne à Terre-Neuve.
- 1851 : 12 décembre, catastrophe aérienne à Terre-Neuve.
- 1850 : 12 décembre, catastrophe aérienne à Terre-Neuve.
- 1849 : 12 décembre, catastrophe aérienne à Terre-Neuve.
- 1848 : 12 décembre, catastrophe aérienne à Terre-Neuve.
- 1847 : 12 décembre, catastrophe aérienne à Terre-Neuve.
- 1846 : 12 décembre, catastrophe aérienne à Terre-Neuve.
- 1845 : 12 décembre, catastrophe aérienne à Terre-Neuve.
- 1844 : 12 décembre, catastrophe aérienne à Terre-Neuve.
- 1843 : 12 décembre, catastrophe aérienne à Terre-Neuve.
- 1842 : 12 décembre, catastrophe aérienne à Terre-Neuve.
- 1841 : 12 décembre, catastrophe aérienne à Terre-Neuve.
- 1840 : 12 décembre, catastrophe aérienne à Terre-Neuve.
- 1839 : 12 décembre, catastrophe aérienne à Terre-Neuve.
- 1838 : 12 décembre, catastrophe aérienne à Terre-Neuve.
- 1837 : 12 décembre, catastrophe aérienne à Terre-Neuve.
- 1836 : 12 décembre, catastrophe aérienne à Terre-Neuve.
- 1835 : 12 décembre, catastrophe aérienne à Terre-Neuve.
- 1834 : 12 décembre, catastrophe aérienne à Terre-Neuve.
- 1833 : 12 décembre, catastrophe aérienne à Terre-Neuve.
- 1832 : 12 décembre, catastrophe aérienne à Terre-Neuve.
- 1831 : 12 décembre, catastrophe aérienne à Terre-Neuve.
- 1830 : 12 décembre, catastrophe aérienne à Terre-Neuve.
- 1829 : 12 décembre, catastrophe aérienne à Terre-Neuve.
- 1828 : 12 décembre, catastrophe aérienne à Terre-Neuve.
- 1827 : 12 décembre, catastrophe aérienne à Terre-Neuve.
- 1826 : 12 décembre, catastrophe aérienne à Terre-Neuve.
- 1825 : 12 décembre, catastrophe aérienne à Terre-Neuve.
- 1824 : 12 décembre, catastrophe aérienne à Terre-Neuve.
- 1823 : 12 décembre, catastrophe aérienne à Terre-Neuve.
- 1822 : 12 décembre, catastrophe aérienne à Terre-Neuve.
- 1821 : 12 décembre, catastrophe aérienne à Terre-Neuve.
- 1820 : 12 décembre, catastrophe aérienne à Terre-Neuve.
- 1819 : 12 décembre, catastrophe aérienne à Terre-Neuve.
- 1818 : 12 décembre, catastrophe aérienne à Terre-Neuve.
- 1817 : 12 décembre, catastrophe aérienne à Terre-Neuve.
- 1816 : 12 décembre, catastrophe aérienne à Terre-Neuve.
- 1815 : 12 décembre, catastrophe aérienne à Terre-Neuve.
- 1814 : 12 décembre, catastrophe aérienne à Terre-Neuve.
- 1813 : 12 décembre, catastrophe aérienne à Terre-Neuve.
- 1812 : 12 décembre, catastrophe aérienne à Terre-Neuve.
- 1811 : 12 décembre, catastrophe aérienne à Terre-Neuve.
- 1810 : 12 décembre, catastrophe aérienne à Terre-Neuve.
- 1809 : 12 décembre, catastrophe aérienne à Terre-Neuve.
- 1808 : 12 décembre, catastrophe aérienne à Terre-Neuve.
- 1807 : 12 décembre, catastrophe aérienne à Terre-Neuve.
- 1806 : 12 décembre, catastrophe aérienne à Terre-Neuve.
- 1805 : 12 décembre, catastrophe aérienne à Terre-Neuve.
- 1804 : 12 décembre, catastrophe aérienne à Terre-Neuve.
- 1803 : 12 décembre, catastrophe aérienne à Terre-Neuve.
- 1802 : 12 décembre, catastrophe aérienne à Terre-Neuve.
- 1801 : 12 décembre, catastrophe aérienne à Terre-Neuve.
- 1800 : 12 décembre, catastrophe aérienne à Terre-Neuve.
- 1799 : 12 décembre, catastrophe aérienne à Terre-Neuve.
- 1798 : 12 décembre, catastrophe aérienne à Terre-Neuve.
- 1797 : 12 décembre, catastrophe aérienne à Terre-Neuve.
- 1796 : 12 décembre, catastrophe aérienne à Terre-Neuve.
- 1795 : 12 décembre, catastrophe aérienne à Terre-Neuve.
- 1794 : 12 décembre, catastrophe aérienne à Terre-Neuve.
- 1793 : 12 décembre, catastrophe aérienne à Terre-Neuve.
- 1792 : 12 décembre, catastrophe aérienne à Terre-Neuve.
- 1791 : 12 décembre, catastrophe aérienne à Terre-Neuve.
- 1790 : 12 décembre, catastrophe aérienne à Terre-Neuve.
- 1789 : 12 décembre, catastrophe aérienne à Terre-Neuve.
- 1788 : 12 décembre, catastrophe aérienne à Terre-Neuve.
- 1787 : 12 décembre, catastrophe aérienne à Terre-Neuve.
- 1786 : 12 décembre, catastrophe aérienne à Terre-Neuve.
- 1785 : 12 décembre, catastrophe aérienne à Terre-Neuve.
- 1784 : 12 décembre, catastrophe aérienne à Terre-Neuve.
- 1783 : 12 décembre, catastrophe aérienne à Terre-Neuve.
- 1782 : 12 décembre, catastrophe aérienne à Terre-Neuve.
- 1781 : 12 décembre, catastrophe aérienne à Terre-Neuve.
- 1780 : 12 décembre, catastrophe aérienne à Terre-Neuve.
- 1779 : 12 décembre, catastrophe aérienne à Terre-Neuve.
- 1778 : 12 décembre, catastrophe aérienne à Terre-Neuve.
- 1777 : 12 décembre, catastrophe aérienne à Terre-Neuve.
- 1776 : 12 décembre, catastrophe aérienne à Terre-Neuve.
- 1775 : 12 décembre, catastrophe aérienne à Terre-Neuve.
- 1774 : 12 décembre, catastrophe aérienne à Terre-Neuve.
- 1773 : 12 décembre, catastrophe aérienne à Terre-Neuve.
- 1772 : 12 décembre, catastrophe aérienne à Terre-Neuve.
- 1771 : 12 décembre, catastrophe aérienne à Terre-Neuve.
- 1770 : 12 décembre, catastrophe aérienne à Terre-Neuve.
- 1769 : 12 décembre, catastrophe aérienne à Terre-Neuve.
- 1768 : 12 décembre, catastrophe aérienne à Terre-Neuve.
- 1767 : 12 décembre, catastrophe aérienne à Terre-Neuve.
- 1766 : 12 décembre, catastrophe aérienne à Terre-Neuve.
- 1765 : 12 décembre, catastrophe aérienne à Terre-Neuve.
- 1764 : 12 décembre, catastrophe aérienne à Terre-Neuve.
- 1763 : 12 décembre, catastrophe aérienne à Terre-Neuve.
- 1762 : 12 décembre, catastrophe aérienne à Terre-Neuve.
- 1761 : 12 décembre, catastrophe aérienne à Terre-Neuve.
- 1760 : 12 décembre, catastrophe aérienne à Terre-Neuve.
- 1759 : 12 décembre, catastrophe aérienne à Terre-Neuve.
- 1758 : 12 décembre, catastrophe aérienne à Terre-Neuve.
- 1757 : 12 décembre, catastrophe aérienne à Terre-Neuve.
- 1756 : 12 décembre, catastrophe aérienne à Terre-Neuve.
- 1755 : 12 décembre, catastrophe aérienne à Terre-Neuve.
- 1754 : 12 décembre, catastrophe aérienne à Terre-Neuve.
- 1753 : 12 décembre, catastrophe aérienne à Terre-Neuve.
- 1752 : 12 décembre, catastrophe aérienne à Terre-Neuve.
- 1751 : 12 décembre, catastrophe aérienne à Terre-Neuve.
- 1750 : 12 décembre, catastrophe aérienne à Terre-Neuve.
- 1749 : 12 décembre, catastrophe aérienne à Terre-Neuve.
- 1748 : 12 décembre, catastrophe aérienne à Terre-Neuve.
- 1747 : 12 décembre, catastrophe aérienne à Terre-Neuve.
- 1746 : 12 décembre, catastrophe aérienne à Terre-Neuve.
- 1745 : 12 décembre, catastrophe aérienne à Terre-Neuve.
- 1744 : 12 décembre, catastrophe aérienne à Terre-Neuve.
- 1743 : 12 décembre, catastrophe aérienne à Terre-Neuve.
- 1742 : 12 décembre, catastrophe aérienne à Terre-Neuve.
- 1741 : 12 décembre, catastrophe aérienne à Terre-Neuve.
- 1

Malte sans chevaliers

Place forte puis escale touristique, l'île des moines-soldats.

POUR résumer sommairement, disons que Malte est une île habitée par des Italiens qui parlent arabe, lisent *The Times* (of Malta) et roulent à gauche dans de vieilles voitures anglaises, remplacées aujourd'hui par des japonaises. C'est que, comme toutes les îles de la Méditerranée, Malte a vu défiler les pirates et les envahisseurs. Tous, plus ou moins, y ont laissé des traces.

En fait, les Maltais ne parlent pas arabe, mais une langue sémitique qui lui est très proche, venue du pays de Canaan par l'entremise des navigateurs phéniciens. « Nous parlions cette langue avant la conquête arabe », affirment-ils avec ce chauvinisme des peuples bousculés par l'histoire. Et ils sont très fiers d'utiliser « la seule langue sémitique écrite en romain », dont l'enseignement dans les écoles ne remonte qu'à un demi-siècle. Un fond sémitique, beaucoup d'arabe, de l'italien et des nouveaux venus anglais : telle est la composition du cocktail maltais. Un cocktail qui se retrouve aussi bien dans la culture que dans l'architecture, mélange de villages palestiniens à maisons basses et carrées, de villes italiennes à immeubles massifs et cathédrales baroques, et de façades victorienne dont on ne sait si les « bow windows » sont d'inspiration aragonaise, turque ou anglaise.

Ces îles qui bésitent entre la bière et le vin sont cependant dominées par une constante : l'alliance du sabre et du goupillon. Depuis que l'apôtre Paul, en route pour Rome, y a fait naufrage, Malte est devenue un bastion du christianisme. Un bastion d'autant plus ardent que l'île subissait continuellement l'assaut des infidèles, arabes, turcs ou barbaresques. Seule la foi sauvait ces pêcheurs et éleveurs de chèvres, coincés dans trois petites îles à mi-chemin entre la Sicile et le golfe de Gabès. Car l'île de Malte dispose d'un formidable atout naturel : une double rade aux profondeurs anses (23 kilomètres de développement pour une profondeur moyenne de 24 mètres).

Tous les navigateurs voulaient s'en assurer la possession, sans même chercher à coloniser l'intérieur, plutôt aride.

Le destin de l'île a été scellé une première fois en 1530 lorsque Charles Quint, souverain du lieu comme de la moitié de l'Europe, céda la rade aux chevaliers de Saint-Jean-de-Jérusalem, chassés de Palestine par les Turcs. Les moines-soldats s'y installèrent, sans se douter que les Turcs, trente-cinq ans après, viendraient à leur tour les en déloger.

« Plus jamais ça »

La bataille fut rude en 1565. Huit mille soldats de la Sublime Porte y laissèrent la vie, mais la marine du sultan se replia en emmenant des milliers de Maltais comme esclaves. « Plus jamais ça », se dirent les chevaliers au manteau rouge, frappés de la croix que l'on dira bientôt de Malte. Et, sur les instructions du grand maître de l'ordre, qui était alors le Français Jean Parisot de la Valette, les Maltais se mirent à construire une ville fortifiée pour garder la rade : on l'appellera La Valette, et elle deviendra — plus tard — la capitale.

En 1798, Napoléon s'installe sans coup férir à La Valette et en chasse les chevaliers. L'ordre n'est plus souverain. Mais les Français n'y seront pas souverains longtemps, car les troupes de la République, privées de soutien logistique après la destruction de leur flotte à Aboukir, sont prises comme des rats dans la petite île. Comme les soldats français se livrent au pillage pour survivre, les Maltais appellent les Anglais à l'aide. Malte devient anglaise en 1800 — sans l'avoir voulu — et le restera jusqu'en 1964. Son rôle de plaque tournante stratégique lui vaudra, de sévères bombardements pendant la dernière guerre.

Entre 1940 et 1943, quelque 16 000 tonnes de bombes allemandes et italiennes s'abattraient sur l'île, détruisant ou endommageant 35 000 immeubles et bâtiments divers — dont l'Auberge de France et l'Auberge d'Auvergne (1). La visite du Musée de la guerre, au fort Saint-Elme, donne à cet égard un aperçu saisissant du rôle joué par Malte lors du dernier conflit mondial.

Jusqu'en 1979, date du départ des derniers marins anglais, l'île des moines-soldats est restée une place forte. D'où la crainte des Américains, vaine jusqu'à présent, de voir Malte devenir un porte-avions libyen ou soviétique. L'île ne sert d'escale qu'aux pirates de l'air... et aux touristes.

Le tourisme à Malte, on l'aura deviné, est donc d'abord culturel. Nul ne peut échapper à la double emprise historique de l'épée et de la Croix, dont l'alliance a donné



ces impressionnantes forteresses que l'on découvre à La Valette, mais aussi à Mdina, l'ancienne capitale du centre de l'île, et à Victoria (alias Rabat), place forte de l'île de Gozo, l'ancienne Gaudisio des Romains. Mais, plus encore que ces acroïdes roides et austères, ce sont les églises qui surprennent. D'immenses églises baroques surgissant d'humides villages, des cathédrales compliquées dominant les toits terrasses de véritables dnuars que l'an dirait nord-africains ou palestiniens.

Comme Saint-Pierre de Rome

A Mosta, les villageois nnt voulu rivaliser avec Saint-Pierre de Rome, pas moins, en édifant une église circulaire avec un dôme de 51 mètres qui serait le troisième du monde. Cette demeure a bien failli être punie lorsqu'une bombe allemande de 500 kilos en a traversé la toiture, au moment où trois cents fidèles y entendaient la messe (les églises maltaises sont toujours pleines de fidèles : 30 % des Maltais affirment aller à la messe tous les jours ! Pour une population totale de 320 000 habitants, on compte à Malte 350 églises, 850 prêtres et religieux, et environ un évêque pour 25 000 fidèles...). Mais,

miracle, la bombe n'a pas explosé. Elle est pieusement conservée à la sacristie.

Les cathédrales de La Valette et de Victoria, elles, ont été reconstruites après le tremblement de terre de 1693. Derrière son austère façade, d'une sobriété toute militaire — et gardée par une paire de canons comme nombre d'édifices maltais — la cathédrale Saint-Jean abrite des trésors du baroque maniériste. Pas un pouce carré qui ne soit peint ou sculpté. Même le sol a été transformé en un gigantesque damier de marbre, constitué par les trois cent soixante-quinze dalles funéraires des chevaliers défunts. La chapelle de l'oratoire possède encore un chef-d'œuvre du Caravage, maître du clair-obscur : la *Décollation de saint Jean* (en revanche, le *Saint Jérôme* du même Caravage a été volé l'an dernier).

Il ne faut pas quitter La Valette sans avoir visité l'ancien Sacra Infermeria (Sainte-Infirmerie), prestigieux hôpital construit par les chevaliers. Sa grande salle — 161 mètres de long — représente à elle seule un monument — restauré après la guerre. L'hôpital des chevaliers de Malte est devenu un « centre méditerranéen de conférences »,

dont le restaurant en sous-sol, excusez du peu, accueille facilement mille convives !

Etonnante La Valette, où les rues, tirées au cordeau, forment un quadrillage parfaitement régulier, qui contraste avec le découpage capricieux du grand port. En quelques minutes, on passe des ruelles interlopes comme Sraït Street, où les bars à matelots sont aujourd'hui fermés (saute de matelots), et l'on débouche sur de vastes panoramas dominant la rade, avec ses cales sèches, ses silos et ses cargos. Malte n'est peut-être plus un arsenal, mais elle reste un port très actif, escale nbligée entre l'Europe et l'Orient arabe.

Mais que peut faire le touriste que n'émuevent ni la citadelle morte de Victoria (cimetière de pierres envahies de figuiers de Barbarie), ni la « cité silencieuse » de Mdina, vouée aux couvents et aux écoles religieuses, ni même le site archéologique de Ggantija avec son temple mégalithique ? Il lui reste à battre la campagne, dans un paysage particulièrement austère où ne poussent pratiquement que des murs de pierre sèche. Pas d'arbres, pas de rivières, pas de montagnes. Des collines de pierre, nù la roche calcaire se confond avec la pierre de taille

des constructions. La tuile et l'ardoise y sont inconnues.

Dans ces îles minuscules, où le regard butte toujours sur une ville, un village (avec cathédrale) ou quelque ferme à éolienne, où les seules forêts sont les antennes de télévision sur les toits, et la faune sauvage réduite à quelques lapins et une prolifique troupe de chats de gouttière, il ne reste que la mer pour se ressourcer. Une mer limpide et transparente, idéale pour l'exploration ou la pêche sous-marine. A défaut de plages (elles sont rares), on peut se baigner partout « off the rocks » (à partir des rochers). Tout bôtel qui se respecte se doit d'y avoir un accès direct.

Quant à ceux que ne tentent ni l'histoire, ni la vûle, ni le ski nautique, ils peuvent aller prendre un café sous les tamaris à la terrasse d'un port de pêche comme Xlendi ou Marsalforn. Les barques maltaises, multicolores, valent tous les poissons tropicaux du globe.

ROGER CANS.

(1) Les chevaliers de Malte, traditionnellement, étaient hébergés dans huit « auberges », correspondant à autant de « langues » : Allemagne, Aragon, Castille (et Portugal), Italie, Angleterre (et Bavière), France, Auvergne et Provence. Entre 1530 et 1798, les Français ont donné treize grands matelots sur vingt-quatre.

LIRE

14. MAISON

Tables de réveils.

15-18. RADIO-TV

19. JEUX

20. GASTRONOMIE

La bibliothèque des chefs.

Supplément au numéro 12714.
Ne peut être vendu séparément.
Samedi 14 décembre 1985.

APRÈS NEW YORK... LA TANZANIE...
ENCORE UN VOYAGE A PRIX ASSOCIATIF !

DÉPARTS 20 DÉC - 3 et 22 JANV. 86

PARIS KILIMANDJARO

A partir de **2960 F** Allor Retour

A LA PORTE DU KENYA
Séjour photos. Raids aventure. Ascension du Kilimandjaro. Les grands lacs et les plages de l'Océan Indien.

54, rue des Écoles, Paris 5^e. Tél. : (1) 46.34.21.17.
2, place Wagram, Paris 17^e. Tél. : (1) 47.63.22.58.

le point MULHOUSE

CET HIVER AIR HAVAS BAS LES PRIX !

Palma	à partir de 1 130 F*
Tunis	à partir de 1 465 F*
Marrakech	à partir de 1 690 F*
Tel-Aviv	à partir de 2 150 F*
New York	à partir de 2 490 F*
Montréal	à partir de 2 990 F*

*Tarif A.R. pour un séjour minimum de 7 jours - Conditions générales dans le catalogue Air Havas.
En vente chez Havas Voyages - 15, rue de Rome, 75008 PARIS - Tél. : 45 22 68 10 et dans les 248 agences Havas Voyages.

HAVAS VOYAGES

MAISON

Réveillons

Sur les tables, des nappes en fête.

BUFFET de réveillon, déjeuner de famille, souper à deux, à chaque formule de réception correspond une décoration sous le signe de Noël.

Tout commence par le choix de la nappe. Pour un couvert très raffiné, une nappe en satin de coton blanc à motif central stylisé, réminiscence de 1925, brodé en rose et or (« Cléopâtre », Anne de Soïène). D'aspect élégant mais d'entretien facile — sans repassage — la nappe « Savane » de José Houel est en tissu à effet de relief, parsemé d'un entrelacs de feuilles dans une harmonie de bronze et or.

Pour une table de fête « branchée », dans le style déco 85, Geneviève Lethu propose (dans ses boutiques de Paris et de province) une nappe blanche ornée d'un gros craquelé or. La nappe ronde vaut 197 F et se coordonne à des assiettes et des plats à fin craquelé doré.

Le porcelainier de Limoges Haviland vient de sortir deux créations de Mario-Pierre Boitard dont les décors (et les prix) plairont également aux jennies. « L'arbre de vie » a des assiettes à large bordure inspirée des cachemires indiens, en camaïeu de bleu, gris et rouge profond (170 F) ; les assiettes à dessert et les autres pièces ont une étroite bordure et un petit « arbre de vie » en motif central. Les assiettes « mosaïque bleue », de forme octogonale, sont totalement recouvertes d'un effet de mosaïque en dégradé de bleus (154 F) ou blanches et cernées d'un fin décor. Ces deux nouveaux services sont vendus chez Jansen, 9, rue Royale, à Paris.

Dans la nouvelle boutique qu'il vient d'ouvrir au 22, rue François-1^{er}, Puiforcat présente les assiettes de Manuel Canovas. Ce créateur



Les « assiettes-cocktail » de Gien.
Nappe à reflets mats et brillants (« Savane », José Houel).

éditeur de tissus bien connu a imaginé une assiette en porcelaine blanche dont l'aille est décorée d'un trompe-l'œil de galuchet, en bleu ou vert tendre, souligné d'un filet or (290 F la grande assiette).

Pour un buffet de réveillon entre copains, décor de Noël et déco de Noël sont conjugués avec les nouvelles nappes cirées Vénitia ; des jetés de confetti ton or y pétillent sur un fond brillant noir, rouge ou blanc (65 F le mètre en 138 centimètres de large). Astucieuse pour une réception debout, les « assiettes-cocktail » de Gien sont dotées d'une pince (qui se clippe sur le rebord) avec un anneau ciselé comme support-verre. Le coffret de six assiettes à décor potager ou verger vaut 210 F.

Pour un réveillon à la neige, une nappe cirée de Bulgome est parsemée de petits chalets rouges nichés dans des boqueteaux de sapins (65 F le mètre en 140 cen-

timètres). A la boutique « Fleurs et paysages » (116, rue du Bac à Paris), de nouveaux décors de table sont aussi conçus pour un Noël moutagnard ou campagnard. En centre de table, une couronne de paille est garnie de gros nœuds de rubans écossais et de bougies rouges (150 F).

Sur une table citadine, une manière raffinée d'habiller un haut bougeoir avec une parure faite d'un large ruban argent, d'un peu de tulle et d'une branche de sapin (« Fleurs et paysages »). Les bougies de Noël se renouvellent aussi. Dans les boutiques « Point à la ligne » (177, bd Saint-Germain et 67, av. Victor-Hugo à Paris), certaines ont la forme de sapins stylisés rouges, verts ou d'un blanc nacré ; trois tailles, de 30 F à 95 F. D'autres, contenues dans des pots en verre satiné, gravé de diagonales, exhalent en brûlant des senteurs fleuries ou épicées.

JANY AUJAME.

DISQUES

Jazz

Jean-Pierre Llabador : « Coïncidences »

Un guitariste dont la carrière est déjà belle, Jean-Pierre Llabador, a enregistré à Montpellier, avant le Festival de 1986, un recueil d'œuvres personnelles tout à fait réussi. Ce musicien, qui avait étudié chez Evelynne Labaudette, au conservatoire de la ville, a fondé, voici dix ans, le groupe Coïncidences. Il a pris le pluriel pour donner un titre à l'album. Nous aimons beaucoup « Saint-Drézéry Blues », hommage affectueux à une petite cité de l'Hérault, mais aussi les Brumes, Reflets et So What Impression Thén.

En 1981, le jazzman montpelliérain a éprouvé le besoin de consolider sa technique au Guitar Institute of Technology de Los Angeles où professaient notamment Joe Pass, Howard Roberts et Joe Diorio. C'est à Diorio que se réfère surtout Llabador dont le public des manifestations d'été connaît le talent. Tous les thèmes du disque sont de lui, et il les joue avec tendresse, comme un homme aimé des dieux.

« 52 Rue Est », 2, rue de la Brague, Valbonne.

LUCIEN MALSON.

Gérard Pansanel : « Calypso »

Pansanel est élève de l'infatigable Joe Diorio, ancien compagnon de route d'Édith Piaf, Sonny Stitt, Benjie Green, et devenu maître en didactique. Diorio présente avec chaleur, comme il l'avait fait pour le microsillon de Lisbedur, le volume de Pansanel, enregistré, lui aussi, à Montpellier. Le leader a su choisir son monde : Doudou Gouirand (saxophone alto), Antonello Salis (piano), Michel Benita (basse), Aldo

Ramano — toujours dans les bons coups — (drums).

Le Languedoc inspire, et nous vaut trente-sept minutes de filène. Calypso nous retient sur son île. Elle est adorable, Calypso. Nous, nous jouons l'Anti-Ulysse. Nous ne pensons pas une seconde que nous aurons à la quitter.

L. M.

« Owl Records 036. Distribution OMD.

Classique

Trois œuvres de Michel Decoust

Né en 1936, élève de Pousseur, Stockhausen et Boulez, Michel Decoust s'est toujours intéressé, parallèlement à sa carrière de compositeur, à la pédagogie musicale, et ce très concrètement, aussi bien comme directeur du conservatoire de Pantin et à l'IRCAM, que maintenant au ministère de la culture. Il fut l'un de ceux qui, il y a quinze ans,

proclamant la nécessité de s'échapper du sérialisme, et les trois œuvres réunies sur son premier disque reflètent bien son évolution.

Relève d'esquisses est une suite de sept pièces composées entre 1965 et 1981, et faisant intervenir, sur des poèmes de Claude Minérail, et de Jos. Bouquet, une voix de soprano (Irene Jarsky) et quelques instruments (pas toujours les mêmes) : style acéré et concis, se réclamant, expressément de Webern. La seconde face s'ouvre sur une assez étonnante Sinfonietta pour dix instrumentistes (1983) : discours introspectif, parfois aux limites de l'immobilité et du silence, avec d'étranges sonorités dans le registre grave (Guy Reibel dirige l'Ensemble de l'Institut). Pour finir, Pierre-Yves Arnaud joue le Cygne (1982), pièce pour flûte alto retentant moins l'attention, et de toute façon plutôt brève (moins de dix minutes).

Ce disque bien rempli (près d'une heure) inaugure une collaboration entre Radio France et les éditions Salabert.

MARC VIGNAL.

« Harmonia Mundi, HMC 5152.

SKIEZ PLUS... DÉPENSEZ MOINS !
STATION
Les Karellis
Tél. : 79-59-50-36

SAHARA PASSION
Des excursions, montées à cheval, en canyoning, en kayak, en rafting, en hélicoptère, en 4x4, en avion...
NOMADE
Maison de Vacances - 19817 FAYEN
Téléphone : 24.30.00 (01.30.30)

LE CRÊT L'AGNEAU
25650 MONTBENOIT (Doubs)
Tél. 16 81-38-12-51
FERME DU XVII^e siècle
tout confort. Cuisine et pain maison, table d'hôtes 12 personnes. Noël et janvier. Ski de fond. Prix par pers./sem. : à partir de 1850 F et selon période. Pens. complète + vin + matér. de ski + accompagnement.

RÉSIDENCES CAMPAGNE MER MONTAGNE

SAVOIE
STATION SAINT-JEAN-D'ARVES.
Loux STUDIOS 4, 6 ou 8 personnes de janvier à avril.
Domaine skiable relié avec Corbier, Tignes par télécabine.
Tél. 79-59-72-44.

COTE D'AZUR
Mer 600 m. Petits STUDIOS. Parking. Plac. 2 pers. 1100 F/sem. 2 sem. 1715 F. 4 sem. 2770 F (cf vac. scol.). Promotion du 4 au 25/1 - 5 %.
ROI SOLEIL
153, boul. Kennedy, 06600 ANTIBES.
Tél. 93-61-68-30.

PHILATÉLIE

n° 1926

Dans le programme 1986...

— Il faut prévoir un troisième carnet à l'occasion de la Journée du timbre.

Le nouveau carnet contiendra six timbres de la « J.T. » imprimés dans des couleurs différentes de celles en feuilles.

A cette occasion, il est rappelé aux philatélistes qu'ils peuvent, à tout moment, modifier leur réservation dans les bureaux de poste et, surtout, ne pas oublier de mentionner chaque fois le nombre de carnets désirés.

« POINTS PHILATÉLIE » : deux nouveaux ont été ajoutés à Salsines (Charente-Maritime), le 4/11/85, et à Bergane (Dordogne), le 18/11/85. Prochainement à Montargis (Loiret), le 6/1/86.

« HONGRIE » : trois enfants magyars, dans la neige, représentent les mages parcourant la puszta avec la crèche pour annoncer le « Karis-estny 85 ».



Le timbre est de 2 forints, réalisé par Kénel Lázló, imprimé en offset à Budapest.

« BARBADE » : cent cinquantième anniversaire de la Police Royale du pays, une série de quatre timbres, 25, 50, 65 cents et 1 \$, ainsi qu'un bloc-feuillet contenant un timbre de 2 \$.

« FALELAND (les) » : à l'instar du Territoire antarctique britannique, également une série de quatre timbres avec



les effigies des naturalistes et leurs sujets préférés : 7 p., Philibert Comerson (1727-1773) ; 22 p., René Primevère



Lesson (1794) ; 27 p., Joseph Paul Gaimard (1796) ; 54 p., Charles Darwin (1809-1882).

« FALELAND (Dépendances des) » : en raison de leur voisinage avec le TAB, elles s'associent avec des émissions consacrées aux naturalistes célèbres : 7 p., Dumont d'Urville (1790-1842) ; 22 p., Johann Reinhold Forster (1724) ; 27 p., Johann Georg Adam Reuter (1754) ; 54 p., Joseph Banks (1733-1820).

« TIDJIH » : série d'oiseaux de mer, 15 c., pterodroma leucoptera brevipes ; 20 c., fregata ariel ; 50 c., sula leucogaster ; 1 \$, sterna bergii.

ADALBERT VITALYOS.

Le Monde des PHILATÉLISTES

Tout ce qu'il faut savoir pour mieux gérer votre patrimoine philatélique

LE PÈRE NOËL • LA COMÈTE DE HALLEY

Chez votre marchand de journaux

Vient de paraître...

L'EGYPTÉ DES MAINS MAGIQUES
par Denise Azamoun
Dépôt : Librairie des Blancs-Manteaux
9 bis, rue des Blancs-Manteaux
75004 PARIS

GRAND VIN DU BORDEAUX
CHATEAU DE BARBE BLANCHE
LUSSAC SAINT-EMILION

Les films de la semaine

MANCHE 15 DÉCEMBRE
Victoire en chapeau

Le farouche

1959 en 40 ans

Le farouche

Le farouche

Le farouche

Le farouche

Le farouche

Le farouche

Le farouche

Le farouche

Le farouche

Le farouche

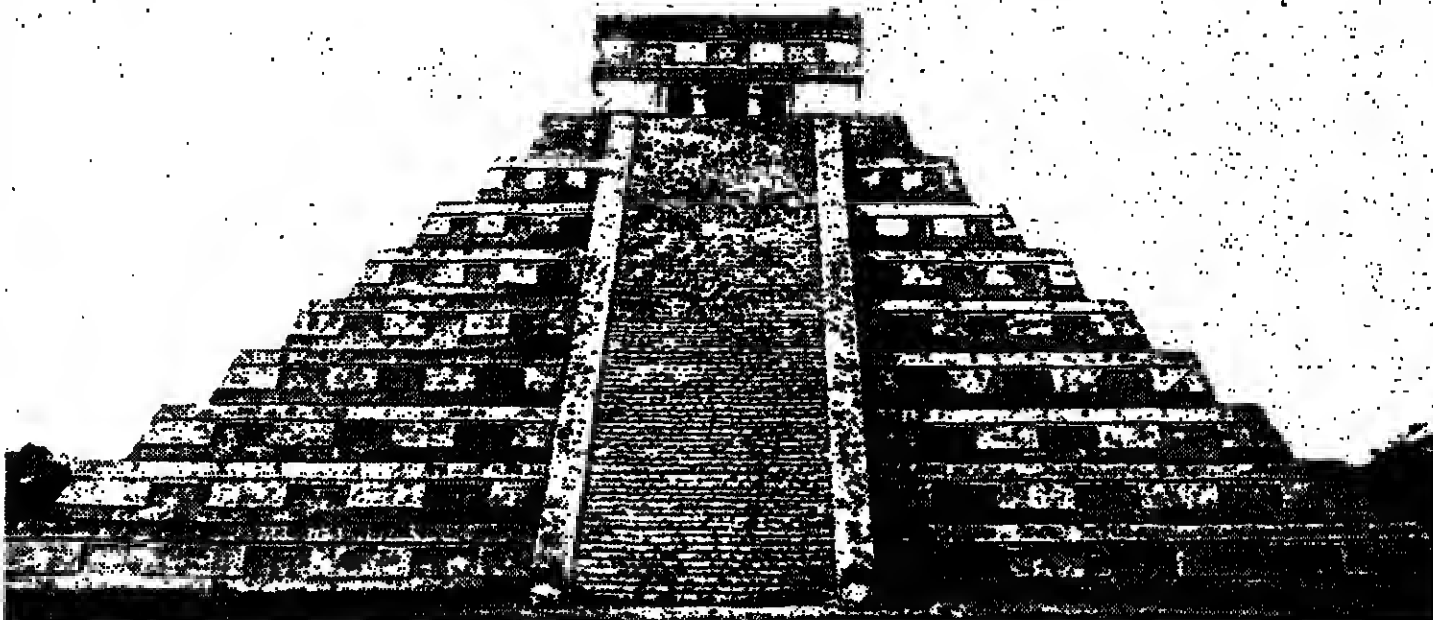
Le farouche

Le farouche

Le farouche

DES PYRAMIDES ANTIQUES. DU SOLEIL TOUTE L'ANNÉE. UNE POPULATION CHALEUREUSE.

Mexico.



La pyramide « El Castillo » à Chichen Itza.

C'est le Mexique, pays des découvertes insoupçonnables ! Quel est le pays qui peut vous fasciner par ses merveilles archéologiques — châteaux, temples et pyramides, vestiges d'anciennes civilisations indiennes ? Quel est le pays qui peut vous offrir du soleil toute l'année et 10.000 km de plages magnifiques ? Tout cela vous appartient dès votre arrivée au Mexique, où vous serez l'hôte d'une population chaleureuse et amicale prête à vous accueillir.

Turismo de México



Le Mexique, Pays d'accueil de la Coupe du Monde 1986

© 1985 Mexico Tourism

Festivités sur les trois chaînes

Comme d'habitude, les trois chaînes se mettent en quatre pour les fêtes. Cette année, pourtant, on a tendance à mettre les petits plats dans les grands. Du pétillant certes — des opéras, des opérettes, beaucoup de musique ! — mais peu de ces « grandes créations » comme on en trouvait il y a quelques années encore. Si, une... la Barbe bleue, une merveille ! Un cadeau de TF1.

TF1 : de Bach à Barbe bleue

Diversité, musique, jeunesse... voici les grandes tendances annoncées par la première chaîne.

Diversité ? Les froufrous en coulisses du Moulin Rouge, présentés par Jean-Pierre Cassel (mardi 23), la comédie musicale *Emilie Jolie*, succès du Cirque d'Hiver, contes dépeuplés et costumes de Thierry Mugler (mardi 24). Diversité ? Les innombrables variétés, avec les noms sans surprise et les shows attendus : Michel Sardou (le vendredi 27), Sylvie Vartan, Mireille Mathieu, Nana Mouskouri, suivis d'un autre gala avec nos présentateurs chéris ou détestés, Patrick Sabatier, Stéphane Collaro, Léon Zitrone... (le 31). Seul, peut-être, le spectacle concocté par la folle équipe de Jérôme Savary — l'histoire du showbiz revisitée par le Grand Magic Circus — nous révélera-t-il quelque surprise (le 27) ?

Aux mélomanes, TF1 propose un bon choix. Passons sur le *Casse-Noisette* sur glace, pour nous régaler avec *Cinopéra* (le 25), un festival de films allant des premiers péplums de Cinecittà — avec Gina Lollobrigida ou Sophia Loren chantant en play-back — aux dernières superproductions, style *la Flûte enchantée*, *Don Giovanni*, *Carmen* ou *la Traviata*. Erle Lipmann, qui nous a préparé cette soirée, nous propose également trois autres émissions haut de gamme, l'une avec Jean-Sébastien Bach, trois heures entières sous la bénédiction de Herbert von Karajan (le 26), deux autres avec le violoniste Itzhak Perlman (le 28 et le 30).

Pour que les enfants soient sages, on leur a préparé des tas de séries, fictions, dessins animés, jeux en tout genre. Cinquante heures en tout. Il y aura Punky Brewster. Un Jules Verne de haute mer, des géomètres. Il y aura surtout *la Barbe bleue* d'Alain Ferreri, une réhabilitation du monstre, l'espoir dans le noir, poésie et frayeur, humour, émotion, pour eux, pour nous.

Antenne 2 : Girls of Paris...

Tandis que *L'affaire Caillaux* rebondit (pour notre plaisir), une autre série



La Barbe bleue avec Sami Frey.

commence sur A2, dont on ne dira pas autant de bien ! *Hello Einstein*, énorme coproduction tournée en Allemagne, en Suisse, en France, au Mexique, est « éditée » jusqu'à fermer un œil, puis deux. *Esclave et pharaon*, de Gérard Brach et Patrick Meunier est le seul bon téléfilm prévu.

Antenne 2, comme TF1, propose des variétés (plus déshabillées). André Halimi, qui a préparé un portrait de Michel Audiard (le 23), nous montrera, les plus belles filles du monde des cabarets de la capitale (le 31). On finira l'année avec Zizi Jeanmaire. Pour le premier réveillon (le 24), Pierre Tchernia et Jacques Rouland mêlent l'amusement en sélectionnant des caméras invisibles (pas très novateur mais toujours bon !) et la poésie du splendide dessin animé de Paul Grimaud et Jacques Prévert, *le Roi et l'Oiseau*.

Côté musique, *Ciboulette*, l'opérette de Reynaldo Hahn, avec l'Opéra de Monte-Carlo, n'est pas ce qui s'est fait de mieux, on conseillera en revanche la soirée de Jacques Chancel avec Luciano Pavarotti, le Falstaff du bel canto (le 22). Les amoureux du cinéma ne devront pas manquer du 23 au 26 décembre, une série de cinq émissions sur les frères Lumière, images rares, restaurées par les archives du film et Antenne 2. Ni le 27,

le très grand classique, *les Chasses du comte Zaroff*, qui date de 1932, ni le 29 *Don Giovanni*, de Joseph Losey.

Histoire du soldat est un merveilleux conte russe, un dessin animé sur une musique de Stravinski (le 25).

FR 3 : Autant en emporte le vent !

FR 3, qui a toujours aimé follement le cinéma, nous offre cette année une surprise de taille, la version intégrale de *Autant en emporte le vent* ! C'est la première fois que ce film hollywoodien aux onze oscars, est diffusé à la télévision française. On le verra le 29, trois heures trente en v.o. sous-titrée, ou bien, rediffusé, en deux fois, en v.f., les 6 et 7 janvier. Que deviendra sur le petit écran ce monument qui a marqué nos adolescences avec la fine moustache de Clark Gable et la capricieuse Vivien Leigh ?

Autre événement : dans le cadre de « La dernière séance », le dernier film de James Dean, *Géant*, suivi de *l'Homme qui rétrécit* !

Côté variétés et divertissements, FR 3 a su maintenir un ton, une certaine qualité. On passera d'une année à l'autre en compagnie de Fred Astaire, dans une émission de trois heures, enregistrée à Los Angeles par CBS en 1981. André Halimi, qui orchestre déjà diverses festivités sur A2, propose pour la « Trois » une émission avec quelques-uns de nos grands conteurs : Popoek, Sylvie Joly, Michel Boujenah, Darryl Cowi, Coluche, Bernard Haller... (le 27). D'un jour à l'autre, on ira de Bill Baxter à Raymond Devos, du groupe Téléphone à Yves Simon et Fernand Raynaud.

Parmi les créations, signalons : *l'Enigme blanche*, de Peter Kassovitz, un huis-clos avec Bulle Ogier, Jean Rochefort et Claude Rich. (le 26) et *les Nouvelles du monde*, sept petites fictions produites par les stations régionales de FR 3.

Petits et grands documentaires, contes, dessins animés, variétés, les petits « enfants sages » ont aussi leurs cadeaux. Ils ont surtout, chaque jour, un long métrage, un vrai film et parfois deux.

CATHERINE HUMBLLOT.

Les films de la semaine. Le palmarès de Jacques Siclier. ■ A VOIR

DIMANCHE 15 DÉCEMBRE

La Victoire en chantant ■

Film français de Jean-Jacques Annaud (1976), avec J. Carmot, J. Spesser. TF 1, 21 h (90 mn).

1915 en Afrique noire. Les ressortissants français d'un comptoir isolé apprennent le conflit entre la France et l'Allemagne. Ils organisent une expédition contre un petit poste allemand. La première partie du film est bouffonne ; la deuxième tourne au drame. L'ensemble forme une virulente satire contre le colonialisme, la sottise de certains êtres humains.

Les Révoltés du Bounty ■

Film américain de Frank Lloyd (1935), (v.o. sous-titrée, N.). FR 3, 22 h 30 (130 mn).

A la fin du dix-neuvième siècle, l'équipage d'un voilier anglais se révolte contre le capitaine ; la version de référence d'une histoire portée plusieurs fois à l'écran. C'est la grande époque d'Irving Thalberg à la MGM. Pas une bavure, pas un temps mort dans le scénario et la mise en scène. Clark Gable viril, fort et décidé, s'oppose à Charles Laughton, extraordinaire.

LUNDI 16 DÉCEMBRE

La Petite Fille au bout du chemin ■

Film franco-canadien de Nicolas Gessner (1976), avec J. Foster, M. Sheen. TF 1, 15 h 40 (95 mn).

Une fille de treize ans défend farouchement l'accès de la ville où elle vit seule avec son père, qu'on ne voit jamais. D'après un roman de Laird Koenig : mystère, angoisse et troubles de la pré-adolescence.

Citizen Kane ■

Film américain d'Orson Welles (1940), avec O. Welles, J. Corten (v.o. sous-titrée, N.). TF 1, 20 h 35 (110 mn).

Enquête sur le secret de « rosebud », le dernier mot prononcé par un vieillard très

riche et très puissant qui vient de mourir. Le premier film d'Orson Welles, avec d'énormes qualités de génie : construction en retours en arrière selon plusieurs points de vue sur le même personnage, utilisation de la profondeur de champ, mise en scène et montage « révolutionnaires ». Plus les thèmes de la volonté de puissance, du pouvoir de l'argent, de la recherche du temps perdu. Plus une interprétation prodigieuse. Avec Citizen Kane, le cinéma moderne commence.

Le Chanteur de Mexico ■

Film franco-espagnol de Richard Portier (1956).

FR 3, 16 h 05 (100 mn). Un jeune Basque, sosie d'un chanteur célèbre, remplace celui-ci au cours d'une tournée au Mexique. Une opérette filmée, musique de Francis Lopez (hélas !) et deux rôles pour Mariano. Le nanaï chantant du lundi après-midi.

La Vieille Fille ■

Film français de Jean-Pierre Blanc (1971), avec A. Girardot, P. Noiret. FR 3, 20 h 35 (95 mn).

Vacances sur une plage de la Méditerranée. Rencontre d'une femme célibataire timide et complexe et d'un quadragénaire solitaire. Le regard du réalisateur, qui s'acorde avec un humour noir cruel sur le milieu environnant, épargne seulement ce couple aux maladroites touchantes dans la recherche de l'amour.

MARDI 17 DÉCEMBRE

Les Grandes Manœuvres ■

Film français de René Clair (1955).

A2, 20 h 35 (105 mn). En 1906, dans une petite ville de garnison, un lieutenant de dragons, sorti de Don Juan, entreprend de séduire, à la suite d'un pari stupide, une femme dont il tombe vraiment amoureux. Une comédie de mœurs teintée de gravité, d'amertume, la perfection de l'univers et du style de René Clair, deux grands rôles de Gérard Philipe et Michèle Morgan.

L'Attaque de la rivière Rouge ■

Film américain de Rudolph Maté (1954), avec Van Johnson, J. Dru. FR 3, 20 h 35 (85 mn).

Dans les derniers mois de la guerre de Sécession, un officier sudiste s'empare de mitrailleuses de l'armée nordiste. Un rançage les lui vole pour les vendre à des Indiens. Un western d'action pure. Inédit en France.

MERCREDI 18 DÉCEMBRE

Flash Gordon ■

Film américain de Fimction Associates (1978).

A2, 14 h (95 mn). Exploits de Flash Gordon (Guy L'Esclapart), devenu agent du Pentagone, sur le planète où règne l'empereur Ming, qui veut détruire la Terre. Une célèbre bande dessinée transformée en dessins animés fantastiques.

JEUDI 19 DÉCEMBRE

La Scarlatine ■

Film français de Gabriel Aghion (1983), avec B. Fossey, C. Malavoy.

A2, 20 h 35 (100 mn). Un petit garçon est élevé par sa mère, sa grand-mère et son arrière-grand-mère. Un homme n'appartenant pas à la tribu s'prend de la mère. Une comédie de mœurs, agréable.

VENDREDI 20 DÉCEMBRE

Le Fils de Frankenstein ■

Film américain de Rowland V. Lee (1939), (v.o. sous-titrée, N.).

A2, 22 h 55 (95 mn). Le fils du baron de Frankenstein revient au château de ses ancêtres et redonne vie à la créature fabriquée par son père. Dernier vestige intéressant — par les décors, la présence de Bela Lugosi auprès de Boris Karloff — d'un mythe alors en perte de vitesse.

Samedi

14 décembre

TELEVISION FRANÇAISE

1

8.00 Bonjour la France. 9.00 Parlez gagnant. 9.45 5 jours en Bourse. 10.00 Reprise : Performances (diff. le 11 décembre). 10.30 Reprise : Les trois premières minutes (diff. le 11 décembre). 11.00 Haut de gammes, magazine musical (diffusé en simultané sur France-Musique). 12.00 Tournées... mariage. 13.00 Journal. 13.35 La séquence du spectateur. 14.10 Le rendez-vous des champions. 14.20 Série : Pour l'amour du risque. 15.15 Le merveilleux voyage de Nils Holgersson. 15.45 Casaque et bottes de cuir. Magazine du cheval et tiré à Enghien. 16.20 Temps X. Magazine de la science-fiction. 17.10 Série : Sandokan. 18.05 Trente millions d'armes. 18.30 La route bleue. Magazine de la sécurité routière. 18.35 Magazine auto-moto. 19.05 D'accord, pas d'accord (INC). Les produits de Noël au banc d'essai. 19.10 Jeu : Anagram. 19.40 Cocorococoboy. 20.00 Journal. 20.35 Tirage du Loto. 20.40 Feuilleton : Les Colonnas du ciel. D'après le roman de B. Clavel, adapté, J. Pratte, réal. G. Axel. Avec A. Kreis, J.-P. Bouvier, J. Philippe... Deuxième épisode. L'action se passe au dix-septième siècle, pendant la guerre de Trente Ans, une guerre qui pousse les populations à fuir à travers le comté. Un groupe s'est réfugié dans le pays de Vaud. Après avoir bravé le froid, la faim, la peur, quelques-uns ont décidé d'accueillir dans un village baptisé Résurrection les enfants arrachés par le docteur Blondel à la folie meurtrière. Une fresque un peu théâtrale sur l'histoire paysanne. 22.15 Droit de réponse : Un commerce très extérieur. Émission de Michel Polac. Avec M^{me} Edith Cresson, ministre du commerce extérieur et du redéploiement industriel, M^{me} E. Vannier (RTL), G. Legendre (« le Nouvel Economiste »), P. Burrel (« Ouest-France »), P. Frericks (Télévision néerlandaise), N. Bray (« Wall Street Journal »), D. Loreday (« The Economist », britannique), un journaliste allemand, un représentant commercial d'une ambassade de France à l'étranger, un acheteur étranger. 0.00 Journal. 0.15 Ouvert la nuit. Série : Les Inconscrits (redif.).

ANTENNE 2

2

8.55 Journal des sourds et des malentendants. 9.15 Gym tonik. 9.50 Reprise : Apostrophes (dans la plus stricte intimité, diff. le 13). 11.00 Le journal d'un siècle, de L. Bérlioz. Édition 1930. 12.00 A nous deux. 12.45 Journal. 13.25 Série : Cannon. 14.15 Superplatin. Fine Young Cannibals ; Gilbert Montagné ; Nacht und Nebel ; Jane Birkin ; Jean-Yves L'évaux. Les jeux du stade. Basket : Limoges-Orthez : ski, à Leysin et à Val Gardena ; boxe : transylvanie, à Antibes. Les extraits de l'aventure. « Ballons glacés » (des montgolfières sur la banquise). 18.00 Récit A2. Les Shadoks : Les aventures de M. Domo ; Les mondes engloutis ; Téléchat. 18.50 Jeu : Des chiffres et des lettres. 19.10 D'accord, pas d'accord (INC). 19.15 Émissions régionales. 19.40 Jeu : La trappe. 20.00 Journal. 20.35 Variétés : la 2 500^e des « Grosses Têtes ». Les meilleurs moments de la soirée-anniversaire des « Grosses Têtes », la célèbre émission radiophonique créée en 1977 sur RTL, et devenue rapidement un véritable « fait de société », battant tous les records d'écoute l'après-midi. Philippe Bouvard a réuni au Palais des congrès quarante de ses anciens invités, parmi lesquels Jean Anadoul, Philippe Castelli, Thierry Le Luron, Alain Gillot-Pétré, notre collaboratrice Claude Sarraute, etc. 21.55 Les histoires d'Ono-Willy ; Ivanhoé. 22.25 Magazine : Les enfants du rock. Rock'n'roll graffiti, avec D. Gérard, N. Holloway, P. Anka ; A la rencontre du groupe « The Cure », à Londres ; Marc Seberg, de Rennes à Saint-Malo, portrait d'un groupe breton, par notre collaborateur Alain Wals. 0.00 Journal.

FRANCE RÉGIONS

3


11.55 Les Mutilés du Mans ; 12.15 Connexions, de l'ANPE et l'ONISEP ; 12.50 Les pieds sur terre, magazine agricole ; 13.30 Horizon, magazine des années ; 14.00 Le grand élan de l'industrie ; 14.30 Banque, Bourse, finances ; 15.30 Métiers d'avenir ; 15.45 Rapports, magazine du ministère du travail. 16.15 Liberté 3. Magazine des associations. 17.30 Émissions régionales. Programmes autonomes des douze régions. Sauf à 18 h 55 et à 19 h 55, où l'on verra sur tout le réseau la Pamphète rose. 20.04 Disney Channel. Cocktail de dessins animés et de programmes de Disney Channel. La grande soirée familiale : les aventures de Winnie l'ourson, Mickey, Zorro, Donald et, trésors de la soirée, les DTV, les vidéo-clips, montages inédits de dessins animés sur les plus grands « tubes » des vingt dernières années. 21.50 Journal. 22.15 Feuilleton : Dynastie. Amanda demande à Alexis de reconnaître qu'elle est sa vraie mère et d'avouer qu'il est son père. Jeff fait la rencontre d'une jolie veuve. Les liens se font et se défont... 23.00 Musiques. « Concerta en ré majeur pour deux violons et orchestre », de Vivaldi, par l'orchestre symphonique de Boston.

PÉRIPHÉRIE

● RTL, 20 h, Les deux font la paire ; 21 h, A vous de choisir : Banco, téléfilm de G. Englund, ou : Les Derniers jours de Pompéï, film de M. Bonnard ; 22 h 35, Variétés : Annie Girardot. ● TMC, 20 h, Knight rider ; 21 h, Série : Massada ; 23 h 35, Monte-Carlo zoom ; 23 h 45, Sky Trax. ● KTR, 20 h, Autant en emporte le vent, film de V. Fleming ; (1^{re} partie) ; 21 h 50, Jeu : Le mot de la fin. ● KTR-TELE 2, 20 h, Autant en emporte le vent, film de V. Fleming ; (1^{re} partie) ; 21 h 45, Gymnastique. ● TSR, 20 h 5, Feuilleton : Maguy ; 20 h 40, Polar du samedi soir : La peau du rôle ; 22 h 30, Bandolero, film d'A. McLaglen.

صباحنا من الامل

	Dimanche 15 décembre	Lundi 16 décembre	Mardi 17 décembre
TÉLÉVISION FRANÇAISE 1	<p>8.00 Bonjour la France ; 9.00 Emission islamique ; 9.15 A Bible ouverte ; 9.30 Orthodoxie ; 10.00 Présence protestante ; 10.30 Le jour du Seigneur ; 11.00 Messe à Jézé (Ile-et-Vilaine, préd. P. François Kabasala, prêtre zairois) ; 12.00 Télé-foot 1.</p> <p>13.00 Journal.</p> <p>13.25 Série : Starzky et Huteh.</p> <p>14.20 Les habits du dimanche.</p> <p>15.00 Dessin animé : Alice au pays des merveilles.</p> <p>15.30 Sports dimanche.</p> <p>16.45 Scoop à la une.</p> <p>17.30 Les animaux du monde.</p> <p>18.00 Feuilleton : Dallas.</p> <p>19.00 De nouveaux coups bas dans la famille Ewing.</p> <p>19.30 Journal.</p> <p>20.00 Ça nous intéresse, M. le président.</p> <p>21.00 Cinéma : la Victoire en chantant.</p> <p>22.25 Sports dimanche soir.</p> <p>23.25 Journal.</p> <p>23.40 C'est à lire.</p>	<p>9.15 ANTIOPE 1 ; 9.30 Canal FIT ; 10.45 La Une chez vous ; 11.00 Challenges 85 ; 11.30 Les jours heureux ; 12.02 Tournées... manège.</p> <p>13.00 Journal.</p> <p>13.50 Série : l'Adieu aux ex (redif.).</p> <p>14.45 Noël au cœur.</p> <p>15.30 La chienne et le chat.</p> <p>16.45 Cinéma : la Petite Fille au bout du chemin.</p> <p>17.10 La maison de TF 1.</p> <p>17.30 La chienne et le chat.</p> <p>18.00 Salut les petits loups.</p> <p>18.30 Mini-journal pour les jeunes.</p> <p>18.45 Feuilleton : Santa-Barbara.</p> <p>19.15 Jeu : Anagram.</p> <p>19.40 Cocorocoboy.</p> <p>20.00 Journal.</p> <p>20.35 Cinéma : Citizen Kane.</p> <p>22.40 Journal.</p> <p>23.25 C'est à lire.</p> <p>0.10 RFE.</p>	<p>9.15 ANTIOPE 1 ; 9.30 Canal FIT ; 11.15 La Une chez vous ; 11.30 Les jours heureux ; 12.02 Tournées... manège.</p> <p>13.00 Journal.</p> <p>13.50 Série : Les 40° rugissants (redif.).</p> <p>14.45 Noël au cœur, à Grenoble.</p> <p>15.30 La vie d'une famille dans le Yukon (Canada).</p> <p>16.45 Tons et Jerry.</p> <p>17.10 La maison de TF 1.</p> <p>17.30 La chance aux chansons.</p> <p>18.00 Salut les petits loups.</p> <p>18.30 Mini-journal pour les jeunes.</p> <p>18.45 Feuilleton : Santa-Barbara.</p> <p>19.15 Jeu : Anagram.</p> <p>19.40 Expression directe : le RPR ; l'Assemblée nationale.</p> <p>20.00 Journal.</p> <p>20.30 D'accord pas d'accord (INC).</p> <p>20.35 Les grands écrans de TF 1 : Au plaisir de Dieu.</p> <p>21.00 D'après le roman de Jean d'Ormesson. Réal. R. Masuyer. Avec J. Dumesnil, F. Lambert, L. Berjon... (redif.).</p> <p>21.30 Le duo Souffrine de Plessis-Vaudreuil, vices patriarches d'une famille aristocratique, a quelques difficultés à suivre l'évolution du temps. En ce quatrième épisode on assiste aux débâcles de deux de ses petits-fils, l'un militant ouvrier, l'autre proche du fascisme. Une saga qui est beaucoup de succès lors de sa diffusion il y a huit ans.</p> <p>22.05 Série : Le plus grand musée du monde.</p> <p>22.30 Journal.</p> <p>23.25 C'est à lire.</p> <p>23.40 Tiffy, comprendre l'information.</p>
ANTENNE 2	<p>9.30 Informations et météo ; 9.35 Les chevaux du tiercé ; 10.00 Récité A2 ; 10.30 Série : Un seul être vous manque ; 11.30 Entrez les artistes.</p> <p>12.45 Journal.</p> <p>13.20 Tout le monde le sait.</p> <p>14.30 Série : Le juge et le pilote.</p> <p>15.20 L'école des fans.</p> <p>16.15 Série : Mademoiselle le juge.</p> <p>17.00 D'après R. Thévénaz, scénario de P. Modiano (redif.). Avec S. Signoret, M. Garrel, P. Léotard.</p> <p>18.30 Feuilleton : Maguy.</p> <p>19.00 Stade 2.</p> <p>20.00 Journal.</p> <p>20.35 Musiques au cœur : Mado Robin.</p> <p>21.00 Émission de E. Ruggieri, réal. A. Adriani.</p> <p>21.30 Mado Robin, la voix la plus haute du monde : en hommage à la cantatrice disparue en 1960, des documents d'archives, mais aussi quelques-unes des plus belles voix de la jeune génération accompagnées par l'Orchestre de l'Opéra de Paris : Christine Barbaux, Michèle Lagrange, Ghislaine Raphael, dans des extraits d'œuvres de Puccini, Rossini, Gounod, Offenbach, etc. En deuxième partie, vers 22 h, le « Concert champêtre » de Poulenc sera interprété par le Nouvel Orchestre philharmonique, dir. Z. Macal, sol. E. Chojnacka (en liaison avec France-Musique).</p> <p>22.40 Magazine : Projection privée.</p> <p>23.25 Journal.</p> <p>23.40 Bonsoir les clips.</p>	<p>6.45 Télématin ; 8.45 RFE ; 10.30 ANTIOPE ; 11.30 Les rendez-vous d'Antenne 2 ; 11.35 Itinéraires, de S. Richard ; St-Lanka : Bouddha et les planteurs de riz ; 12.00 Journal et météo ; 12.10 Jeu : L'académie des neuf.</p> <p>12.45 Journal.</p> <p>13.30 Feuilleton : Rancune tenace.</p> <p>14.00 Aujourd'hui la vie.</p> <p>15.00 Montparnasse, 1905-1930 : la grande époque des cafés où se retrouvaient les peintres, les poètes et les écrivains.</p> <p>15.30 Série : Hôtel.</p> <p>16.30 C'est encore mieux l'après-midi.</p> <p>17.30 Récité A2.</p> <p>18.30 Image, imagine ; Super Doc ; Latulu et Lireli ; Dorothée et le trésor des Caraïbes ; Tchaou et Grodo ; le carnet de bord de l'école en bateau.</p> <p>18.30 C'est la vie.</p> <p>18.50 Jeu : Des chiffres et des lettres.</p> <p>19.10 D'accord, pas d'accord (INC).</p> <p>19.15 Émissions régionales.</p> <p>19.40 Jeu : La trappe.</p> <p>20.00 Journal.</p> <p>20.30 Loto sportif.</p> <p>20.35 Série : Les derniers jours de Pompéi.</p> <p>21.30 D'après E. Bulwer-Lytton, réal. P. Hunt. Avec N. Chay, F. Nero, O. Hussey.</p> <p>22.20 Troisième et dernier épisode. Le prêtre Arbaccès a pris soin de mettre en scène l'assassinat d'Astondus (dont il est responsable) de façon à faire accuser Glencus. Le jeune Grec a été jeté en cachot en attendant le procès. Intrigues, rivalités, amour, haines dans la petite cité pompéienne, au premier siècle après Jésus-Christ. Un péplum vulgaire.</p> <p>22.20 Série documentaire : le carreau.</p> <p>22.30 De M. Toello, R. Thomas, J. Lallier.</p> <p>23.25 Dernière partie : le moi éclaté, ou comment on soigne les maladies du cerveau. L'histoire, l'évolution de la psychiatrie. Avec les docteurs Bigelow, Kirch, H. Laborit, H. Loo, Scheibel, Weinberger et le professeur P. Deniker.</p> <p>23.30 Journal.</p> <p>23.35 Bonsoir les clips.</p>	<p>6.45 Télématin. 11.30 Les rendez-vous d'Antenne 2.</p> <p>11.35 Les carnets de l'aventure (Le trésor de la Conception, englouti au fond des mers). 12.00 Journal et météo.</p> <p>12.10 Jeu : l'Académie des neuf.</p> <p>12.45 Journal.</p> <p>13.30 Feuilleton : Rancune tenace.</p> <p>14.00 Aujourd'hui la vie.</p> <p>15.00 Ils rechangent nos souvenirs.</p> <p>15.30 Série : Hôtel.</p> <p>16.30 C'est encore mieux l'après-midi.</p> <p>17.30 Récité A2.</p> <p>18.30 Image, imagine ; C'est chouette ; Il était une fois le cirque ; Super doc : Les aventures de M. Déno ; Le carnet de bord... Les nonnes englouties.</p> <p>18.30 Derby (pronostics).</p> <p>18.30 C'est la vie.</p> <p>18.50 Jeu : Des chiffres et des lettres.</p> <p>19.15 Émissions régionales.</p> <p>19.40 Jeu : La trappe.</p> <p>20.00 Journal.</p> <p>20.30 Loto sportif.</p> <p>20.35 Cinéma : les Grandes Manœuvres.</p> <p>21.30 Film de René Clait.</p> <p>22.25 Magazine : Cinéma-cinéma.</p> <p>23.25 Au sommaire : une rencontre avec deux producteurs israéliens américains : Menahem Golan et Yoram Globus ; un document des frères Mayfield sur Orson Welles assistant à une corrida en Espagne dans les années 50 ; un entretien avec Catherine Deneuve ; les photos d'enfance de Sandrine Bonnaire. Le magazine « glamour » du cinéma.</p> <p>23.30 Journal.</p> <p>23.45 Bonsoir les clips.</p>
FRANCE RÉGIONS 3	<p>9.00 Debout les enfants ; 10.00 Musique. Association Marlons/les ; SOS racisme ; théâtre : le Vieil Homme et la Mer ; élection spéciale : la visite du roi du Maroc ; les nouvelles littéraires... 12.00 D'un soleil à l'autre.</p> <p>13.00 Émissions en langues régionales.</p> <p>14.30 Magazine 85, émission de la GME.</p> <p>15.00 Émission pour les jeunes.</p> <p>17.30 Décibels.</p> <p>18.00 Culture Clap.</p> <p>18.30 Émission proposée par Daniel Populus.</p> <p>19.00 L'école nationale de la photographie à Arles : portrait d'un premier « art » ; fiscal ; un objet design des années 80 ; l'architecture de la réutilisation ; dossier sur la production cinématographique.</p> <p>19.30 Jeu : Documents secrets. Avec Pierre Bellemare.</p> <p>19.30 RFO hebdo.</p> <p>20.00 Série : Benny Hill.</p> <p>20.35 Série documentaire : Les rendez-vous du diable.</p> <p>21.30 Dernière partie du film tourné entre 1948 et 1957 sur l'activité éruptive des grands volcans du monde, dont le Nevado del Ruiz, en Colombie, qui avait déjà, à l'époque, fait vingt-cinq mille morts.</p> <p>21.30 Aspects du court métrage français.</p> <p>21.55 Journal.</p> <p>22.30 Cinéma de minuit : les Révoltés du « Bounty ».</p> <p>0.40 Préface à la nuit.</p>	<p>16.00 Télévision régionale.</p> <p>Programmes autonomes des douze régions, sauf à 16 h 5, où l'on verra sur tous le film le Chantier de Mexico, de Richard Porter ; à 17 h 45, La mémoire aux images ; à 18 h 55, La Panthère rose ; à 19 h 35, Un journaliste un peu trop voyant.</p> <p>19.35 Dessin animé : Les entrecroisés.</p> <p>20.05 Les jeux.</p> <p>20.35 Cinéma : la Vieille Fille.</p> <p>21.30 Film de Jean-Pierre Blanc (cycle : le cinéma français et ses stars).</p> <p>22.00 Journal.</p> <p>22.25 Boîte aux lettres.</p> <p>22.30 Émission de Jérôme Garcin : Sempé sans fard.</p> <p>23.25 L'illustrateur Sempé, né à Pessac (Gironde) le 17 août 1932, est interrogé par Jérôme Garcin, dans son appartement parisien.</p> <p>Tout en commentant des séquences d'archives et différents reportages, Sempé nous raconte sa passion : le jazz, la littérature...</p> <p>23.25 Préface à la nuit.</p> <p>Sonata pour violoncelle et piano, de D. Chesnokovitch, par T. Ozerbach-Mork, violoncelle, et W. Dalakian, piano.</p>	<p>18.45 Force 2.</p> <p>17.00 Télévision régionale.</p> <p>Programmes autonomes des douze régions, sauf à 17 heures, où l'on verra, sur tous le réseau, une fois l'opérette ; à 17 h 15 Dynastie ; à 18 h 55, La Panthère rose ; à 19 h 35, Un journaliste un peu trop voyant.</p> <p>19.35 Dessin animé : Les entrecroisés.</p> <p>20.05 Les jeux.</p> <p>20.30 D'accord, pas d'accord (INC).</p> <p>20.35 Cinéma : l'Attaque de la rivière rouge.</p> <p>21.30 Film de Rodolph Masé.</p> <p>22.05 Journal.</p> <p>22.30 Émissions régionales.</p> <p>Chaque station régionale compose son propre programme.</p> <p>L'Alsace propose : « Focalité et regards ». La région Aquitaine, des variétés : « La boîte à rythme ». Paris-Île-de-France-Centre : un match de hockey sur glace depuis Bercy ; la Lorraine - Champagne - Ardenne : un festival de musique ancienne ; la Bourgogne - Franche-Comté : Mourir au Chiff ; la Bretagne : une soirée régionale ; le Limousin - Poitou - Charentes : Georges Bonnet, Munich 1938 ou la fin d'une Europe ; le Midi-Pyrénées : Allegro ; la Normandie : Rue de l'Esplanette ; la Provence - Côte d'Azur - Corse : les chouettes ; Rhône-Alpes - Auvergne : hockey.</p> <p>23.15 Préface à la nuit.</p> <p>Rondo en la mineur de Mozart, par E. Nacouff, piano.</p>
PÉRIPHÉRIE	<p>● RTL, 20 h, Téléfilm : Miracle à Las Vegas ; 21 h 35, Journal ; 21 h 45, Grand écran (l'actualité du cinéma).</p> <p>● TMC, 20 h, Série : Madame et ses flics ; 21 h, Série : Masada ; 22 h 35, Forum RMC ; 23 h, Sky Trax.</p> <p>● RTL, 20 h 5, Autant en emporte le vent, film de V. Fleming (2^e partie) ; 23 h 5, Film musical au palais royal.</p> <p>● RTL-TELE 2, 20 h 5, Autant en emporte le vent, film de V. Fleming (2^e partie).</p> <p>● TSR, 20 h, Série : Maître du jeu ; 20 h 50, Tickets de première ; 21 h 45, Cocaine : des milliards de poison (USA : trafiquants et drogués).</p>	<p>● RTL, 20 h, Dynastie ; 21 h, L'Enigme blanche, film de P. Karmovitz ; 22 h 35, Journal ; 22 h 45, Midi-minuit.</p> <p>● TMC, 20 h, Dynastie ; 21 h 55, A bout portant, film de D. Siegel ; 22 h 45, Sky Trax.</p> <p>● RTL, 20 h, Écran-témoignage : Signes extérieurs de richesse, film de J. Monnet, suivi d'un débat sur le film.</p> <p>● RTL-TELE 2, 20 h 5, Le temps retrouvé, magazine du temps libre ; 20 h 35, Théâtre wallon : Les saurs musches.</p> <p>● TSR, 20 h 15, Spécial cinéma : Il était une fois la Révolution, film de S. Leone.</p>	<p>● RTL, 20 h, Cinéma : les Cavaliers de l'orage, film de G. Vergez ; 21 h 45, Journal ; 21 h 50, La Strada, film de F. Fellini.</p> <p>● TMC, 20 h, Les deux font la paire ; 21 h, Requiem pour un espion, film de L. Johnson ; 22 h 45, Sky Trax.</p> <p>● RTL, 20 h, Bilet de faveur : Peau de vache, comédie de Berillet et Grady ; 22 h, Il était une fois la 14^e (le mariage royal).</p> <p>● RTL-TELE 2, 20 h, Rox box ; 21 h, 25 ans de théâtre de Robert Delieu.</p> <p>● TSR, 20 h 10, Vice à Miami ; 21 h 10, Champs magnétiques : Viva Rochain ; 22 h 10, Regards : Rencontre avec Mgr Mamie ; 22 h 40, Journal : spécial session ; 23 h 5, Hockey sur glace.</p>

Mercredi 18 décembre	Jeudi 19 décembre	Vendredi 20 décembre	
<p>9.30 Antiope 1; 10.00 La Une chez vous; 10.15 Vitamine (et à 13 h 40); feuilletons, dessins animés, variétés, info...; 11.30 Les jours heureux; 12.02 Tournées... manège.</p> <p>13.00 Journal.</p> <p>16.05 Série: Schulmeister, l'espion de l'Empereur.</p> <p>17.05 Les trois premières minutes.</p> <p>17.35 La chance aux chansons.</p> <p>18.00 Salut les petits loups.</p> <p>18.30 Mini-journal pour les jeunes.</p> <p>18.45 Feuilleton: Santa-Barbara.</p> <p>19.15 Jeu: Anagram.</p> <p>19.53 Tirage du tico-tico.</p> <p>20.00 Journal.</p> <p>20.25 Tirage du Loto.</p> <p>20.30 Partons France.</p> <p>Avec Laurent Fabius, premier ministre.</p> <p>20.45 Les grands écrans de TF 1: Au plaisir de Dieu. D'après le roman de Jean d'Ormesson, réal. R. Mazoyer. Avec J. Dumont, F. Lambert, L. Barjon (redif.).</p> <p>Le duc de Plaisir-Vaudreuil assiste, impuissant, aux changements des temps; ses petits-enfants le délaissent, Anne-Marie s'est éprise de Robert Vaudreuil, un amour impossible puisque il est marié.</p> <p>22.20 Série: Le plus grand musée du monde. L'Europe du Nord au temps de Van Eyck et de Dürer. Réal. C. Vilander. Réalisateur Claude Pélissier. Avec Isabelle Huppert et Jean-Claude Brialy.</p> <p>Il est facile aujourd'hui de considérer qu'en Flandre toutes les conditions étaient réunies pour voir naître l'extraordinaire peintre que domine la figure de Jan Van Eyck. Suite de la grande série sur les trésors du Louvre.</p> <p>22.35 Performances. Magazine d'actualités culturelles de M. Cardozo.</p> <p>Reportage: le musée Picasso à deux mois; Clap pour Jean-Jacques Bellet; les Youpiers (les nouveaux conseils en entreprise ébryennes); l'agenda; la minute rétro.</p> <p>23.50 Journal.</p> <p>0.05 C'est à lire.</p>	<p>10.45 Antiope 1; 11.15 La Une chez vous; 11.30 Les jours heureux; 12.02 Tournées... manège.</p> <p>13.00 Journal.</p> <p>13.50 Série: Les 40° Rugissants.</p> <p>14.45 Documentaire: Les années du monde. Une chaîne de vie, la mer des vagues.</p> <p>15.15 Quartier en direct de Vincennes.</p> <p>15.30 Noël au cœur: à Lille.</p> <p>17.10 La maison de TF 1. Agrémenter un vêtement avec des perles ou des paillettes: Certains jolies sont-ils dangereux? La chance aux chansons.</p> <p>17.30 Salut les petits loups.</p> <p>18.30 Mini-journal pour les jeunes.</p> <p>18.45 Série: Santa-Barbara.</p> <p>19.15 Jeu: Anagram.</p> <p>19.40 Cocoricocoboy.</p> <p>20.00 Journal.</p> <p>20.30 Droit de réplique.</p> <p>Les réponses des partis politiques à l'intervention du premier ministre.</p> <p>20.45 Les grands écrans de TF 1: Au plaisir de Dieu. D'après le roman de Jean d'Ormesson, réal. R. Mazoyer. Avec J. Dumont, F. Lambert, L. Barjon (redif.).</p> <p>Dernière épisode. Après la guerre, la famille tout entière (sauf Anne-Marie devenue actrice) s'est réunie dans le château familial pour fêter les quatre-vingt-dix ans du duc de Sonthène. La série s'achève sur la révélation des mensonges et la mort du patriarche. Départs et déchirures, les systèmes de valeurs s'écroulent et la famille éclate.</p> <p>22.00 Les joies de l'information: l'enjeu. Emission présentée par F. de Closets, E. de la Taille et A. Weiller.</p> <p>Au sommaire: Kellon, une chausson dans la corbeille; Les commandos de choc de la solidarité; Le pompier providence; Jades: l'empire Tatu et l'enjeu de l'innovation.</p> <p>23.30 Journal.</p> <p>23.45 C'est à lire.</p>	<p>9.15 Antiope 1; 9.30 Canal FIT; 11.15 La Une chez vous; 11.30 Les jours heureux; 12.02 Tournées... manège.</p> <p>13.00 Journal.</p> <p>13.45 Série: Les 40° Rugissants.</p> <p>14.40 Noël au cœur, en direct du Cirque d'hiver-Boulogne.</p> <p>16.45 Série: Au nom de la loi.</p> <p>17.10 La maison de TF 1. Bénédict: le coup d'état d'un soir de fête.</p> <p>17.30 La chance aux chansons.</p> <p>18.00 Salut les petits loups.</p> <p>18.30 Mini-journal pour les jeunes.</p> <p>18.45 Feuilleton: Santa-Barbara.</p> <p>19.15 Jeu: Anagram.</p> <p>19.40 Cocoricocoboy.</p> <p>20.00 Journal.</p> <p>20.35 Droit de réplique.</p> <p>Porte-bonheur.</p> <p>Emission de Patrick Sabatier et Rémy Grambach.</p> <p>Avec Jane Birkin, Gilbert Bécaud, Daniel Balavoine, le groupe Téléphone, Michèle Torr.</p> <p>22.10 Hommage à Jean-Roger Caussimon: le Séquestré. D'après le roman de B. Pasty, adapt. G. Jorro. Avec J.-R. Caussimon, F. Dancayer, P.-A. Voli (redif.).</p> <p>Un élève d'un collège à l'éducation traditionnelle découvre la tendresse d'une femme et va devenir l'enjeu d'une bagarre idéologique. Dénonciation d'un univers clos avec un adolescent déchiré entre les « lads » artistes des jésuites et son besoin d'ouverture aux idées modernes.</p> <p>23.50 Journal.</p> <p>0.05 Tapage nocturne.</p> <p>Avec Band Aid, Simple Minds, Alain Souchon.</p>	<p>TÉLÉVISION FRANÇAISE</p> <p>1</p>
<p>6.45 Télématin. 8.15 Récré A 2 (Héidi; John et Pirlouit; Xor...); 12.00 Journal et météo; 12.10 Jeu: L'académie des neuf.</p> <p>12.45 Journal.</p> <p>13.30 Feuilleton: Rancune tenace.</p> <p>14.00 Cinéma: Flash Gordon.</p> <p>Film de Filmation Associates.</p> <p>Récré A 2.</p> <p>Les Schtroumpfs, les Poupiers, Dorothée et le trésor des Carottes; Clémentine; La Bande à BD.</p> <p>Magazine: Terre des bêtes.</p> <p>Les oiseaux des Galapagos.</p> <p>17.25 Série: Les brigades du Tigre.</p> <p>18.25 Derby (résultats).</p> <p>18.30 C'est la vie.</p> <p>18.50 Jeu: Des chiffres et des lettres.</p> <p>19.10 D'accord, pas d'accord (INC).</p> <p>19.15 Emissions régionales.</p> <p>19.40 Jeu: la Trappe.</p> <p>20.00 Journal.</p> <p>20.35 L'heure de vérité.</p> <p>M. Marie-France Garat, ex-conseillère de Georges Pompidou et de Jacques Chirac, tête de liste pour les élections de 1986, répond aux questions de F.H. de Vriou, d'A. Duhamel, d'A. Du Roy et de C. Clerc, ainsi qu'à celles des téléspectateurs.</p> <p>21.55 Le dossier d'Alain Decaux.</p> <p>MM. Lumière, père et fils, ou la naissance du cinéma.</p> <p>Antoine Lumière, le type même de l'autodidacte. Ophélie à quatorze ans, seul à Paris; le jeune apprend à plonger dans les ouvrages scientifiques, se marie, ouvre un atelier de photographie bichromique florissant. Son fils Auguste devient le photographe à la mode à Lyon. L'histoire d'une passion, d'une réussite dans une époque en plein mouvement.</p> <p>23.10 Histoire courte.</p> <p>Game over, de J.-J. Bernard; la Baillie des étoiles, de S. Dronot.</p> <p>23.40 Journal.</p> <p>0.05 Bonsoir les clips.</p>	<p>6.45 Télématin. 10.30 Antiope; 11.30 Les rendez-vous d'Antenne 2; 11.35 La télévision des téléspectateurs; 12.00 Journal et météo; 12.10 Jeu: l'académie des neuf.</p> <p>12.45 Journal.</p> <p>13.30 Feuilleton: Rancune tenace.</p> <p>14.00 Aujourd'hui la vie.</p> <p>L'horreur en direct: jusqu'où peut-on aller?</p> <p>15.00 Série: Hôpital.</p> <p>15.50 C'est encore mieux l'après-midi.</p> <p>17.30 Récré A 2.</p> <p>Image Image: Terre des bêtes (chien d'aveugle); Dorothée et le trésor des Carottes; Les mondes engloutis.</p> <p>18.30 C'est la vie.</p> <p>18.50 Jeu: Des chiffres et des lettres.</p> <p>19.15 Emissions régionales.</p> <p>19.40 Jeu: la Trappe.</p> <p>20.00 Journal.</p> <p>20.30 D'accord, pas d'accord (INC).</p> <p>20.35 Cinéma: la Scarlatine.</p> <p>Film de Gabriel Aghion.</p> <p>22.10 La Magazine.</p> <p>de la rédaction d'A 2, préparé par J.-L. Sapozito, présenté par M. Honoré.</p> <p>Le portrait du mals: Les quinze-vingt-cinq ans (le look d'une génération, leur gourou, les TUC-rock); Pain contre la faim (la réappropriation des vieux croissants permet d'aider le Comité contre la faim); Le front patriotique de Manuel Rodríguez (une organisation politico-militaire au Chili); Le système anti-blocage de freinage.</p>  <p>23.25 Journal.</p> <p>23.50 Bonsoir les clips.</p>	<p>6.45 Télématin. 10.30 Antiope; 11.30 Les rendez-vous d'Antenne 2; 11.35 Magazine: Terre des bêtes (raprise); 12.00 Journal et météo; 12.10 Jeu: L'académie des neuf.</p> <p>12.45 Journal.</p> <p>13.30 Feuilleton: Rancune tenace.</p> <p>14.00 Aujourd'hui la vie.</p> <p>Ils disent tous: maman. (Paule et Henri ont adopté onze enfants, onze mal-aimés, en plus des deux leurs).</p> <p>15.00 Tennis: Coupe Davis. RFA-Suède (à Munich).</p> <p>15.50 C'est encore mieux l'après-midi.</p> <p>17.30 Récré A 2.</p> <p>Arbre de Noël: il était une fois un chien...</p> <p>18.30 C'est la vie.</p> <p>18.50 Jeu: Des chiffres et des lettres.</p> <p>19.15 Emissions régionales.</p> <p>19.40 Jeu: la Trappe.</p> <p>20.00 Journal.</p> <p>20.30 Loto sportif.</p> <p>20.35 Feuilleton: l'Affaire Caillaux.</p> <p>Scénario de P. Moustiers, réal. Y. Andrei. Avec B. Fossey, M. Bozzuffi, N. Jamet.</p> <p>Dernière épisode. Henriette vient d'épouser Joseph Caillaux, mais le bonheur des deux époux est rapidement troublé. L'élection de Raymond Poincaré à la présidence de la République inquiète Caillaux, qui refuse de collaborer avec lui et devient le chef du Parti radical d'opposition. La lutte commence, puis blentôt les attaques qu'Henriette vit de plus en plus mal. Un feuilleton bien mené sur un des plus gros scandales du début de ce siècle, avec ce qu'il faut de rebondissements, d'arrière-train politique, de passion.</p> <p>21.40 Apostrophes.</p> <p>Magazine littéraire de B. Pivot.</p> <p>Sur le thème: couleurs, senteurs et saveurs, sont invités: Michel Serres (Le Chien Sec), Maurice Benichou (La Passion du chocolat), Pierre Escoffier pour les Souvenirs inédits d'Auguste Escoffier, Martine Jolly (Mardi M. Parmentier, on la gloire de la pomme de terre en 300 recettes), Richard Olney (Yquem), André Védal (Guide Hachette des vins de France).</p> <p>22.50 Journal.</p> <p>23.00 Ciné-club: le Fils de Frankenstein.</p> <p>Film de Rowland V. Lee (cycle fantastique).</p>	<p>ANTENNE</p> <p>2</p>
<p>14.55 Questions au gouvernement à l'Assemblée nationale.</p> <p>17.00 Télévision régionale.</p> <p>Programmes autonomes des douze régions, sauf à 17 h, où l'on verra sur tout le réseau Une vie en chanson; à 17 h 30, Edgar, le détective cambrioleur; à 18 h 55, la Panthère rose; à 19 h 35, Un journaliste un peu trop voyant.</p> <p>19.55 Dessin animé: les Entrecrochets.</p> <p>20.05 Les jeux.</p> <p>20.35 La Fête en France (s): L'Amiral Larime.</p> <p>Production FR3 Rennes.</p> <p>L'Amiral Larime. Larime qui se rime à rime. Patrick Antoine a réalisé une petite comédie qui se singularise du traditionnel show. Les chansons d'Olivier de Lussan sont mises en scène pour une promenade marine. Avec également Touré Kunda, Catherine Laro, Gilles Vignault.</p> <p>21.35 Thalassa.</p> <p>Le magazine de la mer de G. Pernoud.</p> <p>Les tonnes surfeurs de Biarritz, un reportage d'Alain Gardiner et Jean Lohse.</p> <p>22.15 Journal.</p> <p>22.45 Néopolis: la Mariée rouge.</p> <p>D'après l'œuvre de H. Jeunen, adaptation J.-J. Tarbes, réal. J.-P. Bastid. Avec P. Kléber, R. Genevieve, L. Guivier.</p> <p>Jeunen, c'est un nom parmi les jeunes loups du nouveau polar. Jean-Jacques Tarbes a adapté ces histoires parallèles qui se croisent. Il y a Didier et Camille, couple de marginaux provocateurs qui rencontrent deux voyous et leur frère défilé; un sous-directeur de banque qui rêve de créer une milice; une noce bretonne. Un polar cruel, violent, où l'homme aura raison de l'innocence.</p> <p>Prélude à la nuit.</p> <p>Macbeth (extraits), de Verdi, par l'Orchestre philharmonique de Monte-Carlo, dir. C. Schnitzler, avec S. Marynow, basse.</p>	<p>17.00 Télévision régionale.</p> <p>Programmes autonomes des douze régions, sauf à 17 heures, où l'on verra sur tout le réseau Une vie en chanson; à 17 h 30, Edgar, le détective cambrioleur; à 18 h 55, la Panthère rose; à 19 h 35, Un journaliste un peu trop voyant.</p> <p>19.55 Dessin animé: les Entrecrochets.</p> <p>20.05 Les jeux.</p> <p>20.35 Histoire d'un jour: 12 juin 1964, au nom de la loi raciste.</p> <p>Série de Ph. Alfonsi et M. Doguon.</p> <p>« Je suis prêt à mourir », lance Mandela à ses juges le 12 juin 1964, jour de son procès. Un procès dont l'historique exemplaire est rapporté pour ce douzième numéro d'Histoire d'un jour. Nelson Mandela, vingt et un ans après, est encore en prison, il représente dans le monde entier le symbole de la lutte des Noirs pour l'égalité en Afrique du Sud. Un combat de tous les jours, soutenu aujourd'hui par de nombreux pays membres de l'ONU.</p> <p>Michel Honoré, témoin des événements en 1964, et Reza, grand reporter, témoin des événements actuels, sont invités sur le plateau.</p> <p>22.05 Journal.</p> <p>22.30 Bloc-notes: François Mauriac.</p> <p>24 décembre 1957. « Cette nuit, l'Occident s'empiffre. En l'honneur de qui et de quoi tous ces bouchons assent ? »</p> <p>22.40 Météo.</p> <p>Le magazine du vin: votre cave, le vin et l'argent, le terroir, l'Alsace, les châteaux de Bordeaux présentés par Michel Doraz.</p> <p>Que boire avec un gratin de courgettes?</p> <p>23.10 Prélude à la nuit.</p> <p>Symphonie « le Feu » et 99 en la majeur de Haydn par l'Ensemble orchestral de Paris, dir. J.-P. Waller.</p>	<p>17.00 Télévision régionale.</p> <p>Programmes autonomes des douze régions, sauf à 17 h, où l'on verra sur tout le réseau Une vie en chanson; à 17 h 30, Edgar, le détective cambrioleur; à 18 h 55, la Panthère rose; à 19 h 40, Un journaliste trop voyant.</p> <p>19.55 Dessin animé: les Entrecrochets.</p> <p>20.05 Les jeux.</p> <p>20.35 Série: Madame et ses filles.</p> <p>Réal. R. Bernard. Avec F. Dancayer, E. Colin, J.-C. Fernandez.</p> <p>Eugène Calmer, le père de Larime, réalise Fréquence Vernell, la radio libre du troisième âge, qui partage son local avec les Tahiti et Shalom FM. Tandis que les trois présentateurs se disputent le micro, un commando australien envahit leur studio et les prend en otage, réclamant l'arrêt des essais nucléaires français dans le Pacifique (serait-on dans le feu de l'actualité...). Naturellement, notre malheureuse fille va enquêter.</p> <p>21.35 Quelques mots pour le dire.</p> <p>Emission de la Sécurité routière.</p> <p>21.40 Face à la 3.</p> <p>Magazine d'information d'A. Campana et I. Barrière.</p> <p>M. Alain Juppé, diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris, agrégé de lettres classiques, inspecteur des finances, entré au cabinet de M. Chirac en 1976, est aujourd'hui adjoint au maire de Paris, et secrétaire national du RPR. Il répondra aux questions d'André Campana, Geneviève Guichery, Christian Daurine et de deux invités.</p> <p>22.40 Journal.</p> <p>23.00 Mach 3.</p> <p>Magazine de l'air et de l'espace avec un invité prestigieux, Luis Rago, capitaine d'une première mondiale en mongolfière.</p> <p>Prélude à la nuit.</p> <p>« Romance, opus 373 », de Saint-Saëns, par Michel Debost, flûte et Christian Ivaldi, piano.</p>	<p>FRANCE RÉGIONS</p> <p>3</p>
<p>RTL, 20 h, Falco Crest; 21 h, La pousse de torpedo, film de J. Delmonoy; 22 h 35, Journal; 23 h 45, Midi-minuit.</p> <p>TMC, 20 h, Falco Crest; 21 h, Téléfilm: la Légende de Rudolph Valentino; 22 h 30, Sky Trax.</p> <p>RTB, 20 h, C'est à voir, magazine d'information; 21 h, Feuilleton: Miami Vice; 21 h 45, Coup de film; 21 h 55, Cargo de nuit.</p> <p>RTB-TELE 2, 20 h, Caméra sports.</p> <p>TSE, 20 h 15, Così fan tutte, opéra de Mozart (en différé du grand théâtre de Genève); 23 h 5, Journal: Spécial session.</p>	<p>RTL, 20 h, Le regard; 21 h, le Bal, film de E. Scoll; 22 h 55, Journal; 23 h 5, Midi-minuit.</p> <p>TMC, 20 h, Bayon mobile; 21 h, le Flambeau; 22 h 40, Sky Trax.</p> <p>RTB, 20 h 30, Boulevard des assassins, film de B. Touloung; 22 h 15, Cinéma: Vladimir Cosma.</p> <p>RTB-TELE 2, 20 h, Histoire: Quand la Belgique était espagnole; 20 h 35, Musique.</p> <p>TSE, 20 h 10, Temps présent: la chance de notre vie; 21 h 20, Série: Dynastie; 22 h 10, Journal: spécial session; 22 h 35, les Ruines, film de M. Sen.</p>	<p>RTL, 20 h, Falco Crest; 21 h, Téléfilm: le Massacre de Kansas city; 22 h 40, Journal; 22 h 50, Ballet: Carmen, de Bizet.</p> <p>TMC, 20 h, Falco Crest; 21 h, Téléfilm: la Femme ou le flic; 22 h 25, la Classe, film de J. Bosch.</p> <p>RTB, 20 h 5, Feuilleton: Shogun; 20 h 50, Grand écran (J.-P. Belmondo): le Cerveau, film de G. Oury.</p> <p>RTB-TELE 2, 20 h, Éléments, mon cher Einstein; 21 h, Arts magazine; 21 h 30, Bonjour l'image; 22 h 30, Tennis: coupe Davis.</p> <p>TSE, 20 h 10, Tell Quel; 20 h 45, Jésus Christ superstar, film de N. Jewison; 22 h 30, les valseurs du soir: Jean Fieurt le Doct.</p>	<p>PÉRIPHÉRIE</p>



Sélection

Les films

Les soirées du pro

SAMEDI 21 DÉCEMBRE

ANITA RIND.

tion

Films

chain week-end
DIMANCHE 22 DÉCEMBRE

11.00	Musée.
11.00	Leçons du siècle : entrées avec Marie-Claude Vaillantes-Couturier.
12.00	Des Papous dans le ténor.
13.40	Le monde est en art : entrées avec Michel Sauthier.
14.00	Le temps de se parler.
14.30	Comédie-Française : « Marion et le monde » avec M. de F. Chamaillard, F. Chamaillard, J. Destoop, F. Boes, N. Silbert...
15.55	Le temps de se rencontrer avec M. de F. Chamaillard : Histoire actuelle : l'artidivision des Français.
16.10	Microfilms.
17.10	Microfilms : Attention attractions.
20.00	Atelier de création radiophonique : « Paul Durand : Saint Isidore par J.-L. Cuvier et G. Vitis, Tenenbaum ».
20.30	Atelier de création radiophonique : « Paul Durand : Saint Isidore par J.-L. Cuvier et G. Vitis, Tenenbaum ».
22.30	Musique : Trois fois un, pr. M. Lagnez et J. Erwan, « Francophonie autour d'un piano » et J. Lagnez, « Francophonie autour d'un piano ».
0.06	Clair de nuit.

- 1.00 Les maîtres de Franco-Culture.
- 9.00 Culture matin.
- 9.15 Les enjeux culturels.
- 9.30 Les enjeux de la connoissance.
- 10.00 Les enjeux de la connoissance : genèse d'une monarchie : de G. Jaume le Conquérant au Sueres à 10.50 : Michèle, les protestes et les révoltes.
- 10.05 Les lieux de l'histoire : la grande histoire des Français aux l'Occu-tation novembre 1943 - juin 1944.
- 10.30 Musique : mirars et à 17.00.
- 11.10 Pour tout l'avenir : par les parcs des universités.
- 11.30 Feuilletins : sur les chemins d'Alto.
- 12.00 Panorama.
- 12.15 Les dernières comp.
- 14.00 Un livre, des voix : la Nouvelle Athènes de René Swennen.
- 14.30 Dante et Florence : dénomination salvatrice, une milice canons et la culture.
- 15.30 Les arts et les gens : la 2e Biennal d'art contemporain de Tours.
- 16.15, Périscope : 16 h 20, Enquête : les médias de la culture.
- 17.10 De la France, de la France : Documentation française : quarant'ans.
- 18.00 Subjectif : agora, avec Tahir B.
- 19.30 Perspectives scientifiques : l'art, l'algèbre.
- 20.00 Musique, mode d'emploi : Victor Hugo critique musical.
- 20.30 Les enjeux de la culture : Nicolas Pédraza, avec A. de Moncor.
- 21.00 D. Mary, C. Bihel, et, au sonophone, D. Lazro.
- 22.30 Les enjeux, musique judéo-arabe. Les arts sur un plateau, avec Valérie Adami.

7.00	Les maîtres de France-Culture.
7.00	Culture russe.
9.15	Les enjeux internationaux.
9.30	Les chemins de la connaissance (voir lundi).
9.05	Un maître des autres : les Toulousains et le théâtre.
10.10	Musique : micros (et à 17 h).
10.10	L'école des parents et des éducateurs : familles normales, déviants parents.
11.30	Faustreau : sur les chemins d'Alfred.
12.00	Panorama.
12.40	Inéterminé : magazine musical (Holl, solennis, de Rasthous, Bercy).
14.00	Un livre, des voix : à Albert Vidal le juriste herminé qui voulait devenir poète, de Gérard de Selve.
15.30	Se souvenir : de G. Armand Salacrou, avec G. Douliet, p. Villé, F. Fischer.
16.30	Mardi de théâtre : Mopérou, le grand, avec Brook et A. Epel, T. Krutts, G. Vigne.

- 19.30 **Parade** : agoré (traverse) et cymbale.
Broyon des courants cyméol.
- 19.30 **Parade** : musique : musique : la
science cratérienne du psychanalyste
Sendor Farnacé.
- 20.00 **Musique, mode d'emploi** : Victor
Hugo et la musique.
- 20.30 **Le Journal du corps** de
Imédia/Santé : quel mal ? Bon
malade exemplaire de l'ère du sida
le SIDA. Avec M^{me} Georgina Dufé
les professeurs P. Even, G. Mat
les docteurs W. Rozanbaum, et
les journalistes.
- 21.30 **Diagonale** : rencontres avec Les
Furey et avec le groupe bel
Mandé.
- 22.30 **Nuita ménégiénne**.
- 0.10 **Du jour au lendemain**.

- 6.00 Feuillettes : Le chanson des Nuits d'Angers.
- 7.00 Culture marine.
- 8.15 L'As social international.
- 8.30 Les chemins de la connaissance (voir Nord).
- 9.30 Méséclés : la science et la fiction : hommes et actualité du CNRS.
- 10.30 Le livre, des livres (et à 17 h).
- 11.10 Le livre, ouverture sur le vivant. Selon-festival du livre de Montreuil.
- 12.30 Feuillettes : Sur les chemins d'Alsace.
- 13.00 Panorama.
- 13.40 Avant-premières.
- 14.00 Les livres, des voix : « Les rochers », de Sylvain Rénier.
- 14.30 Enquête chez les alcooliques anonymes.
- 15.30 Lettres ouvertes : magazine littéraire.
- 17.15 Les lettres offertes à l'usage...

20.00 Sandoz Ferenczi
 Musique, monde d'emploi : Vitez
 Hugo et la musique.
 20.30 Ariane et Florentie arrose de
 Gaudeloup : « L'annonciateur », le royaume
 d'une vieille Gaudeloupienne.
 21.30 Publications : Indochine ou les aventures
 d'un rock.
 22.30 Deux jours du rock.
 0.10 Nuits magnifiques.
 Jour ou nuit se l'endormir.

JEUDI 19 DÉCEMBRE

1.00 Les initiés de France-Culture.
 7.00 Culture marine.
 8.15 Les enjeux internationaux.
 8.30 Les chemins de la connaissance.
 9.00 Journal.
 9.50 Médiane : une vie, une œuvre
 Rosa Luxemburg.
 10.30 Musique : minirock.
 11.10 Répétition, dit le ministre : quand et
 où l'information est marquée dans
 l'avenir d'un colloque.

- 13.40 Peintres et ateliers : Jacques Brown.
- 14.00 *Des brèves, des voix : e les Conso-*
lides de la terre vaine de Daniele Lacorta.
- 14.30 Jorge Luis Borges, une vie, une œuvre.
- 15.00 *Mindfulness* : Le voyage musical dans les 1es d'Alvaro Carpentier ; *Le*
de la terre vaine de Daniele Lacorta.
- 17.10 *Le pays d'ici*, à Lyon.
- 18.00 Subjectif.
- 19.30 *La progénie de la biologie et de la*
musique : Prix Nobel de biologie 1985, le docteur John Chapman.
- 20.00 *Musique, mode d'emploi* : Hugo et
- 20.30 *Le Monologue d'Adramelech*, de V. Novarina.
- 21.30 *Le Festival des Festivals* (Festival
estival de Paris, juillet 1984) :
œuvres de Dowland, Bacheler, Byrd,
John Dowland, Holborne, par Paul
O'Dette.
- 22.30 *Musiques magiques* : le nuit et le
moment ; art, sons, radio alternative
et courant alternatif.
- 0.10 *Der jour au lendemain.*

- 0.00 Les nuits de France-Culture.
- 7.00 Culture martia.
- 8.15 Les enjeux internationaux.
- 8.30 Les chemins de la connaissance (voir lundi).
- 8.05 *Matinée du temps qui change :*
politique économique et relations
internationales au vingtième siècle.
Musique : (moins lat à 17 heures).
- 10.30
- 11.10 L'école hors les murs : centres
aérés, parkings ou tremplins ?
- 11.30 Feuillettes : Sur les chemins d'Afrique.

14.30	<p>trou enroulé de la Guadeloupe », de Dany Babel-Gavet.</p> <p>Sélection près Italia : deux œuvres d'André Breton et de Gustave Moreau pour douze voix solistes et 14.</p>
15.30	<p>L'édaphologie : blues des mers du Sud (reportage à Tahiti et dans les îles du Sud-est-Vend.).</p> <p>Le pays de l'Est à Lyon.</p> <p>17.10</p>
18.00	<p>Suggestif.</p> <p>19.30</p>
	<p>Les grandes revues de la science moderne : précision et concision, avec le professeur Fera Musique.</p> <p>20.00</p>
20.30	<p>Ampère, mode d'emploi : Hugo Vianon.</p> <p>21.30</p>
	<p>Le retour : l'individu est-à retour ? avec J.-P. Dupuy, P. Nicot, P. Thebaud, J.-P. Ver- mont.</p> <p>22.30</p>
	<p>Le mal et le bien : Devil's musi- que pour blues.</p> <p>23.30</p>
	<p>Mots menagés : la nuit et le moment : les premiers pas ; à propos de Michel Sarmat.</p> <p>0.10</p>

[illegible]

2.00	Les nuits de France-Musique
	Duke Ellington, Reminiscing in
7.10	Temps.
	musique / magazine d'actualité
9.06	Le jardin des musiciens : Albert
	Berg ; du succès de Wozzeck à Lulu
12.10	Le temps du jazz : hommage à John
	Oliver.
2.30	Echanges internationaux
	concerts / œuvres de Bloch, Honeg-
	ger, Poulenc, J.S. Bach, Gounod ;
	chœurs de Saint-John's College
	de Cambridge, dir. G. Guesst, org.
4.02	Repères contemporains : Krzyżo-
	stof Penderecki.
5.00	Les après-midi de France
	Musique : les concertos de Henry
	saux de Debussy, Scarlatti, Kreis-
	ler, Franck ; à 16 h 30, concert à
	Carnegie Hall, œuvres de Dvorak.
6.02	Le royaume de la musique
	contemporaine : œuvres de
	œuvres de Casadeaux, Chopin,
	Debussy, par H. Jeanney, piano.
8.30	Jazz d'aujourd'hui : vient de para-
	ître.
9.10	Présentations libres : œuvres de
	Paul Hindemith, Gerdano, Wagner
	et Schumann ; soprano, et
	1. Parisien, piano.
10.04	Les sonnettes de Scarlatti : par
	Scott Ross.
11.30	Orchestre philharmonique
12.30	Concert (en direct du Théâtre des
	Champs-Élysées) : Mahler, op. 57.
15.00	Partemps, op. 50, Shostak, op. 55.
	Le festival d'été : l'orchestre
	orchestre de Debussy, Concerto
	pour flûte et orchestre, de Ibert.
	Symphonie op. 1 et ut majeur, de
	Beethoven ; N. Hécourt, piano
	harmonique et chœurs de Radio-

00.04 Les sonates de Scarlatti, par Scott
Ross.
00.20 Avant-concert.
00.30 Concert (donné le 17 juillet sur la
scène des jardins de Clémex à Nica)
Miles Davis, avec B. Berg, saxo-
phone, B. Irving, claviers, J. San-
field, guitare, D. Jones, guitar-
basse, V. Wilburn, batterie, et
S. Thomson, percussions.
22.30 Les soirées de Franco-Musique
rencontre avec Francis Poulenc.

6.00	Musiques Majeures : œuvres de Rognier, Rogier, Gérard, Boutry, Inghelbrecht.
7.00	L'Impérive, magazine d'œuvres musicales.
10.15	Le monde des musiciens : Albert Berg, de Wozzeck à Lulu.
12.10	Le temps du jazz : Horningue.
13.30	Concert (donné le 3 août, en la Sainte-Chapelle) : chœurs préparatoires de la Messe : Schola Gregoriana de Verona.
14.02	Joueurs solistes : œuvres de Haydn.
15.00	Le monde du théâtre, par Laurent Martin au piano.
16.00	Les après-midi de France-Musique : concert de la Schola Gregoriana, Chœurs Chaynes, œuvres de Severac, Chaynes, Debussy ; à 18 heures, concert à Caen, des œuvres de Strauss par le Symphonie Domestica.
18.02	Le monde de la terre, magazine des musiques traditionnelles et populaires.
19.00	Le monde d'aujourd'hui : le bou-jet-tu !
20.10	Spirales : magazine de la musique contemporaine.

15.00	Les après-midi de France-Musique : portrait d'un compositeur, Charles Chaynes. Œuvres de Debussy, Chaynes, Ravel ; à 18 h 30, Concerts à Carnegie Hall (compositeurs brésiliens).
8.02	Châli Jardin : magazine de l'opéra.
8.30	Jeux d'aujourd'hui : les bloc-notes.
9.00	Ressac, magazine de la guitare.
10.05	Concert (donné au grand théâtre de Genève, le 21 sept. 1985) : « Lulu », opéra de Berg, par l'Orchestre de la Suisse romande, dir. J. Tene, sol. P. Wiso, Y. Minon, M. Hintermoler, R. Jacques, R. Graepel, J. Bernier, J. Hamilton...
0.00	Les soirées de France-Musique : Serge Rachkovnikov.

2.00	Les maîtres de France-Musique : Désiré d'Am Ruti, poète persan.
2.30	France-Musique : magazine musical.
3.00	Le matin des musiciens : Alain Berg : de Wozacek à Lulu.
4.10	Le temps du jazz : Hommage à King Oliver.
5.20	Concerts musicaux de chambre « Médicaments et commandes » : œuvres de Barok, par A. Planes, pleino, de Beethoven, par M. Levinas, piano, de Chopin, par H. Weir, piano, par J. L. L.
6.40	Les sonnettes de Sciarretti, par Scott Ross.
8.00	Repères contemporains : Volker David Krahner.
9.30	Les enfances d'Orphée, métiers de l'air.
10.00	Histoire de la musique.
11.00	Les après-midi de France-

FR3. — 20 h 5, Disney Channel; 21 h 50, Journal; 22 h 15, Feuilleton : *Dynastie*; 23 h, Musiclub.

1.00	Les milits de France-Musique : Quilès et surcils.
1.02	Concerts : musique viennaise et musique légère.
1.10	Cançons.
1.10	Les trinitaires d'un aventurier de la musique : Louis-Monsieur Gotschick, Gotschick.
1.05	Megadate international.
1.05	Clasques compacts : Cécile de Beethoven, Haydn, Tárini, Schu- bert, Liszt, Rossini, Wagner.
1.00	Concerts : France-Musique : Les libérés, par Félicien Eury Jourdan, maître de Schubert, J.S. Bach, Schubert.
1.05	Les libérés : le Newport Jazz festival All Stars.
1.05	Avertis-concert.
1.30	Concert (en direct) du Théâtre des Champs-Élysées : « Fête qua- rante ans de la musique » : Les poèmes de Michalange, de Wolf, Quatre chants anciens, de Brahms, Deux mélodies, de Barber, Negro Spiritus, par S. Etnes, basses, et chœurs.
1.00	Les libérés de France-Musique : Ex libris, les musiques de Michel

- .00 Les nuits de Franco-Musique : Diéni-mali tu cheantou.
- .10 .10 Le monde du magicien d'actualités musicales.
- .08 Le matin des musiciens : Alban Berg ; de Wozzeck à Lulu.
- .10 .10 Le champagne du Xix^e : hommage à King Oliver.
- .30 Concert (donné le 12 novembre à Lille), œuvres de Monnet, Debussy, Lalo, par le Quartet à cordes de l'Oiver.
- .02 Répertoire contemporains : Boris Blacher.
- .30 Les enfants d'Orphée : les maîtres du chant.
- .00 .00 Les après-midi de Franco-Musique : les concerts de Nantes, œuvres de Berlioz, de Falla, Roussel, Ravel... à 18 h 30, concert à Carnegie Hall : Emil Gilels, piano, avec le U.S. Glee, Beethoven, Brahms, Chopin...
- .02 Acoustimathèque : musiciolor ou le

1.00 Les nuits de France-Musique :
dessine-moi un mouton.
1.05 L'imprévu, magazine musical.
1.10 L'oreille en collusion.
1.20 Le matin des musiciens : Alban
Berg : de Wozzeck à Lulu.
1.10 Le temps du jazz : Hommage à
King Oliver.
1.30 Concert : œuvres de Shapay,
Scalet, Rechmeninov, Liszt,
Debussy, Ives, Jolas... par Jay Got-
lieb, piano, et Gordon Gottlieb, per-

LES ÉCHECS Ouverture
Gambit dame
C2. C4.- Les noirs,
à vous de jouer!
20 livres d'échecs pour
joueurs, de tous les niveaux.

échecs

N° 1155

Le passage du Rubicon

(Mémorial Nimmovitch, Naestved, 1985)

Blancs : J. Nann

Noirs : M. Tal

Partie espagnole. Défense ouverte.

1. e4 e5 2. Cf3 Cc6 3. Fc4 Fc7 4. Fd3 Fd7 5. 0-0 0-0 6. Fg5 Fg6 7. Fh5 Fh6 8. Fg4 Fg7 9. Fh4 Fh6 10. Fg5 Fg6 11. Fh5 Fh6 12. Fg4 Fg7 13. Fh5 Fh6 14. Fg5 Fg6 15. Fh5 Fh6 16. Fg5 Fg6 17. Fh5 Fh6 18. Fg5 Fg6 19. Fh5 Fh6 20. Fg5 Fg6 21. Fh5 Fh6 22. Fg5 Fg6 23. Fh5 Fh6 24. Fg5 Fg6 25. Fh5 Fh6 26. Fg5 Fg6 27. Fh5 Fh6 28. Fg5 Fg6 29. Fh5 Fh6 30. Fg5 Fg6 31. Fh5 Fh6 32. Fg5 Fg6 33. Fh5 Fh6 34. Fg5 Fg6 35. Fh5 Fh6 36. Fg5 Fg6 37. Fh5 Fh6 38. Fg5 Fg6 39. Fh5 Fh6 40. Fg5 Fg6 41. Fh5 Fh6 42. Fg5 Fg6 43. Fh5 Fh6 44. Fg5 Fg6 45. Fh5 Fh6 46. Fg5 Fg6 47. Fh5 Fh6 48. Fg5 Fg6 49. Fh5 Fh6 50. Fg5 Fg6 51. Fh5 Fh6 52. Fg5 Fg6 53. Fh5 Fh6 54. Fg5 Fg6 55. Fh5 Fh6 56. Fg5 Fg6 57. Fh5 Fh6 58. Fg5 Fg6 59. Fh5 Fh6 60. Fg5 Fg6 61. Fh5 Fh6 62. Fg5 Fg6 63. Fh5 Fh6 64. Fg5 Fg6 65. Fh5 Fh6 66. Fg5 Fg6 67. Fh5 Fh6 68. Fg5 Fg6 69. Fh5 Fh6 70. Fg5 Fg6 71. Fh5 Fh6 72. Fg5 Fg6 73. Fh5 Fh6 74. Fg5 Fg6 75. Fh5 Fh6 76. Fg5 Fg6 77. Fh5 Fh6 78. Fg5 Fg6 79. Fh5 Fh6 80. Fg5 Fg6 81. Fh5 Fh6 82. Fg5 Fg6 83. Fh5 Fh6 84. Fg5 Fg6 85. Fh5 Fh6 86. Fg5 Fg6 87. Fh5 Fh6 88. Fg5 Fg6 89. Fh5 Fh6 90. Fg5 Fg6 91. Fh5 Fh6 92. Fg5 Fg6 93. Fh5 Fh6 94. Fg5 Fg6 95. Fh5 Fh6 96. Fg5 Fg6 97. Fh5 Fh6 98. Fg5 Fg6 99. Fh5 Fh6 100. Fg5 Fg6

NOTES
a) 9. e3 et 9. d4 ont été joués mais cette sortie du CD est devenue populaire depuis le match Karpov-Kortchnoï de 1978 dans lequel Karpov réussissait une façon de jouer romaine célèbre par la partie Capablanca-Lasker, Saint-Petersbourg, 1914.
b) La meilleure réponse, car, après 9... Fg7 : 10. Cx64, dxc4 : 11. Fx66, fxc6 : 12. Cx65, les Blancs sont mieux : voir exemple : 12. Dxd1 : 13. Txd1, Fxg5 : 14. Fxg5, Tg8 : 15. Fx4, g3 : 16. Fx63, Tg5 : 17. a4, b4 : 18. Fg3 (Sax-Tarjan, Hastings, 1977/1978) ou

g) Tal n'attend pas d'être obligé de rouler le F en g6 après l'attaque g2-g4 et précède la menace. Kortchnoï avait préféré la défense simple 15... Cc4 et avait obtenu presque des chances égales après 16. Fd3, a5 : 17. Fg5, a4 : 18. Fx67, Dxc6 : 19. Cb2, c6 : 20. b4, Cc5 : 21. Dd2, g6.
h) Les échanges 17. Cx66, fxc6 : 18. Fxg6, hxc6 donneraient aux Noirs un jeu actif sur la colonne f après Tg7 et Ta7. Le recul du Fd3 est aussi fin que fort : non seulement il institue la menace f4-f5 mais il retire l'artificialité des Noirs (15... Fg6) car, si les Blancs avaient dû jouer g2-g4 pour chasser le Fd3, ils se disposeraient plus de la case g4 comme maintenant.
i) Probablement la meilleure chance d'obtenir du contre-jeu. Si 19... a4 : 20. Cc5, Fxg5 : 21. dxc5, h5 : 22. Fx65, Cx65 (de pas 22... Fx65 : 23. Dxc5, Cx65 : 24. Fg4, Fx63 : 25. Dxc5, Cx65 : 26. Dd4 et les Blancs ont un pion de plus.
j) Ou 20... a4 : 21. Cc5, Cx65 : 22. dxc5, Fxg5 : 23. Txd7, Txd7 : 24. Txd7, Txd7 : 25. Fg4, Fx63 : 26. Dd4 et les Blancs ont un pion de plus.
k) Après 25... d4 : 26. Td1, Ta8 (26... c5 : 27. f5 on 26... f5 : 27. f6 : 28. f7, dxc3 : 29. Txd7, Txd7 : 29. f6 et l'attaque des Blancs est imparable ou encore 26... Ta8 : 27. Td1, Td6 : 28. Tg3 avec le même plan.

l) Selon Nann, l'erreur décisive mais la défense n'est pas aisée : par exemple, 27... Td6 : 28. Td5, Td8 : 29. Dg5 ou 28... Ta6 : 29. Dg5, Rg8 : 30. Txf5, Ta6 : 31. Txd6, Dxc6 : 32. Txd6, Dxc6 : 33. Txd6, Dxc6 : 34. Txd6, Dxc6 : 35. Txd6, Dxc6 : 36. Txd6, Dxc6 : 37. Txd6, Dxc6 : 38. Txd6, Dxc6 : 39. Txd6, Dxc6 : 40. Txd6, Dxc6 : 41. Txd6, Dxc6 : 42. Txd6, Dxc6 : 43. Txd6, Dxc6 : 44. Txd6, Dxc6 : 45. Txd6, Dxc6 : 46. Txd6, Dxc6 : 47. Txd6, Dxc6 : 48. Txd6, Dxc6 : 49. Txd6, Dxc6 : 50. Txd6, Dxc6 : 51. Txd6, Dxc6 : 52. Txd6, Dxc6 : 53. Txd6, Dxc6 : 54. Txd6, Dxc6 : 55. Txd6, Dxc6 : 56. Txd6, Dxc6 : 57. Txd6, Dxc6 : 58. Txd6, Dxc6 : 59. Txd6, Dxc6 : 60. Txd6, Dxc6 : 61. Txd6, Dxc6 : 62. Txd6, Dxc6 : 63. Txd6, Dxc6 : 64. Txd6, Dxc6 : 65. Txd6, Dxc6 : 66. Txd6, Dxc6 : 67. Txd6, Dxc6 : 68. Txd6, Dxc6 : 69. Txd6, Dxc6 : 70. Txd6, Dxc6 : 71. Txd6, Dxc6 : 72. Txd6, Dxc6 : 73. Txd6, Dxc6 : 74. Txd6, Dxc6 : 75. Txd6, Dxc6 : 76. Txd6, Dxc6 : 77. Txd6, Dxc6 : 78. Txd6, Dxc6 : 79. Txd6, Dxc6 : 80. Txd6, Dxc6 : 81. Txd6, Dxc6 : 82. Txd6, Dxc6 : 83. Txd6, Dxc6 : 84. Txd6, Dxc6 : 85. Txd6, Dxc6 : 86. Txd6, Dxc6 : 87. Txd6, Dxc6 : 88. Txd6, Dxc6 : 89. Txd6, Dxc6 : 90. Txd6, Dxc6 : 91. Txd6, Dxc6 : 92. Txd6, Dxc6 : 93. Txd6, Dxc6 : 94. Txd6, Dxc6 : 95. Txd6, Dxc6 : 96. Txd6, Dxc6 : 97. Txd6, Dxc6 : 98. Txd6, Dxc6 : 99. Txd6, Dxc6 : 100. Txd6, Dxc6

ÉTUDE
V. A. BRON
(1961)

BLANCS (5) : Rg2, Ff4, Cf1 et h1, Fg3.
NOIRS (4) : Rf1, Fg1, Cf5, P64.
Les Blancs jouent et gagnent.
CLAUDE LEMOINE.

bridge

N° 1153

Précaution pour une promotion

Le jeu de promotion d'atout est une manœuvre très utile pour les défenseurs, mais elle s'apparente pas toujours clairement et elle nécessite parfois certaines précautions comme dans cette donnee que Delorme aurait pu faire figurer dans son livre *Bien jouer en défense* (Édit. Le Bridgeur).

Am. : S. donn. Pers. vuln.
Sud. Ouest. Nord. Est.
2 ♠ passe 2 ♠ passe
3 ♠ passe 3 ♠ passe
4 ♠ passe 4 ♠ passe

Ouest entame le Roi de Cœur pris par l'As d'Est qui continue avec le 3

de Cœur pour le Valet de Sud. Comment Ouest doit-il jouer pour faire chuter QUATRE PIQUES ?

Réponse :
Pour faire encore deux levées, il faut espérer que Sud ait un Trèfle et qu'il ait un honneur à Pique car, en obligeant son partenaire à couper « gros » (au troisième tour à Cœur) Ouest pourra promouvoir son 10 de Pique. Attention, cependant, à ne pas rejouer Cœur avant d'avoir tiré l'As de Trèfle, car Sud pourrait défausser son dernier Trèfle au lieu de surjouer.

Quelle carte à Cœur faut-il choisir après l'As de Trèfle pour être certain qu'Est comprenne la situation et coupe avec son plus gros atout ?

Il ne faut pas jouer le 10 de Cœur, mais le 9 de Cœur ou même un petit Cœur, une carte qui paraît anormale et qui éveillera encore davantage son attention. Ainsi, après avoir repris la main avec la Dame de Cœur, Ouest doit jouer le 9 de Cœur

coupé par la Dame de Pique. Sud surjouera avec le Roi de Pique, mais il ne pourra empêcher Ouest de faire le 10 d'atout, la levée de cheste.

Sauvegarde royale
Cette donnee a été jouée dans un match au Stefan Club de Londres par l'Anglais Martin Hoffman qui a brillamment réussi le contrat et a publié ensuite le coup dans son livre *More Tales of Hoffman* (Édit. Faber and Faber).

Am. : O. donn. Pers. vuln.
Ouest. Nord. Est. Sud.
1 ♠ passe 2 ♠ passe
3 ♠ passe 4 ♠ passe
contre passe passe passe...

Ouest a entamé le Roi de Trèfle second coupé par Sud qui a joué le 3 de Pique. Ouest a mis l'As et il a continué tout pour la Dame de Pique de Sud sur laquelle Est a défaussé un Trèfle. Le déclarant ayant réussi l'impossible à la Dame de Carreau, comment Hoffman, en Sud, a-t-il ensuite joué pour gagner CINQ PIQUES contre toute défense ?

Note sur les enchères.
Hoffman, en Sud, a pris une bonne décision en déclarant « 5 Piques » car, s'il laisse jouer « 5 Trèfles », Est pourrait gagner son contrat sur l'entame normale du Roi de Pique (à condition de faire le Coup de Buffalo à Cœur en jouant le Valet de Cœur et en espérant que Nord aura le 10 sec ou second).

Ann. : O. donn. Pers. vuln.
Ouest. Nord. Est. Sud.
1 ♠ passe 2 ♠ passe
3 ♠ passe 4 ♠ passe
contre passe passe passe...

Ouest a entamé le Roi de Trèfle second coupé par Sud qui a joué le 3 de Pique. Ouest a mis l'As et il a continué tout pour la Dame de Pique de Sud sur laquelle Est a défaussé un Trèfle. Le déclarant ayant réussi l'impossible à la Dame de Carreau, comment Hoffman, en Sud, a-t-il ensuite joué pour gagner CINQ PIQUES contre toute défense ?

Note sur les enchères.
Hoffman, en Sud, a pris une bonne décision en déclarant « 5 Piques » car, s'il laisse jouer « 5 Trèfles », Est pourrait gagner son contrat sur l'entame normale du Roi de Pique (à condition de faire le Coup de Buffalo à Cœur en jouant le Valet de Cœur et en espérant que Nord aura le 10 sec ou second).

Courrier des lecteurs
« Il paraît, écrit une lectrice, Mlle B., que les Français à Sao Paulo ont eu au début de leur demi-finale une soixantaine de points d'avance sur les champions du monde anglais, ce qui est considérable. Comment se fait-il qu'ils aient fini par perdre avec un écart de 35 points ? Manquaient-elles d'expérience ? »

De telles différences peuvent se produire même au plus haut niveau. Ainsi, dans la finale de la sélection de l'équipe des USA, les Américains Pender, Ross, Martel, Stanbury, Hamman et Wolff (moment de 110 IMPs, après 45 donnes (soit une avance d'environ 5 000 points totaux), mais à la 96e donnes ils avaient 44 IMPs de retard, ce qui ne les a pas empêchés de gagner (par 339 à 334 après 128 donnes) et de remporter en novembre dernier le titre mondial !

PHILIPPE BRUGNON.

dames

N° 265

Semi-direct

Championnat de Tchécoslovaquie, 1985 (Brno)
Blancs : Matis
Noirs : Krieta
Ouverture : Ruy Lopez

1. 22-28 18-23 15. 37-31 26x37 12. 30x19 (14x23) 13. 35-30 (10-14) 14. 40-34 (13-19) 15. 44-40 (8-13) 16. 30-25 (2-8) 17. 34-30 (12-18) 18. 39-34 (7-12) 19. 28x17 (11x22) 20. 31-26 (22x31) 21. 36x27 (1-7) 22. 41-36 (14-20) 23. 37-31 (14-18) 24. 33-28 (20-25) 25. 42-37 (15x20) 26. 48-40 (23-29) 27. 34x23 (25x34) 28. 40x29 (24x22) 29. 43-39 (18x29) 30. 27x9 (4x13) [jeu mouvement tactique, sans voir] : 31. 45-40 (19-23) 32. 32x27 (20-24) 33. 37-32 (14-20) 34. 42-37 (20-25) 35. 39-34 (23-28) 36. 32x23 (29x18) 37. 38-33 (18-23) 38. 37-32 (13-19) 39. 33-28 (8-13) 40. 27-22 (7-11) 41. 31-27 (3-8) 42. 36-31 (24-30) 43. belle victoire de ce regroupement français.

b) 4. 39-33 (12-18) 5. 44-39 (7-12) 6. 41-37 (1-7) 7. 37-32 (19-23) 8. 28x19 (14x23) 9. 46-41 (17-21) 10. 31-26 (21-27) 11. 32x21 (10x27) 12. 41-37 (11-17) 13. 50-44 (10-14), etc. (Minaax-Nimbi, 43e championnat de France, La Chapelle-d'Armentières, août 1983).

c) 5. 29-24 (19-30) 6. 35x24 (12-18) 7. 37-32 (7-12) 8. 39-33 (1-7) 9. 44-39 (11-17) 10. 31-26 (14-20) 11. 28-21 (17x27) 12. 42x31 (20x29) 13. 26x17 (12x21) 14. 34x15 (Jaques-Vernis, championnat des Pays-Bas, 1981, le Monde du 12 septembre 1981).

d) Ou joué 5... (14-20) 6. 37-32 (19-24) 7. 44-39 (21-26) 8. 42-37 (10-14) 9. 50-44 (5-10) 10. 34-30 (25x23) 11. 28x30 (20-24) 12.

King (spécialiste de ce très difficile exercice) qui conduisait les Noirs contre De Grazia, se poursuivit ainsi : 18. 39-34 (7-12) 19. 28x17 (11x22) 20. 31-26 (22x31) 21. 36x27 (1-7) 22. 41-36 (14-20) 23. 37-31 (14-18) 24. 33-28 (20-25) 25. 42-37 (15x20) 26. 48-40 (23-29) 27. 34x23 (25x34) 28. 40x29 (24x22) 29. 43-39 (18x29) 30. 27x9 (4x13) [jeu mouvement tactique, sans voir] : 31. 45-40 (19-23) 32. 32x27 (20-24) 33. 37-32 (14-20) 34. 42-37 (20-25) 35. 39-34 (23-28) 36. 32x23 (29x18) 37. 38-33 (18-23) 38. 37-32 (13-19) 39. 33-28 (8-13) 40. 27-22 (7-11) 41. 31-27 (3-8) 42. 36-31 (24-30) 43. belle victoire de ce regroupement français.

b) 4. 39-33 (12-18) 5. 44-39 (7-12) 6. 41-37 (1-7) 7. 37-32 (19-23) 8. 28x19 (14x23) 9. 46-41 (17-21) 10. 31-26 (21-27) 11. 32x21 (10x27) 12. 41-37 (11-17) 13. 50-44 (10-14), etc. (Minaax-Nimbi, 43e championnat de France, La Chapelle-d'Armentières, août 1983).

c) 5. 29-24 (19-30) 6. 35x24 (12-18) 7. 37-32 (7-12) 8. 39-33 (1-7) 9. 44-39 (11-17) 10. 31-26 (14-20) 11. 28-21 (17x27) 12. 42x31 (20x29) 13. 26x17 (12x21) 14. 34x15 (Jaques-Vernis, championnat des Pays-Bas, 1981, le Monde du 12 septembre 1981).

d) Ou joué 5... (14-20) 6. 37-32 (19-24) 7. 44-39 (21-26) 8. 42-37 (10-14) 9. 50-44 (5-10) 10. 34-30 (25x23) 11. 28x30 (20-24) 12.

k) 23. 37-32 (18-22) 24. 28x17 (19-23) 25. 29x18 (24-30) 26. 35x24 (20x27), N+1 en raison de l'absence de défense contre (8-12).
k2) 23. 47-41 (18-22) 24. 28x17 (19-23) 25. 29x18 (24-30) 26. 35x24 (20x27), dame et +.
k3) 23. 49-43 coup de dame comme dans k2.
l) La jeune fédération tchécoslovaque devra parcourir un long chemin pour rejoindre l'élite mondiale.
m) Exemple simple d'un coup semi-direct.
n) SOLUTION : 38-32 et les Noirs se trouvent face à un quadruple choix ! (nous ne donnons que 3 variantes sur les 4) :
- soit prendre par (27x29), mais 40-34 (29x40) 45x5+ immédiate ;
- soit d'aller à 47, mais, après (27x47) 41-37 (47x29) 40-34, etc., + ;
- soit d'aller à 46 [le meilleur].
Donc après (28x46) 36-31 [nouveau coup de dame] (26x48) 33-29 (24x33) 30x18 (48x50) [première figure d'un fantôme final, par le motif final lui-même et par les variantes qui le précèdent], 8-21 (35-44) 2x5 [la dame rattrape 5 pions], + par capture de la dame à 46 et par capture de la dame à 50 ! Ce problème fera vibrer les compositeurs et enthousiasmera les nouveaux initiés, à qui la quatrième variante pourra être directement indiquée par le chroniqueur (adresse ci-contre).

ERRATUM. - Dans le problème n° 264 (le Monde des loisirs du 30 novembre 1983), il n'y a pas de pion noir à la case 28.

PROBLÈME
R. FOURGOS
(L'HAY-LES-ROSES)
1983

Les Blancs jouent et gagnent.
JEAN CHAZE.

* Pour obtenir la liste des principaux ouvrages didactiques et recueils en langue française, les lecteurs peuvent s'adresser directement à Jean Chaze, « la Pastorelle », bâtiment D, boulevard de l'Est, 67000 Strasbourg.

A leur demande seront également joints gratuitement deux ouvrages conçus pour franchir rapidement le premier cap de l'initiation.

MOTS CROISÉS

N° 384

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13

I

II

III

IV

V

VI

VII

VIII

IX

X

Horizontalement
I. Quand on l'est pour les autres, on n'aime pas se l'avouer. - II. Ses connaissances sont spéciales par définition. Ses connaissances peuvent lui permettre d'être un des précédents. - III. Met l'essentiel. Quand on a été l'essentiel. - IV. Il s'impose sur la terre. Pour les rues de Londres. - V. Remarque. Finit pour de bon. Bout d'île. - VI. Marquait moins de vignes. Vieille histoire russe. - VII. Vieille histoire chinoise. Travaille à l'aiguille. - VIII. Travaille au jardin. Ferait tout comme. - IX. Sœurs. Pour l'école, il en faut aussi, parfois. - X. Ça paye !

Verticalement
1. L'opposé du I. - 2. C'est elle qui a été. - 3. Peut agir. On compte beaucoup sur lui dans son clan. - 4. On pourrait le prendre pour un poisson. Vieille bête, si on la prend par un bout. - 5. On une agréable position. Moderne. - 6. Un peu de pitié. Tue. - 7. Choisir un ailleurs dans le vaste monde. - 8. Doit se faire remarquer. Neutralise. - 9. Pour Jules. Sans attendre. - 10. Champ clos. Un crêt bouleversé. - 11. Me ferai du bien. - 12. Éo braille. Note. Pourrait tirer. - 13. Revient à la mode.

SOLUTION DU N° 383

Horizontalement
I. Stradivarius. - II. Poëlon. Roule. - III. Étai. Député. - IV. Calamités. VF. - V. Ulys. Gagne. - VI. Lis. En. Tendu. - VII. Asepsis. Due. - VIII. Territoire. - IX. Aérer. Etat. - X. Olive. Epure. - XI. Nourriture.

Verticalement
1. Spéculation. - 2. Totalise. La. - 3. Réaliserait. - 4. Alias. Prévu. - 5. Do. Étirer. - 6. Indignité. - 7. Eta. Sorel. - 8. Arpenté. Pl. - 9. Rousse. Reis. - 10. IUT. Endetté. - 11. Ulev. Dà. Arc. - 12. Serfouettes.

FRANÇOIS DORLET.

ANACROISÉS

N° 384

Horizontalement
1. ADILMNO. - 2. ACEEGPR (+ 1). - 3. EEILNNS. - 4. AEEHST (+ 4). - 5. ACEHNR. - 6. DEEIOU. - 7. DEELOU. - 8. EEEIPSS. - 9. CEIORS (+ 3). - 10. AEINTTU. - 11. DEIORRTU (+ 1). - 12. CERSTUUV. - 13. DEEIRTU (+ 4). - 14. EEEPRRSV (+ 1). - 15. AILMRST. - 16. EINNNU. - 17. DEEORS. - 18. AELRTUV (+ 1). - 19. ACENST (+ 3). - 20. AABENS.

Verticalement
21. GIMNNOS. - 22. AEOPSS (+ 1). - 23. CEILOU. - 24. EEEERTU. - 25. ACEORR. - 26. DEELORS. - 27. DEEINPRT. - 28. CEIORT (+ 5). - 29. ELORST (+ 1). - 30. NOORSSU. - 31. DEEISTU. - 32. ACEEHUV. - 33. EIRSS. - 34. IIRRT. - 35. CEELNOOS. - 36. AENRST (+ 4). - 37. AEGNORU. - 38. EIMTTU. - 39. CEEIIR. - 40. EPIITTU.

Solution du n° 383

Horizontalement
1. LÉNIFIA (ENFILAI). - 2. TEQUILA (QUALITÉ). - 3. EUBURNES, motus. - 4. GODELETS. - 5. UNIVOCUE. - 6. TITUBANT. - 7. NAUFRAGE. - 8. TRÉPIED (TRÉPIDE, DÉPITER, DIPTÈRE DÉPÉRIT, PRÉDITE). - 9. QUÉTÉE. - 10. INSECTE (ESCIENT, CENTES, INCESTE). - 11. RECAPAT. - 12. ONÉREUX. - 13. RINCOONS. - 14. NÉNUPHAR. - 15. ABRIVENT (VÉRANTE).

Verticalement
16. LÉGUMIER. - 17. CRAINS (CAIRNS, RANCS, RINCAIS). - 18. SÉQUENCE. - 19. VULCAINS, papillons (genre de vanesse). - 20. EVINCEE. - 21. FALOTE (FOITAL). - 22. ÉQUETTE. - 23. RETERA (ARETIER, ETIRERA, RATERE, TARIERE, REERAT). - 24. SEANCE. - 25. EBBATTU (BATTUE). - 26. TRIDENT. - 27. CASASSE. - 28. AGOUTI (GOUTAI). - 29. ASEKUES. - ETAMBOT, le mine urrière de la carène.

MICHEL CHARLEMAGNE et MICHEL DUGUET.

سكنا من الامل

LE CARNET DU Monde

INFORMATIONS « SERVICES »

WEEK-END D'UN CHINEUR

Samedi 14 décembre

Nouveaux Drouot, 14 heures : meubles, tableaux, objets d'art, tapis, Joseph Allemand, papillons croquet.

Samedi 14 décembre

ILE-DE-FRANCE

Argenteuil, 14 h 15 : tableaux, bibelots, meubles ; Beauvais, 14 h 30 : mobilier, argenterie, tapis, piano ; Meaux, 14 h 30 : potes, radio anciens ; Fontenay, 14 h 15 : meubles, objets d'art ; Versailles-Le-Buisson, 15 heures : livres, autographes ; Versailles - Cheval-Légers, 14 heures : affiches de cinéma.

Dimanche 15 décembre

Berny, 14 heures : objets d'art, mobilier, tableaux ; Enghien, 14 h 30 : art nouveau, art déco, années 50, orientalisme ; Fontainebleau, 14 heures : mobilier, objets d'art, tableaux (vente au profit d'une association pour handicapés) ; 16 heures : tapis ; Les Andelys, 14 h 30 : argenterie, objets d'art, mobilier ; L'Isle-Adam, 14 h 30 : argenterie, bijoux, fourrures, meubles ; Lyons-la-Forêt, 14 heures : meubles, tableaux, céramiques, argenterie ; Rambouillet, 14 h 30 : 1900, 1925, 1930 ; Saint-Germain-Laye, 14 heures : tableaux anciens, objets d'art, mobilier ; Senlis, 14 h 30 : vins, objets d'art, meubles, argenterie ; Vernon, 14 h 30 : Atelier René Prieu ; Verrières-le-Buisson, 14 heures : tableaux, bibelots, mobilier ; Versailles -

Cheval-Légers, 14 heures et 14 h 15 : orfèvrerie ; 15 h 30 : monnaies, bijoux ; 14 heures : tableaux modernes.

PLUS LOIN

Samedi 14 décembre

Abbeville-Provence, 9 h 30 : bibelots, livres ; 14 h 30 : tableaux, meubles ; Angers, 14 heures et 20 h 30 : collection d'armes ; Arles, 14 h 15 : objets d'art, tableaux, meubles ; Auch, 14 h 30 : archéologie ; Beaune, 14 heures : montres, meubles, objets d'art ; Boissy, 14 heures : mobilier, bibelots ; Bourges, 14 heures : meubles, objets d'art ; Chalon-sur-Saône, 14 h 30 : tableaux, meubles, faïences ; La Rochelle, 14 heures : meubles, bijoux, tableaux ; Marseille-Prado, 14 h 30 : argenterie, bijoux ; Orléans, 14 h 15 : bibelots, meubles, objets d'art ; Poitiers, 14 heures : céramiques, mobilier ; Troyes, 14 heures : livres ; Vannes, 14 heures : mobilier, argenterie, tableaux.

Dimanche 15 décembre

Angers, 14 h 15 : collection d'armes ; Angoulême, 14 h 30 : meubles, tableaux, objets d'art ; Auch, 14 h 30 : archéologie ; Avignon, 14 heures : archéologie Extrême-Orient ; Avanches, 14 h 30 : mobilier d'une maison bourgeoise ; Beaune, 13 h 30 : tableaux, objets d'art, meubles ; Boulogne-sur-Mer, 14 h 30 : mobilier rustique ; Brest, 14 h 30 : tableaux modernes ; Carcassonne, 14 h 30 : tableaux modernes, céramiques, Extrême-Orient, objets d'art ; Dijon, 14 heures : tableaux, meubles, ob-

jets d'art ; Donat, 14 h 30 : tableaux modernes ; Epervay, 14 heures : tableaux, armes, meubles ; Fontenay-le-Comte, 14 heures : livres ; Givet, 14 heures : argenterie, tableaux, meubles ; Joigny, 14 h 30 : vins, alcools ; La Flèche, 14 heures : arts d'Asie ; Lille, 10 h 30 : armes ; 14 heures : objets d'art, orfèvrerie, tableaux, meubles ; Limoges, 14 heures : tableaux modernes ; Mâcon, 14 heures : meubles, tableaux, objets d'art ; Marseille-Prado, 9 heures : objets d'art, meubles, tableaux ; 14 h 30 : objets d'art ; 16 h 30 : mobilier ; Naaey, 14 heures : art nouveau, art déco, tableaux, meubles ; Nogent-le-Rotrou, 14 heures : tableaux, meubles, objets d'art ; Parthenay, 14 h 15 : tableaux, objets d'art, meubles ; Pont-Audemer, 14 h 30 : bijoux, tapis d'Orient ; Reims, 14 heures : tableaux, meubles, objets d'art ; Saint-Denis, 14 heures : tableaux, objets d'art, meubles ; Saint-Quentin, 14 h 30 : fines, faïences, argenterie, meubles ; Tournai, 14 heures : tableaux anciens, objets d'art, meubles ; Troyes, 14 heures : livres.

FOIRES ET SALONS

Fernex-Voltaire ; Nîmes ; Paris (quai d'Austerlitz) ; Villeneuve-sur-Lot.

UN DIMANCHE POUR CHINER

A l'occasion des fêtes de Noël, les antiquaires du Carré rive gauche, entre la rue de l'Université et le quai Voltaire, seront ouverts dimanche 15 décembre de 11 heures à 19 heures.

LES ASSOCIATIONS MUSULMANES DE FRANCE SE FÉDÈRENT

Réunis le samedi 30 novembre à Paris, les représentants d'une centaine d'associations confessionnelles musulmanes ont décidé de former une fédération nationale des musulmans de France (MNF) le 20 octobre 1985 (1). Le bureau de cet organisme est ainsi constitué : président, M. Yacoub Roty, par ailleurs président de l'Association Islam en Occident, d'Antony (Hauts-de-Seine) ; vice-président, M. Jahlallah Mukhtar, de Vandœuvre-lès-Nancy (Meurthe-et-Moselle) ; secrétaires généraux, MM. Daniel-Youssef Leclerc, de Paris ; et Hassan Smirani, de Bobigny (Seine-Saint-Denis) ; trésorier, M. Oussaidouh de Lyon. Les dirigeants de la fédération ont immédiatement exprimé leur intention de prendre contact avec les associations confessionnelles algériennes regroupées autour de la grande mosquée de Paris et qui doivent tenir leur congrès le 14 décembre prochain à Lyon.

(1) Siège provisoire : 1, place Jean-Moulin, 91000 Evry.

FESTIVAL

OH, LES PETITES BULLES ! - Jusqu'au 15 décembre, la ville de Rueil-Malmaison (Hauts-de-Seine) accueillera son premier Festival de bande dessinée. Auteurs, dessinateurs scénaristes et amateurs se rencontreront au cours de débats, interviews et séances de dédicaces.

* De 10 heures à 20 heures (vendredi 14 décembre à 14 h 30, salle Grand, M. Joël Bardi : « L'urgence du signe au treizième et quatorzième siècles ».

A lire compris... qu'à comprendre. A lire aussi... qu'à aimer. (Prêtre de saint François d'Assise.)

Né le 2 août 1902 à Lillebonne (Seine-Maritime), Eugène Rénoux-Barès, qui avait lancé à vingt ans son premier journal, avait toute sa vie été journaliste et écrivain. Il fut directeur du Courrier du Diap, puis de l'Informateur de Seine-et-Marne avant d'être nommé directeur de la presse pour deux journaux de la région.

Membre de la Société des écrivains normands, de l'Académie des lettres pyrénéennes, de la Société des gens de lettres, membre du Grand Prix du poète de l'Académie de Provence, il avait publié des essais : *Primo pyramide, ou des mystères de la pyramide* ; *Primo pyramide, ou des mystères de la pyramide* ; *Primo pyramide, ou des mystères de la pyramide*.

M. L. E. Rénoux-Barès, Dan Vics et Michèle Lévy, Benjamin et Quentin, Michel Vics, George Vics, Robert et Lucie, Et toute la famille,

ont la douleur de faire part du décès de

Victor VICAS.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part.

M. Emile Vivier, ancien parlementaire, président d'honneur du conseil général d'Eure-et-Loir, maire honoraire de Châteaufort-en-Thymerais, son épouse,

M. Jean Gaudier, son gendre, M. et Mme Didier De Clercq et leurs enfants, Ses petits-enfants et arrière-petits-enfants,

M. Bruno Bandini, sa belle-sœur, M. François Sone, son beau-frère, M. et Mme Serge Montverde et leurs enfants, Ses neveux et nièces, Toute la famille, Et ses nombreux amis,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Emile VIVIER,

né Suzanne Pédoux,

survécu le 11 décembre 1985, dans sa quatre-vingt-neuvième année.

Les obsèques civiles ont eu lieu dans l'intimité familiale, suivant le désir de la défunte.

17, avenue Jean-Jaurès, 28170 Châteaufort-en-Thymerais.

Remerciements

Son épouse, Ses enfants, Et toute sa famille, remercient très sincèrement tous ceux qui se sont associés à leur peine et qui leur ont témoigné leur sympathie lors du décès de

M. Charles-Henri THÉODORE, et les prient de trouver ici l'expression de leur profonde reconnaissance.

Anniversaires

- Il y a huit ans, Barbara (Brill) GIMET-BONGOVA s'en est allée.

Une pensée affectueuse est demandée pour elle à tous ceux qui l'ont connue et aimée.

Soutenances de thèses

DOCTORATS D'ÉTAT - Université Paris-I, samedi 14 décembre, à 14 h 30, salle Grand, M. Joël Bardi : « L'urgence du signe au treizième et quatorzième siècles ».

Paris • Opéra • Rd-Pi des Champs-Élysées • Palais des Congrès • 43 rue de Rennes • 26 rue Vernet • 150 rue de Rivoli • Party 2 • Vélizy 2 • Créteil-Soleil • Alajaccio • Bayonne • Bordeaux • Cannes • Lyon • Montpellier • Nice • Nîmes • Orléans • Perpignan • Rennes • Rouen • St-Etienne • Strasbourg.

INTÉRIEUR BAIN 56, rue Amélie 75011 PARIS TEL : 43-55-84-43

Une boutique nouvelle dans votre quartier, pour le plaisir du bain : des accessoires, des douceurs, des senteurs, des idées-cadeaux, des petits meubles, un service décoration.

Ouvrez tous les jours de 10 h 30 à 19 h 30 Dimanche 10 h 30 à 13 heures - Fermé le lundi

17, rue du Louvre (M^o Halles Turbigo) • 82, bd Haussmann (M^o St-Lazare) • 97, rue d'Alsace (M^o Alsace)

La Mode en Pointures et Largeurs Extrêmes. Du 37 au 50 pour les hommes. Du 31 au 44 pour les femmes.

Naissances

- Philippe et Mariel TRÈVES ainsi que Rachel sont heureux d'annoncer la naissance de Jonathan, le 2 décembre 1985.

Décès

- M. et Mme Maurice Kammer, M^o Raymond Bachi, leurs enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de M^o Eugène BASCH, né Suzanne Nathan,

leur mère, grand-mère, arrière-grand-mère, survenue le 10 décembre 1985, dans sa quatre-vingt-dix-neuvième année.

15, avenue La Bourdonnais, 75007 Paris, 18, rue Moussier-le-Prince, 75006 Paris.

- Charles et Catherine Malanoud, Antoine Malanoud et Chantal Le Houxner, Hélène Malanoud, M^o Robert Blum,

ont la douleur de faire part de la mort, survenue le 8 décembre 1985, de

M^o Haim BOGDANOWSKI-MALAMOU, Elle était âgée de quatre-vingt-un ans.

Les obsèques ont eu lieu le 10 décembre, dans l'intimité.

7, rue de la Cité-Universitaire, 75014 Paris.

- Les familles Bruguerolle, Dumas-Bruguerolle, Sylvander, Isario et Mathieu, leurs parents et alliés,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Lucien-Pierre BRUGUEROLLE,

survenu brutalement, à l'âge de soixante-quatre ans, le 8 décembre 1985.

Les obsèques ont eu lieu à Vichy (Loire), le 11 décembre, dans l'intimité.

- Ne craignez point, croix seulement. (Matthieu V, 37.)

- Le docteur R. Ginsbourg, M^o E. Avizier, Avt, Ety, Josi, Kati et Jérôme,

Le docteur E. Ginsbourg, Olivia, Valérie, Isabelle et Elodie, M^o le docteur A. Obadi, Valérie, Arielle et Marco, M^o le docteur M. Ginsbourg,

ont la douleur de faire part du décès, dans sa quatre-vingt-huitième année, de

M^o Jeanne GINSBOURG, née Wisniewski,

leur épouse, mère et grand-mère. Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité, le 11 décembre 1985.

95, rue de Vauvilliers, 92410 Ville-d'Avray.

- Les membres du Cercle et de Tsavia Bernard-Lazare ont le regret de faire part de la disparition de

M^o Jeanne GINSBOURG,

et s'associent au deuil de leur président, le docteur Benjamin Ginsbourg, et de sa famille.

- Le président de l'École des hautes études en sciences sociales, Le directeur du centre Charles-Richet, ont le vif regret d'annoncer le décès du

docteur Antoine MANS, grand officier de la Légion d'honneur, inspecteur général honoraire de la Santé publique, membre correspondant de l'Académie de médecine, président-fondateur de l'Association Jean-Moulin des déportés de l'Alsace-Lorraine, survenu le 7 décembre 1985.

Il s'associe à la peine de sa famille et de ses nombreux amis.

- On nous prie d'annoncer le décès de

M. André MERCIER, ancien directeur général adjoint à la SEDES.

Les obsèques auront lieu en l'église Saint-Paul-Saint-Louis, 99, rue Saint-Antoine, à Paris-4^e, le lundi 16 décembre 1985, à 8 h 30.

M^o Piofino, sa mère, M^o Françoise Piofino, son épouse, Pascale, Nathalie, Caroline, ses enfants, Toute la famille, Ses amis, Le personnel de l'entreprise Piofino,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean PIOFINO,

survenu le 11 décembre 1985, à l'âge de soixante-quatre ans.

Les obsèques auront lieu le lundi 16 décembre 1985, à 9 heures, en l'église Saint-Pierre de Neuilly, 50, avenue Achille-Peretti, à Neuilly-sur-Seine. Cet avis tient lieu de faire-part.

- On nous prie d'annoncer le décès de

M^o Daniel de PROYAT DE BAILLESCOURT, avocat au barreau de Paris, ancien secrétaire de la conférence,

survenu le jeudi 12 décembre 1985, dans sa soixante-et-unième année, muni des sacrements de l'Eglise.

De la part de M^o la comtesse Daniel de Proyat de Bailsesour, Ses enfants et petits-enfants.

Les obsèques auront lieu le samedi 14 décembre, à 13 h 45, en l'église Saint-Pierre de Chaillot, à Paris-16^e. Cet avis tient lieu de faire-part.

21, rue Fresnel, 75116 Paris.

- M^o Lydia Ragnan, son épouse, Et sa famille, font part du décès de

André REGNAULT, artiste-peintre français, ancien directeur de l'école régionale des beaux-arts de Tours,

survenu le 5 décembre 1985.

- « L'Éternel est mon berger : rien ne m'ébranlera... » (Psaume 23, cantique de David.)

Eugène RENOUX-BARÈS, journaliste et écrivain, poète d'humilité et de tendresse, homme de paix et de foi,

nous a quittés en cette fin d'automne, le mardi 26 novembre 1985, à l'heure qu'il aimait, entre toutes : celle de l'Angelus du soir.

Il avait quatre-vingt-trois ans.

Il repose à présent sous les arbres de sa forêt de Fontainebleau, auprès de sa chère

Roseline et de leur fille bien-aimée, Jacqueline.

Ses enfants, ses gendres, ses belles-filles, ses petits-enfants, toute sa famille, ses nombreux amis... se rapprochent, par ce message, de tous ceux qui l'ont connu et aimé.

Pas de condoléances en ce temps de Noël.

Des dons, peut-être, aux Petits Frères des pauvres, à l'Armée du salut, ou à toute autre communauté à vocation humanitaire.

- O Maître, que je ne cherche pas tant à être consolé... qu'à consoler.

Carnet Rue gauche

DIRECTEUR

de l'heure

A PARIS

LE QUARTIER DES ANTIQUAIRES

TEL : (1) 47.03.44.69

Pour vos cadeaux de Noël

LANCEL

un choix naturel

Paris • Opéra • Rd-Pi des Champs-Élysées • Palais des Congrès • 43 rue de Rennes • 26 rue Vernet • 150 rue de Rivoli • Party 2 • Vélizy 2 • Créteil-Soleil • Alajaccio • Bayonne • Bordeaux • Cannes • Lyon • Montpellier • Nice • Nîmes • Orléans • Perpignan • Rennes • Rouen • St-Etienne • Strasbourg.

INTÉRIEUR BAIN

56, rue Amélie 75011 PARIS

TEL : 43-55-84-43

Une boutique nouvelle dans votre quartier, pour le plaisir du bain : des accessoires, des douceurs, des senteurs, des idées-cadeaux, des petits meubles, un service décoration.

Ouvrez tous les jours de 10 h 30 à 19 h 30

Dimanche 10 h 30 à 13 heures - Fermé le lundi

Du 37 au 50

Pointures et largeurs mini ou maxi, et pieds délicats à chausser... découvrez notre nouvelle collection mode.

Jean Thiot

Paris

• 17, rue du Louvre (M^o Halles Turbigo) • 82, bd Haussmann (M^o St-Lazare) • 97, rue d'Alsace (M^o Alsace)

Chaussez-vous Jean Thiot

La Mode en Pointures et Largeurs Extrêmes.

Du 37 au 50 pour les hommes. Du 31 au 44 pour les femmes.

Du 37 au 50 pour les hommes. Du 31 au 44 pour les femmes.

Du 37 au 50 pour les hommes. Du 31 au 44 pour les femmes.

Du 37 au 50 pour les hommes. Du 31 au 44 pour les femmes.

Du 37 au 50 pour les hommes. Du 31 au 44 pour les femmes.

Du 37 au 50 pour les hommes. Du 31 au 44 pour les femmes.

Du 37 au 50 pour les hommes. Du 31 au 44 pour les femmes.

Du 37 au 50 pour les hommes. Du 31 au 44 pour les femmes.

Du 37 au 50 pour les hommes. Du 31 au 44 pour les femmes.

Du 37 au 50 pour les hommes. Du 31 au 44 pour les femmes.

Du 37 au 50 pour les hommes. Du 31 au 44 pour les femmes.

ANNONCES CLASSEES

REPRODUCTION INTERDITE

L'immobilier

appartements ventes
4^e arrdt
38 Ste-Croix-Bretonnerie
75 m², 2 p., 850 000 F. Sem.
14-17 h ou 43-28-73-14.
5^e arrdt
9, rue des Boulangers
Imm. 17-80 m², charme, 3,80
s/plat., poutres, impac.
770 000, samedi 12-17 h ou
43-28-73-14.
7^e arrdt
ÉCOLE-MILITAIRE
Bon imm. ch. et ent. indiv., gd
et s./rue, 1 ch., entrée, cuis.,
bains, w.c., 63, rue Louis-
Morel, Samedi, dimanche,
14 h 30-17 h.
14^e arrdt
Métro ALÉSIA
Imm. récent et ch., de 45, salon,
1 chbr., entrée, cuis., bain,
balcon, w.c., 28, rue Louis-
Morel, Samedi, dimanche,
14 h 30-17 heures.
15^e arrdt
16 Volontaires, 107 de calme,
entrée, 1 ch., 100 m², 100 000,
800 000, 46-55-36-38 ou 7 h
à 11 h 30. Vis. 12 h 30 à
16 h 30, 182 bis, r. Vaugirard.
Métro PASTEUR
Imm. récent et ch., de 45, STU-
DIO cuis., d'été, w.c., 28, rue
Louis-Morel, Samedi, dimanche,
14 h 30-17 heures.
17^e arrdt
MAIRIE XVII^e
DANS IMMEUBLE RÉNOVÉ
2 x 45 m² A REPARER
POSSIBILITÉ D'UN
GARAGE 46-57-32-88.
91 - Essonne
A VENDRE
Dans petite résidence agréable
Montigny, 16 minutes Paris.
Gare de Lyon, apt 2 pièces, 2
ch., Parfait pour investissement.
Tél. 69-03-56-73.
94 Val-de-Marne
BORD B. DE VINCENNES
RER 200 m. TR. BEAU
SÉJOUR, 4 CH. 145 m²
DEMICHIEL
48-73-60-22
ou 48-73-47-71.
appartements achats
AGENCE LITRE
Recherche pour clientèle fran-
çaise et étrangère apt et hôtels
part. dans quartiers rési-
dentiels, paiement comptant
chez notaire, 48-44-44-46.
ORPI
1^{re} force de vente à PARIS
recherche tous appartements
RÉALISATION RAPIDE
ORPI 45-66-06-75.

locations non meublées demandes
Région parisienne
Pour aide européenne cherche
ville pavillonnaire pour CADRES.
(1) 46-88-88-88, 42-83-87-02.
locations meublées offres
Région parisienne
STUDIO CUISINE
2, 3 pers., 1 200 F/semaine.
Apt 2 pièces, 2 000 F/se-
maine. Vais., ling., mén.
fournis. Px au mois, 62, rue Ca-
rrière, St-Maur, 48-83-23-42.
Métro Le Parc-de-St-Maur.
Province
NICE/CIMIZ
Loux meublé 3 p., vue magnif.,
imm. gd style, 1 ch. m. n. n.
3 000 F/m., 75-36-72-47.
bureaux
Locations
VOTRE SIÈGE SOCIAL
Constitution de sociétés et tous
services. 43-55-17-50.
immeubles
PONTENAY (LIMITÉ)
VINCENNES
Libre, imm. récent de qualité,
composant 3 appart. et 1 stu-
dio, gar., sous-sol, idm.
2 100 000 F. Exclutivité.
LERMS 43-63-39-69.
INVESTISSEUR rech. IMM.
a/PARIS, PSE, COMPT. N. C.
111, rue Victor-Hugo,
75116 Paris, 48-83-60-36.
pavillons
VENTES A BÉZIERS
pavillon 6 pièces, 2 salles
d'eau, garage et volabière,
construit sur 1 200 m² avec
parc, grande arène et jardin
parapet, situé à 13 km de la
mer, Px 850 000 F. Conve-
nable à retraité, 67-30-09-09.
villas
VENTES A LOUVEAC F 5
Casse départ retraite
TRÈS BELLE MAISON
avec ardoises rustiques
Terrain 5.500 m²
entouré de sapins
Le tout en excellent état.
1.000.000 F. P.V.C. Justifié
Téléphone : (01) 98-28-08-85.
ROUSSILLON PRADES très
beau pavillon, parc 1 ha, va-
pavillon, sous-sol, idm.
et Décorations 1.500 000 F.
Tél. 16-66-90-07-38 h 5;
16-66-95-15-18 h 10.
60 LYS-CHATEL
Vile rive 200 m², gd lux., parc
arboré 3 800 m², 46, 65 m² +
sal. 60 m², 2 chbr., 4 ch.,
3 bns, 2 w.c., gar., cave.
Px const. 3 m. à saisir
2 100 000, 16-44-21-22-55.

immobilier information
Association loi 1901 sans but
propre gratuit. Propriétaires et
acheteurs sélectionnés de logements,
l'entretien et la surveillance
de travaux de rénovation, un
choix sélectif d'acheteurs
dans tous les corps d'état, des
conseils juridiques pour la ges-
tion de leur appartement ou et
cas de litige.
Pour information écrire:
APPEL 75, 7, rue St-Arnaud, 75001
viagers
ÉTUDE LOBEL
Viagers, 35, bd Voltaire,
75011 PARIS, 43-55-81-58.
propriétés
150 KM SUD PARIS
100 % DE CRÉDIT
PROPRIÉTÉ EN U, agenc. rusti-
que, cuisine, 4 chambres, salle
de bains, chauff., 2 300 m²,
620 000 F. THYVALLY, 85170
St-Genès (119) 85-100-12
ou (119) 38-31-48-74 ap. 20 h.
maisons de campagne
Vente maison de campagne
(Aïe) 14 km de Moulins. Ter-
rain clos 1 000 m², EDF + eau,
chaudière, piscine, A 3 h de
Paris. Tél. : 68-04-13-65.
terrains
Terrain à bâtir situé à la
Bastille (Paris-VII), 910 m²,
120 000 F. Pas d'aparc. T. 86-
32-40-64 à St-Denis (119).

l'agenda du monde

Particuliers
(demandes)
Particulier ACHÈTE MEUBLES
anciens même en mauvais état.
Tél. 45-77-81-00.
Animaux
URGENT. Cherche foyer cén
pour accueillir un couple de
chats siamois très affectueux
du 16 décembre au 8 janvier.
Frais payés.
Tél. : 43-57-80-30.
Artisans
RESTAURATION DE MEUBLES
EBENISTE D'ART
Tél. : 43-74-41-10.
Arts
Acheteurs tableaux modernes
prix réduits modernes.
Tél. : 43-55-17-50.
CADEAUX - 50 %
Sur les photographies de pain-
tres, tapisseries, affiches
40 F. 50. Chausse d'Art,
10, rue de Valenciennes, 75001
Paris, 46-48-17-25.
Bijoux
BIJOUX ANCIENS
ET OCCASIONS OR
Bijouterie et Argenture.
Des offres exceptionnelles.
Référence Paris pas cher
PERRON, 4, Chausse d'Art,
10, rue de Valenciennes, 75001
Paris, 46-48-17-25.
Cours
STAGES DE NOËL
DU 23 AU 31 DÉCEMBRE
MATIS, PAYS, FRANÇAIS
ALLEMAND, ANGLAIS.
Groupe de 2 à 5 élèves max.
S.A. SAC, 42-45-15-72.
Métro République.

Déménagements
Déménagements. Paris-
banlieue-province, transports
propres et rapides. C'est simple et pas cher.
Tél. Christian 43-62-38-68.
Accessoires
auto
AUTO RADIO
pour radio par satellite
à prix très compétitif.
On peut apporter son poste.
AUTOTEC
93, rue de Valenciennes, 75001
Paris, 43-31-73-50.
Festivités
L'OSTELLERIE
DE LA VIANNE ROUGE
vous propose
Menu de Noël à 150 F
Réveillon de la
St-Sylvestre à 480 F
Soirée aux chandelles
samedi 14 et 15.
Cochon
Réservation-remplacement :
64-48-82-10
77 - Montigny/La Chapelle.
Moquettes
A saisir
MOQUETTE 100 %
PURE LAINE
WOOLMARK
Prix spécial : 99 F/m².
Tél. : 48-58-81-12.
Musique
Offres à vos amis, à vos en-
fants LE PREMIER COURS DE
PIANO EN VIDEO-CASSETTE
avec un professeur expérimenté
une méthode facile et ap-
prenable pour apprendre rapide-
ment à jouer sans connaître ni
sérieusement les notions de
musique. La Pierre Académie de
Musique, Tél. 45-24-53-63.

Tapis
TAPIS
D'ORIENT
- 50 %
SUR UN MAGNIFIQUE LOT
de 100 tapis d'origine turque,
russe, pakistanaise, iranien,
grecque, soviétique, indienne.
LAURENT
101, rue de Valenciennes,
PARIS-7^e, 45-30-40-21,
10/20 heures.
Troisième âge
MOTELLERIE « Les Cèdres »
social, confort, service. Spé-
cialité de la famille et de la
jeune. Métro Louis-Aragon, 45-
38-34-14 et 47-26-59-63.
Vacances
Tourisme
Loisirs
SKI DE FOND
HAUT-JURA
3 h de Paris par TGV. Encore
quelques places pour Noël et
Janvier dans ferme du XVII^e.
Cuisine, confort, calme et pais-
sance, table d'hôte 12 pers.
Prix par personne semaine, de-
cembre 1 850 F et selon période.
Pax. complète + vin + mas-
de ski + accompagnement.
Tél. : 8 (01) 36-72-87.
LE CRÉT-LAIGNEAU,
25880 MONTENOIR.
LA PLAINE
Studio, tout confort, à louer
entre samedi, dimanche et
jour suivant.
Période du 19 au 26 janvier.
Prix : 1 200 F.
Tél. : 43-31-70-63
(le matin et après 19 heures).

INFORMATIONS « SERVICES »

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 13.12.1985 À 0 H G.M.T.



Evolution probable du temps en France entre le vendredi 13 décembre à 6 heures et le samedi 14 décembre à 24 heures.
L'anticyclone qui protège la France du flux perturbé océanique maintiendra son influence sur le pays durant les prochaines quarante-huit heures. Seules les perturbations du Nord-Est seront touchées par des déformations auxiliaires.
Samedi et dimanche : Prédominance du même type de temps avec de nombreux brouillards matinaux, localement givrants et parfois denses dans le Sud-Ouest, le Centre et le Nord-Est. Le Sud-Est sera épargné samedi, mais des brouillards pourront s'y former dimanche.
Au nord de la Loire, le ciel restera couvert samedi matin, avec quelques brumes sur le Nord. Au cours de l'après-midi, une amélioration se dessinera par l'ouest, et les éclaircies gagneront en soirée tout le quart nord-ouest. Sur la moitié sud du pays, les éclaircies se feront plus belles, mais des brumes de brouillard persisteront localement dans

PRÉVISIONS POUR LE 14.12.85 DÉBUT DE MATINÉE



le Sud-Ouest. Le ciel restera bien dégagé en Méditerranée. Les températures minimales avoisineront 9 à 10 degrés sur les côtes bretonnes, 0 à 1 degré dans le Bassin parisien, -3 à -5 degrés dans le Nord-Est et le Centre, -2 à -4 degrés dans le Sud-Ouest, 0 à 4 degrés en Méditerranée. Elles descendront localement à -10 ou -12 degrés dans le Massif Central.
Les températures maximales atteindront 11 à 13 degrés sur les côtes bretonnes, 9 à 12 degrés en Méditerranée, 1 à 5 degrés dans l'intérieur.
Dimanche, la bande nuageuse se limitera du Nord au Nord-Est. Après la dissipation des brouillards matinaux, de belles éclaircies apparaîtront, surtout au sud de la Loire. Les températures minimales seront en légère baisse dans le quart nord-ouest, en hausse de 1 degré ailleurs. Les températures maximales seront en légère hausse.
Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré dans la journée du 12 décembre, le second le minimum de la nuit du 12 décembre au 13 décembre) : Ajaccio, 15 et 5 degrés; Biarritz, 10 et 2; Bordeaux, 7 et -5; Brétigny, 11 et 4; Brest, 9 et 7; Cannes, 14 et 3; Cherbourg, 6 et 2; Clermont-Ferrand, 1 et -7; Dijon, 3 et -4; Dinard, 3 et 0; Embrun, 3 et -8; Grenoble-St-Martin, 1 et -3; Grenoble-St-Georges, 1 et -2; La Rochelle, 6 et -2; Lille, 3 et -1; Limoges, 5 et -4; Lorient, 2 et 0; Lyon, 2 et -1; Marseille-Marganne, 8 et -2; Nancy, 2 et -3; Nantes, 3 et -2; Nice-Aéroport, 14 et 5; Paris-Montsouris, 2 et 0; Paris-Orly, 1 et -1; Pau, 1 et -1; Perpignan, 14 et 4; Rennes, 1 et -1; Rouen, 1 et -2; Saint-Etienne, 1 et (n.c.); Strasbourg, 4 et -5; Toulouse, 2 et -2; Tours, 2 et -1.
Températures relevées à l'étranger : Alger, 16 et (n.c.); Genève, 4 et -1; Lisbonne, 12 et 6; Londres, 10 et -1; Madrid, 10 et 1; Rome, 14 et 5; Stockholm, -2 et -4.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

PARIS EN VISITES

DIMANCHE 15 DÉCEMBRE
« Les halles de la galerie Véro-Dodat aux rues du Jour, des Provaires, et des Envers », 15 h 15, place des Deux-Epées (St-Berthe).
« L'Assemblée nationale au Palais Bourbon », 14 heures, Champs des députés (gare d'Orléans).
« Dessins et manuscrits de Victor Hugo », exposition « Soleil d'œuvre », au Petit Palais, 10 h 30, hall (D. Bouchard).
« Visite du lycée Henri-IV », 15 heures, 23, rue Croix (A. Ferrand).
« Musée Rodin, hôtel Biron », 10 h 30, 77, rue de Valenciennes.
« Cinq cents ans sous le toit de l'Église », exposition « Cinq cents ans sous le toit de l'Église », 15 heures, 11, avenue du Président-Wilson (à la caisse) (Approche de l'art).

14 h 30, métro TGV. Lampes de poche (M. Bassac).
« Au bon temps de l'opéra français », inscriptions : 45-26-26-77 (Paris et son histoire).
« La rue Montorgueil et l'ancienne cour des Miracles », 15 heures, sortie métro Sentier (Régénération du passé).
« L'hôtel de Commodo », 15 heures, 63, rue de Monnaie (L. Haullier).
« Visite de l'hôtel de la Paix », 9 h 30, 29-31, Champs-Élysées.
« Le musée Picasso », 7, rue de Thorigny, 11 heures, près de la caisse, ou 10 h 30, entrée.
« Exposition Teyssier-Bernardini », 15 heures, 11, avenue du Président-Wilson (à la caisse) (Approche de l'art).

« L'hôtel de Rohan et l'exposition les Huguenots », 15 heures, 57, rue Vieille-du-Temple.

CONFÉRENCES

14 h 30 : « La Crète et les Cyclades », 16 h 30 : « L'astrologie par images (Nouradamas) », 18 h 30 : « Le bouddhisme et la Thaïlande », 60, boulevard Latour-Maubourg (M. Brunfeldt); 15 heures, 1, rue des Provaires (1^{re} étage droite); « Science et foi à l'aube du XXI^e siècle » (M. Michel Jodin) et « Le mystère féminin dans la plus divine » (Nancy); 14 h 30, 24, quai d'Austerlitz : « Mille ans de l'histoire d'art et du vêtement la collection Heitsch : cinq cents ans de la Révolution » (Maggie Adde).

Les mots croisés se trouvent dans « Le Monde Loto » page 19.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du jeudi 12 décembre :

UN DÉCRET

« N° 85-1308 du 6 décembre 1985 relatif à l'émission de l'emprunt d'Etat décembre 1985 et autorisant l'émission d'obligations assimilables du Trésor ».

UN ARRÊTÉ

« Du 3 décembre 1985 portant création du brevet d'études professionnelles d'agent du transport ».

Sont publiés au Journal officiel du vendredi 13 décembre :

DES DÉCRETS

« N° 85-1311 du 11 décembre 1985 fixant le montant de la cotisation forfaitaire annuelle due par les services locaux de radiodiffusion sonore ».

« N° 85-1312 du 12 décembre 1985 relatif à la constitution et aux statuts des sociétés de contrepartie ».

« N° 85-1313 du 9 décembre 1985 portant publication de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de l'Union des républiques socialistes soviétiques concernant l'étude du français et du russe, signé à Moscou le 28 avril 1979 ».

« N° 85-1316 du 11 décembre 1985 relatif à la pêche en eau douce pratiquée par des professionnels ».

UN ARRÊTÉ

« Du 10 décembre 1985 fixant la valeur du coupon à échéance du 21 décembre 1986 pour les obligations à taux variable décembre 1983 ».

COLLOQUE

INSTITUTION PSYCHIATRIQUE
« Le Centre d'étude de la famille organise, le dimanche 15 décembre à partir de 9 heures, 32, rue Olivier-Noyer à Paris 14^e, une journée d'étude sur le thème « Y a-t-il une théorie de l'institution ? » Inscription et renseignements auprès de J. Godeau, 31, rue de Liège, 75008 Paris, Tél. : 42-84-06-08. Frais de participation : 220 F.

OFFRES D'EMPLOIS

Le groupe EGOR rappelle aux lecteurs du Monde les postes qu'il leur a proposés cette semaine :

Savoirs :

- **INGÉNIEUR MÉTALLURGISTE** RAE VM15/477AH
- **RESPONSABLE RECHERCHE & DÉVELOPPEMENT** RAE VM15/1286S
- **THOMSON-CSF** DIVISION TÉLÉCOMMUNICATIONS
- **JEUNES INGÉNIEURS ÉLECTRONIQUES** RAE VM32/1386J
- **INGÉNIEUR COMMERCIAL** RAE VM32/1386L

Si vous êtes intéressé par l'un de ces postes, nous vous proposons de nous adresser un dossier de candidature en précisant la référence choisie.

GROUPE EGOR
8, rue de Berni - 75008 Paris

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
MILANO PERUGIA ROMA VERONA BOLOGNE LONDRE MADRID MONTREAL TOKYO

emplois internationaux
Recherche pour Afrique de l'Ouest : **1 INGÉNIEUR GÉOTECHNIQUE**
Quelques années d'expérience. Adresser C.V. sous le n° 8 108 LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Montessuy, Paris-7^e.

DEMANDES D'EMPLOIS
MANIPULATEUR L.O.M. cherche emploi D1-02-86. Tél. : 45-05-06-77.
Jeune fille allemande (19) cherche au pair emploi en France dans famille (fév. 1986, durée 4-6 mois). LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Montessuy, Paris-7^e.

propositions diverses
L'Etat offre des emplois stables, bien rémunérés, à tous les Français titulaires d'un diplôme. Demandez une documentation gratuite sur la revue spécialisée.
FRANCE CARRIÈRES (C 18) S.P. 402 - 05 PARIS.

TAPIS D'ORIENT
- 50 %
SUR UN MAGNIFIQUE LOT
de 100 tapis d'origine turque,
russe, pakistanaise, iranien,
grecque, soviétique, indienne.
LAURENT
101, rue de Valenciennes,
PARIS-7^e, 45-30-40-21,
10/20 heures.

Troisième âge
MOTELLERIE « Les Cèdres »
social, confort, service. Spé-
cialité de la famille et de la
jeune. Métro Louis-Aragon, 45-
38-34-14 et 47-26-59-63.

Vacances
Tourisme
Loisirs
SKI DE FOND
HAUT-JURA
3 h de Paris par TGV. Encore
quelques places pour Noël et
Janvier dans ferme du XVII^e.
Cuisine, confort, calme et pais-
sance, table d'hôte 12 pers.
Prix par personne semaine, de-
cembre 1 850 F et selon période.
Pax. complète + vin + mas-
de ski + accompagnement.
Tél. : 8 (01) 36-72-87.
LE CRÉT-LAIGNEAU,
25880 MONTENOIR.

LA PLAINE
Studio, tout confort, à louer
entre samedi, dimanche et
jour suivant.
Période du 19 au 26 janvier.
Prix : 1 200 F.
Tél. : 43-31-70-63
(le matin et après 19 heures).

LOTTO N° 80
TIRAGE DU MERCREDI
11 DÉCEMBRE 1985

11 13 18 24 34 45 2

PROCHAIN TIRAGE : SAMEDI 14 DÉCEMBRE 1985

VALIDATION : POUR LE MERCREDI 18 DÉCEMBRE 1985 ET LE SAMEDI 21 DÉCEMBRE 1985 JUSQU'AU MARDI APRÈS-MIDI

NOMBRE DE GRILLES GAGNANTES	RAPPORT PAR GRILLE GAGNANTE (POUR 1 F)
6 BONS N°	10 993 385,00 F
5 BONS N° + complémentaire	70 66 225,00 F
5 BONS N°	2 634 5 530,00 F
4 BONS N°	153 898 90,00 F
3 BONS N°	2 717 507 7,00 F

N'oubliez pas : LA SEMAINE PROCHAINE UNE SUPER CAGNOTTE LE MERCREDI UNE SUPER CAGNOTTE LE SAMEDI LES 2 SUPER-CAGNOTTES DE NOËL !

BISON FUTÉ
Fabricant
Vêtements CUIRS, PEAUX, FOURRURES
est présent du 6 au 15 décembre à la
BRADERIE DE PARIS
STAND 417
Porte de Versailles
Reduction supplémentaire de 5 % sur présentation du journal

REPÈRES

Dollar : plus faible à 7,6950 F

Après l'intervention des banques centrales, qui, mercredi 11 décembre dans l'après-midi, « cassèrent » la remontée du dollar au niveau de 2,56 DM et 7,80 F, le « billet vert » a continué de s'affaiblir, revenant, vendredi 13 décembre, à 2,5120 DM et 7,68 F. Au sein du système monétaire européen, le franc belge, très faible, a atteint son cours-plancher et e dû être vigoureusement soutenu par la Banque de France. Comme le franc est en tête du SME, ce soutien l'a tiré vers le bas, notamment vis-à-vis du deutschemark, dont le cours s'est élevé de 3,0540 F à 3,06 F, au plus haut depuis de nombreux mois.

Epargne : forte baisse de la collecte des caisses d'épargne

La collecte directe des caisses d'épargne (réseau de l'Ecurie) a fortement diminué au cours des dix premiers mois de 1985, revenant de 20 milliards de francs pour la même période de 1984 à seulement 7 milliards de francs. Deux raisons expliquent cette diminution, souligne le Centre national des caisses d'épargne. La stagnation du pouvoir d'achat des ménages en est responsable pour « plus de la moitié », le taux d'épargne des ménages tombant à 12 % de janvier à octobre 1985. La deuxième raison est la concurrence de plus en plus forte des nouveaux produits financiers à rémunération plus forte, notamment la SICAV court terme et les obligations, qui recueillent plus de 25 % de la collecte à elles seules. Au total, le recul de cette année est imputable à 40 % à cette concurrence. En outre, d'autres réseaux peuvent, depuis 1982, distribuer des produits d'épargne exonérés d'impôts, comme le Livret d'épargne populaire (LEP) et le CODEVI, ce dont ils ne se privent pas.

ENTREPRISES

Air Charter triple le nombre de ses passagers sur l'Atlantique Nord

Air Charter, filiale d'Air France (80 %) et d'Air Inter (20 %), a atteint l'objectif fixé par les pouvoirs publics en assurant, depuis cette année, au pavillon français, plus de la moitié du trafic charter international moyen-courrier ayant la France pour origine ou pour destination. M. Jean-Dickier Blanchet, son président, qui a annoncé ce résultat « faste », a expliqué que celui-ci avait été obtenu grâce à une augmentation du nombre des heures de vol de 41 % en 1985. Air Charter aura transporté, cette année, 1,8 million de passagers au lieu de 1,2 million en 1984 et 800 000, en 1983. Sur l'Atlantique Nord, la compagnie a triplé le nombre de ses passagers en deux ans et prévoit d'ouvrir une desserte vers le Canada. Son chiffre d'affaires a atteint 1 250 millions de francs et son bénéfice, 7,5 millions.

Chaussure construite quinze mille Ford le chantier naval Kockums réclame une aide de l'Etat

C'est la compagnie Chausson, filiale commune de Renault et Peugeot, située à Croix (Oise), qui réalisera l'ingénierie, et assemblera le nouveau modèle sportif de Ford. Selon M. Rudolph H. Bonifazi, le président directeur général de Ford-France, un protocole devrait être signé au début de 1986, qui porterait sur la fabrication de quinze mille véhicules par an, essentiellement destinés au marché américain. En effet, si le marché européen pour ce genre de voitures est relativement modeste, il a représenté quatre-vingt mille unités l'an dernier en Amérique du Nord. La délocalisation sur le Vieux Continent, outre l'économie de coût de productions qu'elle permet de réaliser sur des petites séries, permettra à Ford d'imprimer un « look européen » très prisé aux Etats-Unis pour les voitures de luxe.

Le difficile sauvetage du groupe sidérurgique ouest-allemand Arbed-Saarstahl

Le gouvernement de Bonn a levé son opposition au plan du gouvernement régional de la Sarre qui, pour sauver l'entreprise sidérurgique Arbed-Saarstahl, voulait confier sa gestion aux Forges et Aciéries de Oilling (Oillingier Hütte), filiale sarroise du groupe français nationalisé Sidor. Cette décision, qui a été communiquée par le ministre fédéral de l'économie, M. Martin Bangemann au gouvernement régional social-démocrate (SPD), met un terme au très vague contre-projet de Bonn de faire reprendre Arbed-Saarstahl par un consortium constitué des plus grands noms de l'acier ouest-allemand : Krupp, Thyssen, Klockner, Salzgitter et Oillingier Hütte. Pour sauver, autant que faire se peut, les 14 000 emplois de l'entreprise, le gouvernement sarrois du ministre-président (SPD), M. Oskar Lafontaine, souhaite racheter pour un mark symbolique la majorité du capital de l'entreprise, par l'intermédiaire d'une banque qu'il contrôle. (AFP.)

Le choix de Alcatel-Thomson remis en cause au Portugal

Le gouvernement portugais a décidé de revenir sur la décision prise par son prédécesseur le 8 octobre 1985, de confier une partie (45 %) de la modernisation de son réseau téléphonique au français Alcatel-Thomson, filiale de la CGE. En revanche, l'autre candidat retenu (pour 55 %), l'allemand Siemens, se voit confirmé et autorisé à collaborer avec le portugais Centel pour la fabrication de centraux digitaux. Fidèle au principe d'adopter deux systèmes technologiques différents, le gouvernement de Lisbonne a décidé que les PTT portugaises avaient désormais six mois pour faire le choix d'un deuxième partenaire. Les négociations vont donc reprendre avec le français mais aussi avec les autres candidats malheureux, le japonais NEC, le suédois Ericsson, l'américain ITT et l'association américano-néerlandaise ATT-Philips.

GRANDES MANŒUVRES INDUSTRIELLES AUX ETATS-UNIS

General Electric rachète RCA pour 6,28 milliards de dollars Une stratégie de consolidation

Vue de ce côté-ci de l'Atlantique, l'activité boursière des Américains paraît saisie par le démon de la démonstration. Chaque mois apporte son lot d'OPA, de rachats et de fusions, tous plus fabuleux les uns que les autres. Décembre ne fera pas exception avec l'annonce de la plus grosse opération réalisée aux Etats-Unis par des compagnies non pétrolières : 6,28 milliards de dollars pour le rachat de RCA par General Electric (GE). Un rachat qui sera qui plus est payé au comptant. Quelque 50 milliards de francs. Il est vrai que General Electric, avec ses 5 milliards de

GENERAL ELECTRIC	RCA
CA 1984 : 27,95 milliards de dollars	CA 1984 : 10,11 milliards de dollars
Produits grand public	Electronique (dont la moitié en grand public et l'autre en militaire et professionnel)
Equipements électriques	49 %
Systèmes industriels	23 %
Systèmes énergétiques	14 %
Moteurs d'avions	14 %
Matériaux	4 %
Services et produits techniques	4 %
Services financiers	2 %
Ressources naturelles	2 %
	Divers (logis, assurances) 10 %

* La société Hertz a été vendue à United Airlines en juin 1985.

dollars de liquidités, pouvait offrir bon nombre d'entreprises. Les occasions ne lui avaient guère manqué ces derniers mois d'Allen Bradley à Hughes Aircraft, mais GE s'était visiblement pas prêt à mettre à l'import quel prix.

Figurant tous deux parmi les premiers fabricants américains de produits grand public et les principaux fournisseurs du Pentagone, General Electric et RCA vont donner naissance — sous réserve que leur fusion soit approuvée, notamment par la commission fédérale des communications — à un « poids lourd » dans ces deux secteurs. GE passera de son rang de neuvième groupe industriel américain à celui de septième, avec 60 milliards d'affaires annuels de près de 40 milliards de dollars (sur la base de 1984). Une évolution qui cadre avec la stratégie définie au début des années 80 par General Electric, déterminée à devenir le leader sur ses principaux marchés. Ce qui s'est pas une mince affaire quand on sait que les principaux marchés en question — sans compter une multitude d'activités périphériques — se recouvrent pas moins d'une quinzaine d'activités chez GE, un conglomerat capable de faire des lave-vaisselle comme des moteurs d'avion, des turbines à gaz comme des scanners, des automates pro-

grammables comme du crédit à la consommation.

Ce bric-à-brac apparent s'ordonne en fait autour des trois axes que le groupe a choisis de développer : le noyau dur des activités traditionnelles (électroménager, lampes, turbines...); les nouvelles technologies (moteurs d'avion, équipement médical, produits chimiques, composants...) et, enfin, les services (crédits, services informatiques, services liés au nucléaire...). Si le premier secteur continue à croître en volume, ce sont, bien sûr, les deux derniers

qui dégagent la majorité des bénéfices (2,28 milliards de dollars en 1984) : environ 70 % en 1985, quelque 80 % à l'issue de la fusion avec RCA.

Malgré son poids (27,95 milliards de dollars de CA en 1984, 330 000 personnes dans le monde), GE fait preuve d'une étonnante souplesse d'adaptation. Procédant par accords de coopération pour être présent sur tous les segments de marchés, en Europe et en Asie, comme aux Etats-Unis, et par prises de participation minoritaires plus que par rachats massifs (RCA sera l'exception qui confirme la règle), GE se fraye ainsi peu à peu son chemin vers le leadership qu'il s'est fixé. Une démarche très nette dans la production, un domaine relativement neuf que GE a choisi de privilégier au début de la décennie 80.

Elément de sa stratégie de consolidation, le rachat de RCA va ainsi doter GE d'une position solide dans la télévision où il ne disposait jusqu'à ce jour d'aucune chaîne.

Un heureux hasard plus qu'une volonté déterminée, car si l'on en croit une analyse faite par le magazine *Forbes* en mars 1984, GE était prêt à céder ses activités de diffusion. Mais RCA était une trop belle occasion.

Texaco victime de ses appétits

Qui l'eût cru ? Texaco, cinquième compagnie américaine et septième mondiale toutes catégories, la plus secrète, la moins aimée des femmes et sept ans après le pétrole, va probablement disparaître, d'une façon ou d'une autre, accusée dans les cordes par une société texane inconnue, infiniment plus petite.

Vue de Paris, l'affaire paraît à peine croyable, et à la limite choquante. Comment peut-on, pour des raisons morales, compromettre le vie d'un groupe de cette taille, employant, dans le monde entier plus de 80 000 personnes, et risquant d'entraîner dans sa chute nombre de créanciers, sous-traitants et fournisseurs ?

A New York, elle passionne mais ne choque personne. L'opinion suit avec avidité les affres du géant aux pieds d'argile pris la main dans le sac alors qu'il avait abusé de son pouvoir pour enlever au nez et à la barbe d'une petite société rivale le contrôle d'une autre compagnie. A la Bourse, les spéculateurs s'en donnent à cœur joie, l'action Texaco a perdu en un mois 25 % de sa valeur, tandis que celle de son heureux adversaire, Pennzoil, en gagnait 36 %. « Texaco disparaît, et alors ? Ses morceaux restent bons, ils seront repris par une meilleure direction » assure sans hésitation un spécialiste américain du secteur.

Texaco de fait se trouve désormais en position extrêmement critique. Un juge texan a confirmé cette semaine le verdict du jury de Houston il y a un mois, condamnant le groupe pétrolier à verser au total 11,1 milliard de dollars (85,5 milliards de francs) à Pennzoil, auquel il avait soufflé en janvier 1984 le contrôle d'une autre société (Getty Oil) par des « manœuvres contraires à l'éthique ». C'est la plus grosse amende civile jamais infligée outre Atlantique. C'est aussi l'équivalent de la totalité de l'endettement du groupe, pris de dix années de bénéfices et près du quart de son chiffre d'affaires annuel.

Trois solutions

Le groupe pétrolier a certes pour l'heure réussi à éviter le pire. Pennzoil s'est engagé à ne pas exiger pendant au moins trente jours le versement de ladite somme. En contrepartie, Texaco a promis de ne pas céder ou transférer des actifs, pour ne pas aliéner la créance de Pennzoil. Mais ce n'est qu'un répit. Le groupe confronté à un vrai dilemme n'a que trois solutions, toutes pénalisantes.

Il peut bien sûr aller en appel auprès de la Cour suprême des Etats-Unis. Mais il doit dans ce cas émettre immédiatement une caution pour la totalité des

sommes dues, ce qui risque de précipiter une grave crise de confiance chez les autres créanciers. Déjà un certain nombre de ses fournisseurs demandent des lettres de crédit. « Texaco est un pommier de terre brûlée », assure le dirigeant d'une compagnie d'assurance-crédit.

La deuxième solution est celle du pire : Texaco peut se mettre tout de suite sous la protection de la loi sur les faillites, ce qui l'autorise à suspendre le paiement de ses créances passées et garantit à ses partenaires commerciaux le règlement de leurs factures... mais ouvre une procédure judiciaire qui à toutes chances de s'éterniser fatalement.

Comme Pennzoil, s'il veut un jour être payé, n'a pas intérêt à ce Texaco ne puisse plus travailler normalement. « Il faut garder le vif du gras », ont dit des dirigeants — et aucun avantage à tirer de sa mise en faillite, la solution (la troisième) passe normalement par un accord de compromis entre les deux sociétés. Texaco en tout état de cause y laissera des plumes, si ce n'est déjà fait.

Cette affaire, impossible de ce côté-ci de l'Atlantique illustre les conséquences désastreuses de la vague de rachats sauvages qui a secoué depuis trois ans le secteur pétrolier américain. Sans même parler des victimes (Gulf, Getty, Cities services...) qui toutes ont disparu, ce grand chamboulement a fragilisé à l'extrême le secteur. Les grandes sociétés qui avaient gobé les plus petites se retrouvent prises dans des contentieux gigantesques. En 1984, la dette totale de l'industrie pétrolière américaine a atteint 77 milliards de dollars soit un bon tiers des actifs immobilisés, et l'équivalent du déficit budgétaire. Chevron, Occidental, Mobil, et bien sûr Texaco paient cher aujourd'hui leurs appétits passés. Elles le paient plus que ce tourbillon de concentrations a traumatisé l'opinion américaine, ce qui explique d'ailleurs la fermeté du jury texan contre Texaco. « C'est la revanche des petits contre la toute puissance des géants du secteur. Du Texas et de ses riches mais modestes PME contre les excès de capitalisme new-yorkais » explique un analyste financier, en commentant la « cas » Texaco.

C'est aussi l'expression d'une inquiétude profonde dans les Etats américains qui, comme le Texas, subissent de plein fouet les conséquences coercitives d'une vague de restructurations industrielles, saluée à Wall Street comme un assainissement salutaire, mais dont localement on voit mieux les défauts que les bienfaits théoriques.

VÉRONIQUE MAURUS.

Globe, deuxième.

Godard est-il nul ?

La France des ringards.

Le Bloc-Notes de Bernard-Henri Lévy.

Hollywood par Helmut Newton.

Kosinski : Jaruzelski veut ma peau !

Les magnats de l'Audiovisuel.

Le Who's who du Style Français.

GLOBE

ESSENTIEL ET MENSUEL 30 F.

ANIMATION DES GROUPEMENTS D'EXPRESSION DES SALAIRES

Comment faire ?

EUROFORMATION

524-58-80

138, rue du Paradis, 75018 PARIS

صلى الله عليه وسلم

AFFAIRES

Le PDG de la CGE estime avoir reçu le « feu vert » du gouvernement sur son accord avec ATT

M. Georges Pébereau, PDG du groupe nationalisé CGE, estime que la décision des pouvoirs publics l'autorisant à poursuivre ses négociations avec le géant américain des télécommunications ATT (*le Monde* du 13 décembre) équivaut à un aval officiel pour l'accord. Il indique dans un entretien au quotidien économique *Les Echos*, ce vendredi 13 décembre, qu'un « feu vert » a été donné par le pouvoir sur « un dispositif qui comporte trois éléments : l'ouverture du marché français de la commutation téléphonique aux produits d'APT, filiale commune d'ATT et de Philips ; un projet de loi de loi de loi ; enfin un projet d'accord entre CGE, ATT et Philips ».

Affirmant que « le processus de négociation a été tout à fait normal », M. Pébereau poursuit en

expliquant que cet accord « nous laisse entièrement libres de notre technologie et de nos alliances ». Le PDG de la CGE conclut : « Nous avons ainsi créé un contexte favorable nous permettant de relever de nouveaux défis, bien sûr dans le domaine de la commutation, où il nous reste du travail à faire, mais aussi dans un autre domaine d'avenir, lui-même en plein mouvement : celui des services de télécommunications à valeur ajoutée ».

[M. Pébereau souhaite franchir un point de non-retour sur son accord très contesté avec ATT et interprète le oui conditionnel du gouvernement comme un « feu vert ». M. Fabius ne voulait pas trancher et souhaitait renvoyer la décision finale après les élections. Le voilà aujourd'hui bien obligé de s'engager par cette prise de position publique du PDG de la CGE.]

Nominations

● A la Commission nationale des labels agro-alimentaires, M. JEAN FERRIOT, journaliste, a été nommé président par M. Henri Nallet, ministre de l'Agriculture. Il y remplace M. Perdrix. Cette commission, composée de trente-trois membres comprenant des représentants de l'administration, de la production, de la transformation et de la distribution, décerne des labels à certains produits qui offrent des garanties de qualité aux consommateurs.

● A l'Agence centrale pour les offices agricoles, M. YVES COLMOU, trente ans, a été nommé sous-directeur. Il était chef de cabinet de M. Nallet depuis mai et occupait la même fonction auprès de M. Rocard depuis mars 1983, après avoir été chef adjoint de son cabinet au ministère du Plan et de l'aménagement du territoire.

● A l'Office national interprofessionnel des viandes, de l'élevage et de l'aviculture (ONIA), M. DANIEL BASSET, quarante-sept ans, ingénieur agronome, a été nommé directeur adjoint. Il était chargé des questions de l'élevage au ca-

binet de M. Rocard puis de M. Nallet.

● Au Centre national pour l'aménagement des structures des exploitations agricoles (CNASEA), M. FRANÇOIS GOUESSE, quarante-quatre ans, ingénieur agronome, est nommé sous-directeur. Il était directeur adjoint du cabinet de M. Nallet.

● Au groupe Chargeurs SA, M. EDUARDO MALONE, trente-six ans, devient directeur général et « coiffera », outre l'industrie, les activités maritimes et touristiques. Emprunté chez Pricel, qui a fusionné avec les Chargeurs en 1981, en 1973, il était directeur général adjoint du groupe.

● A la Société française des pétroles BP, M. RAYMOND BLOCH, quarante-six ans, a été nommé directeur général en remplacement de M. Hubert Jacqz, atteint par la limite d'âge de soixante ans. M. Bloch, ingénieur civil des mines, qui était administrateur-directeur général de BP-Chimie, sera lui-même remplacé par M. Jean Lamort, quarante-six ans, ingénieur en génie chimique, et actuellement directeur du département pétrochimie à BP Chemicals international.

ÉNERGIE

Remontée des cours sur le marché pétrolier

Les prix du pétrole brut ont poursuivi, le jeudi 12 décembre, le mouvement de reprise amorcé la veille, qui tend à corriger les excès du début de la semaine. Sur le marché de Londres, le brut « Brent » de la mer du Nord, qui, de 28 dollars le baril avant le week-end, avait chuté mercredi à moins de 22 dollars, est remonté jeudi en fin de soirée aux environs de 26 dollars le baril.

Les marchés libres restaient toutefois traumatisés par les fluctuations erratiques - et purement spéculatives - des trois jours ayant suivi l'annonce d'un changement de stratégie de l'OPEP. Un certain nombre de sociétés de négoce ont durement pâti de cette panique et devraient bientôt connaître des difficultés, ce qui alimente la méfiance des opérateurs et contribue à geler les transactions.

La plupart des observateurs estiment que les cours devraient se stabiliser aux environs de 25 à 26 dollars par baril, avant de s'effriter à nouveau en janvier, si

l'OPEP ne revient pas sur sa décision et n'accepte pas de réduire sa production, qui, au niveau actuel, excède largement les capacités d'absorption du marché prévu au début de l'an prochain.

Le chancelier de l'échiquier britannique a toutefois catégoriquement exclu jeudi, devant le Parlement, une coopération explicite de la Grande-Bretagne avec l'OPEP. « En aucune façon, la Grande-Bretagne ne deviendra membre de l'OPEP », a-t-il dit, rappelant que le pétrole ne représentait que 6 % du produit national brut britannique.

● La baisse des tarifs d'EDF : une manœuvre électoraliste, selon la CGT-Energie. — La fédération COT de l'énergie estime que la décision annoncée, jeudi 5 décembre, de baisser de 1 % les tarifs de l'électricité est « une manœuvre électoraliste du gouvernement socialiste. Il est clair que la mesure prise n'est pas la conséquence d'une amélioration de la situation d'EDF et de GDF. Les difficultés financières de ces deux établissements nationaux seront aggravées à brève échéance ».

ÉTRANGER

LE CONSEIL ÉCONOMIQUE AMÉRICANO-SOVIÉTIQUE POUR L'OCTROI DE LA CLAUSE DE LA NATION LA PLUS FAVORISÉE À L'URSS

A l'issue de deux jours de discussion, le conseil économique et commercial américano-soviétique s'est prononcé, le mercredi 11 décembre, en faveur de l'octroi par les États-Unis à l'URSS de la clause de la nation la plus favorisée. Cette recommandation, qui risque de susciter de vives polémiques au Congrès américain avant de se concrétiser un jour, répond directement à l'une des demandes formulées par M. Mikhaïl Gorbatchev (*le Monde* du 12 décembre).

Le coprésident soviétique, M. Vladimir Soukhov, a pour sa part évoqué la possibilité d'une exposition industrielle américaine en URSS en 1986 ou en 1987. Son collègue américain, M. Dwayne Andreas, quant à lui, s'est déclaré optimiste sur la participation d'entreprises américaines à des travaux de prospection pétrolière en URSS ainsi que dans les domaines des transports ou de l'agro-alimentaire.

Après le vote négatif des républicains

M. REAGAN TENTE DE SAUVER SON GRAND PROJET DE RÉFORME FISCALE

Piqué au vif par la « trahison » de ses alliés républicains et par le défilé de l'opposition démocrate, le président Ronald Reagan s'est efforcé, jeudi 12 décembre, de redonner des chances à son ambitieux projet de réforme fiscale, qui vient de subir un revers peut-être irréparable à la Chambre des représentants (voir *le Monde* du 13 décembre).

Au lendemain d'un vote qui, en principe, annule le débat prévu sur ce projet, le président est « aussi déterminé que jamais » à obtenir que le Congrès puisse se prononcer sur la réforme des impôts, a indiqué le porte-parole de la Maison Blanche, M. Larry Speakes. Pris par surprise par le vote négatif de ses alliés républicains, le président « fulminait de colère », a-t-on indiqué dans son entourage.

M. Reagan a chargé le secrétaire au Trésor, M. James Baker, et le secrétaire général de la Maison Blanche, M. Donald Regan, de passer la journée au Capitole pour tenter de faire changer d'avis les 164 des 182 représentants républicains qui avaient joint leurs voix à celles de 59 démocrates pour enterrer un projet de réforme fiscale qui ne satisfait pleinement personne.

Depuis sa réélection, M. Reagan avait fait de cette réforme - qu'il a présentée comme une « seconde révolution américaine » - la priorité de son second mandat. — (AFP.)

● Suède : très forte baisse du tonnage de la marine marchande. — Le tonnage de la marine marchande suédoise a baissé de 75 % au cours des huit dernières années, le nombre de navires a diminué de son côté de 25 % et le personnel a perdu 40 % des effectifs, indique le journal de la marine marchande suédoise, *Svensk Sjöfartstidning*, publié à Göteborg. Le journal précise que les trois quarts du commerce extérieur suédois, qui s'élève à environ 400 milliards de couronnes suédoises, sont transportés par voie maritime. — (AFP.)

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SEPT MOIS
	+ bas + haut	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.
SE-IL	7,018 - 7,098	+ 45 + 68	+ 100 + 135	+ 378 + 478
Sam.	5,533 - 5,519	- 23 - 5	- 32 + 5	- 48 + 51
Yen (100)	3,982 - 3,961	+ 5 + 18	+ 42 + 65	+ 276 + 335
DM	3,681 - 3,663	+ 102 + 114	+ 209 + 229	+ 537 + 594
Franc	2,715 - 2,717	+ 64 + 73	+ 131 + 148	+ 408 + 446
F.S. (100)	14,971 - 14,993	- 14 - 58	+ 34 + 161	+ 253 + 593
F.S.	3,651 - 3,651	+ 127 + 144	+ 278 + 384	+ 841 + 969
L (1 000)	4,728 - 4,698	- 514 - 458	- 769 - 667	- 1,623 - 1,435
E. franc	11,853 - 11,852	- 246 - 229	- 534 - 461	- 1,377 - 1,138

TAUX DES EUROMONNAIES

	7 7/8	8 1/8	8 3/4	8 1/2	7 15/16	8 1/16	7 7/8	8
SE-IL	7 7/8	8 1/8	8 3/4	8 1/2	7 15/16	8 1/16	7 7/8	8
DM	4 3/8	5 7/8	5 3/4	5 1/8	5 3/4	5 7/8	5 13/16	5 15/16
Franc	5 5/8	5 7/8	5 3/4	5 1/8	5 3/4	5 7/8	5 13/16	5 15/16
F.S. (100)	7	8	8 5/8	9 1/8	8 5/8	9 1/8	8 1/2	9
F.S.	1	-2	4 5/16	4 7/16	4 1/8	4 1/4	4 1/8	4 1/4
L (1 000)	13	15	18 1/2	20 1/2	16 1/2	17 3/4	15 1/2	16 1/2
E. franc	11 1/4	11 1/2	11 7/16	11 1/16	11 5/8	11 3/4	11 5/8	11 3/4
E. franc	8 1/4	9 1/8	12 1/8	13	11 1/2	13 1/2	11 7/8	13 7/8

Ces taux pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

N'ACHETEZ PLUS DANS LE BROUILLARD !

TÉLÉVISEURS COULEUR - MAGNÉTOSCOPES - CHAINES STÉRÉO - RADIO-CASSETTES - COMPACT DISC - LAVE-LINGE - LAVE-VAISSELLE - CUISINIÈRES - RÉFRIGÉRATEURS - CONGÉLATEURS - ASPIRATEURS-TRAÎNEAUX - FOURS MICRO-ONDES.

Choisir objectivement un appareil parmi 330 marques représente un véritable tour de force surtout lorsqu'on est mal informé de leurs caractéristiques, et de leurs fonctions. Pour pouvoir tout comparer, il faudrait un ordinateur.

Quant aux prix, allez savoir... On n'est jamais sûr d'avoir comparé dans les bons magasins. Et en plus, on est jamais sûr d'y trouver le produit qu'on recherche.

1 FAIRE LE BON CHOIX ? FACILE : L'ORDINATEUR DE TRANSPARENCE SAIT TOUT.

L'ordinateur de TRANSPARENCE a appris par cœur 4 000 appareils des 330 marques (98 % des produits existants en France). Il sait vous poser les bonnes questions, clairement et simplement, pour vous aider à définir les caractéristiques dont vous avez besoin. Ensuite, en tenant compte de votre budget d'achat (comptant ou mensuel), il vous donne la liste des appareils qui correspondent à ce que vous recherchez.

Pour chacun d'eux, il indique les prix les plus bas pratiqués dans la région parisienne, le nombre de magasins où vous pourrez les trouver, l'année de sortie, et un rappel de leurs caractéristiques techniques.

En quelques minutes, vous avez tout en mains pour faire votre choix, à tête reposée, et en toute connaissance de cause.

C'est ça le service-choix de TRANSPARENCE.

2 GAGNER SUR LE PRIX ? FACILE : L'ORDINATEUR DE TRANSPARENCE SAIT OÙ.

L'ordinateur de TRANSPARENCE enregistre pour vous chaque semaine 50 000 prix, relevés dans 100 des principaux points de vente de la Région Parisienne.

Une fabuleuse banque d'informations, organisée, et remise à jour quotidiennement.

Lorsque vous interrogez le Service Prix de TRANSPARENCE, pour l'appareil de votre choix, nous vous donnons la liste des magasins qui le vendent et les prix pratiqués par chacun.

Et comme il vaut mieux tout comparer, TRANSPARENCE vous indique également les conditions de garantie et si le prix comprend la livraison.

Vous allez pouvoir comparer objectivement et réaliser une très importante économie de temps, et surtout d'argent. C'est ça le service-prix de TRANSPARENCE.

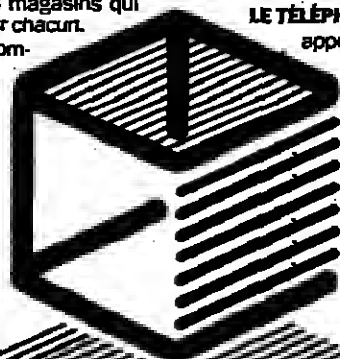
3 COMMENT EN PROFITER ? FACILE : CONSULTEZ TRANSPARENCE. C'EST TOUT.

Quatre chemins mènent à TRANSPARENCE :

LE MINITEL. Tranquillement installé, chez vous (ou au bureau), et pour le prix d'une communication téléphonique sur Paris, vous pouvez accéder directement aux services de TRANSPARENCE. Les instructions que vous pourrez lire sur votre écran vous guideront très simplement dans l'univers de TRANSPARENCE.

LE TÉLÉPHONE. Si vous préférez le dialogue, appelez nos hôtesses : elles consulteront l'ordinateur de TRANSPARENCE pour vous.

LES CENTRES D'INFORMATION. Nos deux centres d'information (St-Lazare et Issy les Moulineaux) sont équipés de Minitel et nos hôtesses sont là pour vous aider dans votre démarche.



TRANSPARENCE

LA PREMIÈRE BANQUE D'INFORMATIONS POUR ACHETER MIEUX ET MOINS CHER

Vous pourrez également y consulter les catalogues et les présentations des fabricants, voir les photos des appareils.

LE COURRIER. Il vous suffit de l'adresser à notre centre d'Issy les Moulineaux.

Le journal "TRANSPARENCE"

En vente dans les kiosques et chez les marchands de journaux de la Région Parisienne.

Il vous permettra de faire plus ample connaissance avec les Services de TRANSPARENCE.

Il ne coûte que 4 F et vous aidera utilement dans vos démarches d'achat.

Pour consulter "TRANSPARENCE" :

MINITEL

46 42 97 97

Centres d'information TRANSPARENCE

• 92, rue St-Lazare
Galerie 92, 75009 PARIS

• 141, avenue de Verdun
92130 ISSY LES MOULINEAUX

TÉLÉPHONE

46 42 90 97

DES NU



ÉTRANGER

FORT D'UNE NOUVELLE RESPECTABILITÉ

Le patronat italien prône la rigueur au gouvernement

De notre correspondant

Rome. — Les fils du dialogue entre syndicats et patronat italiens ont été récemment renoués, après un mois de bouderie sur des sujets aussi controversés que la durée hebdomadaire du travail et du champ d'application de l'échelle mobile des salaires (le Monde du 8 novembre).

Le gouvernement poussait en ce sens après qu'un accord de principe a été signé le 25 novembre entre le ministre de la fonction publique et les représentants des employés de l'Etat, au terme duquel trois millions et demi de fonctionnaires feront le semaine de trente-six heures.

Deux rendez-vous ont facilité les retrouvailles entre partenaires sociaux : le neuvième congrès de l'UIL, l'une des trois confédérations syndicales italiennes, dominée par les socialistes, a permis au secrétaire général, M. Giorgio Benvenuto, de faire approuver par les délégués, le 30 novembre, une thèse selon laquelle le syndicat ne doit pas se cantonner dans la défense des seuls salariés mais doit également prendre en compte les intérêts des Italiens les plus faibles et les plus démunis : le symposium géant organisé par la Confindustria (CNPF local) sous le titre « Ressources pour le développement » et qui a réuni, les 29 et 30 novembre à Turin, plus de trois mille personnes, chefs d'entreprise de toute la péninsule, secrétaires généraux des partis politiques, ministres, syndicalistes, etc.

« Une véritable messe »

Une véritable grande messe pour célébrer ce que le patronat considère un peu comme son succès personnel : l'heureux aboutissement de la phase de restructuration industrielle des années 80.

Le lieu lui-même était symbolique : la rencontre se tenait à Lingotto, le premier établissement de la Fiat — aujourd'hui en cours de transformation pour accueillir des rencontres internationales. Par-delà la confédération patronale, le maître de céans était donc M. Gianni Agnelli, président depuis près de vingt ans de la firme torinoise. Bien symbolique là encore que, ce patron

d'une firme donnée pour quasiment morte à la fin des années 70 — grèves, contestation, terrorisme et chute de productivité aidant — et aujourd'hui redevenue un des plus beaux fleurons de l'industrie italienne, voire européenne, sinon mondiale.

A son exemple, que d'entreprises de la péninsule ont, ces derniers lustres, remonté le pont. Il n'est pas jusqu'au secteur public qui n'ait suivi leur exemple, comme en témoignent le redressement en cours de l'Office national des hydrocarbures (ENI) et de bon nombre des entreprises dépendant de l'IRI (Institut pour le redressement industriel).

Convaincus d'avoir, parfois contre tout, tiré l'Italie du gouffre où elle s'enfonçait la décennie passée, les grands patrons italiens entendent aujourd'hui se servir de cette respectabilité reconquise pour attirer solennellement l'attention de leurs

compatriotes sur les efforts qui restent à faire, de leur point de vue, pour devenir véritablement « un pays qui gagne ». L'Etat et sa bureaucratie pléthorique et inefficace et les partis politiques et leur congénitale incapacité à mener à bien des réformes de structures, se sont trouvés tout naturellement dans la ligne de mire.

Les critiques de « l'Avocat »

Mais l'instrument par lequel les partis régissent l'Etat, c'est le gouvernement. Celui du socialiste M. Bettino Craxi était-il, dès lors, visé ? On l'a cru lorsqu'on entendit « l'Avocat », comme on dénomme ici le président de la Fiat, critiquer par exemple l'attitude purement « rhétorique » des dirigeants politiques face aux problèmes que posent l'abyssal déficit public.

Le premier ministre, d'ordinaire très porté à polémiquer durement avec quiconque ne l'encense pas, se montra plutôt chattemite lors de son intervention au Lingotto. Et le lendemain, le dimanche 30 novembre, à la « une » du *Corriere della sera*, on pouvait lire, en provenance du Palais Chigi qui abrite le premier ministre, que M. Agnelli avait déclaré, lors d'un dîner d'adieu offert à ses hôtes : « Ce gouvernement se porte bien ». M. Craxi pouvait donc respirer.

Refuser désormais toute démagogie en matière de dépenses publiques, porter remède aux carences les plus criantes des services de l'Etat, se tourner plus résolument vers l'Occident développé, à commencer par l'Europe : telles sont les principales demandes formulées par les industriels à la classe politique italienne.

JEAN-PIERRE CLERC.

POUR LE DÉVELOPPEMENT EN AFRIQUE

La Société financière internationale a de vastes ambitions

Miser petit mais utile pour favoriser l'esprit d'entreprise et créer cette génération de gestionnaires et d'industriels qui fait souvent cruellement défaut en Afrique : ce défi, la Société financière internationale (SFI), filiale de la Banque mondiale chargée de promouvoir le secteur privé dans le tiers-monde, va tenter de le relever. Son conseil d'administration a donné, le 5 décembre, le coup d'envoi à une initiative originale qui a le double avantage d'aller dans le vent de l'histoire actuelle et de favoriser le développement du privé, sans pour autant exiger de lourdes contributions de la part d'organismes ou de gouvernements condamnés à la rigueur budgétaire.

Le service de développement des investissements en Afrique (APDF, selon son sigle anglais) sera lancé à titre expérimental pour quatre ans et ne demandera qu'une mise de fonds modeste : 14 millions de dollars dont 2,5 millions seront apportés par la SFI, 2,5 millions par le PNUD (1), 1 million par la Banque africaine de

développement, le solde étant assuré par les gouvernements de pays industriels. Près de dix pays ont d'ores et déjà répondu favorablement, dont la France qui participera à hauteur de 10 millions de francs.

Deux équipes de sept à huit personnes chacune, installées à Nairobi et Abidjan, seront chargées de dépister des projets de création de sociétés et d'aider les Africains à en assurer le montage technique et financier. L'APDF n'apportera pas de capitaux mais encouragera la mise en place d'opérations jugées rentables pour les investisseurs et utiles à la croissance économique des pays hôtes. Une initiative qui répond à un réel besoin. L'accueil très favorable que lui ont réservé les gouvernements des pays africains, l'intérêt suscité à Paris par la participation d'une banque régionale comme la Banque africaine de développement en sont autant d'exemples. Ce service devrait en outre permettre d'offrir un label de crédibilité internationale rassurant à

des projets de taille inférieure au niveau d'intervention d'institutions comme la SFI. Le coût des investissements envisagés se situera entre 500 000 et 5 millions de dollars.

Il s'agit d'un nouvel outil de transition vers la modernisation du tissu industriel africain qui pourrait être le premier d'une série. La SFI envisage notamment la création d'une société de services de gestion pour l'Afrique. Cet organisme permettrait à des gestionnaires occidentaux de partir sous contrat, pour une durée minimale de cinq ans, diriger une entreprise africaine tout en formant leurs successeurs locaux. Un projet qui reste à tester au cours des mois à venir avant un lancement en bonne et due forme, mais qui confirme, comme l'APDF, que le temps des vastes programmes ambitieux est révolu, au bénéfice d'opérations plus modestes mais peut-être plus efficaces.

FRANÇOISE CROUGNEAU.

(1) Programme des Nations unies pour le développement.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE DU DÉPARTEMENT DE LA SEINE-MARITIME DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE L'ÉQUIPEMENT

OBJET : ROCADE NORD-EST DE ROUEN — Enquêtes publiques

2^e AVIS

M. le préfet, commissaire de la République de la région de Haute-Normandie et du département de la Seine-Maritime, informe le public que par arrêté en date du 13 novembre 1985 il a été prescrit l'ouverture :

- d'une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique du projet de rocade nord-est de Rouen sur le territoire des communes de Rouen, Bihorel, Boissigues, Saint-Martin-du-Vivier, Inzeville et Darnetal ;
 - d'une enquête publique pour l'attribution de caractères de route express à la rocade nord-est de Rouen ;
 - d'une enquête publique relative à la démolition des enclaves et à la protection de l'environnement ;
 - d'une enquête publique sur les modifications des plans d'occupation des sols des communes de Rouen, Bihorel et Boissigues, afin de rendre les prescriptions de ces documents d'urbanisme conformes au projet de la rocade nord-est de Rouen.
- Les dossiers se rapportant à ces enquêtes qui se déroulent :
- pendant quarante-huit jours consécutifs, du 9 décembre 1985 au 26 janvier 1986 inclus, sont mis à la disposition du public :
 - à la mairie de Rouen de 9 h 15 à 18 h 45 tous les jours et les samedis de 9 h à 12 h (dimanches et jours fériés exceptés) ;
 - à la mairie de Bihorel de 8 h 30 à 17 h 15 tous les jours et les samedis de 9 h à 12 h (dimanches et jours fériés exceptés) ;
 - à la mairie de Boissigues de 8 h 30 à 12 h 30 et de 13 h 30 à 17 h 30 tous les jours et les samedis de 9 h à 12 h (dimanches et jours fériés exceptés) ;
 - à la mairie de Darnetal de 9 h à 12 h et de 13 h 15 à 17 h les lundis, mardis, mercredis, jeudis, de 9 h à 12 h et de 13 h 15 à 15 h les vendredis et de 9 h 30 à 11 h 30 les samedis (dimanches et jours fériés exceptés) ;
 - à la mairie d'Inzeville de 9 h à 12 h et de 16 h à 19 h les lundis, mardis, jeudis, vendredis et de 9 h à 12 h les samedis (mercredi, dimanche et jours fériés exceptés) ;
 - pendant quarante-sept jours consécutifs, du 9 décembre 1985 au 24 janvier 1986 inclus, sont mis à la disposition du public :
 - à la mairie de Saint-Martin-du-Vivier de 19 h à 19 h tous les jours (mercredi, samedi, dimanche et jours fériés exceptés) ;
 - à la préfecture de la Seine-Maritime — service de l'organisation administrative — de 9 h à 12 h et de 14 h à 16 h 45 tous les jours (samedi, dimanche et jours fériés exceptés).

Pendant les trois derniers jours des 23, 24 et 25 janvier 1986, les membres de la commission d'enquête recevront, en personne, les observations du public à la mairie de Rouen :

- le jeudi 23 janvier 1986 de 9 h 30 à 12 h et de 14 h 30 à 19 h 45 ;
- le vendredi 24 janvier 1986 de 9 h 30 à 12 h et de 14 h 30 à 16 h 45 ;
- le samedi 25 janvier 1986 de 9 h 30 à 12 h.

A compter de la date d'insertion du premier avis paraissant dans la presse, les dossiers d'enquêtes ont été également déposés à la direction départementale de l'équipement où le public peut en prendre connaissance tous les jours de 9 h 30 à 11 h et de 14 h à 15 h (samedi, dimanche et jours fériés exceptés).

La commission d'enquête sera présidée par :

- M. Lucien Gautron, représentant de l'Union nationale de la propriété immobilière, demeurant 9-11, rue Messidor, 75012 Paris.

Avec lequel siègeront :

- M. Robert Lays, ingénieur de l'Institut électrochimique de Toulouse, en retraite, demeurant 2, rue du Panoram, 27000 Evreux ;
- M. Guy Van der Linden, secrétaire général de la mairie de Notre-Dame-de-Bondeville, en retraite, demeurant 22, rue des Frères-Duril, Le Val-de-la-Haye, 78520 Despédille-Croisset.

Une copie du rapport et des conclusions de la commission d'enquête sera déposée au tribunal administratif de la Seine-Maritime, dans les mairies de Rouen, Bihorel, Boissigues, Darnetal, Inzeville et Saint-Martin-du-Vivier, ainsi qu'à la préfecture de la Seine-Maritime, Direction départementale de l'équipement Cité administrative Saint-Sever à Rouen.

Les demandes de communication de ces conclusions devront être adressées à M. le préfet, commissaire de la République de la Région de Haute-Normandie et du département de la Seine-Maritime, (adresses ci-dessus).

POUR LE PRÉFET, COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE et par délégation, le chef du service des routes et des transports B. PATUREL.

DES NUITS ET DES NUITS DE DÉFONCE.



Vertues de la programmation, marquées du clavier, avec le C 128, toutes sortes d'expressions s'offrent à vous car le C 128 est trois ordinateurs en un.

LE C 128 SOUS LE MODE 64. DES LOGICIELS A HAUTE DOSE.

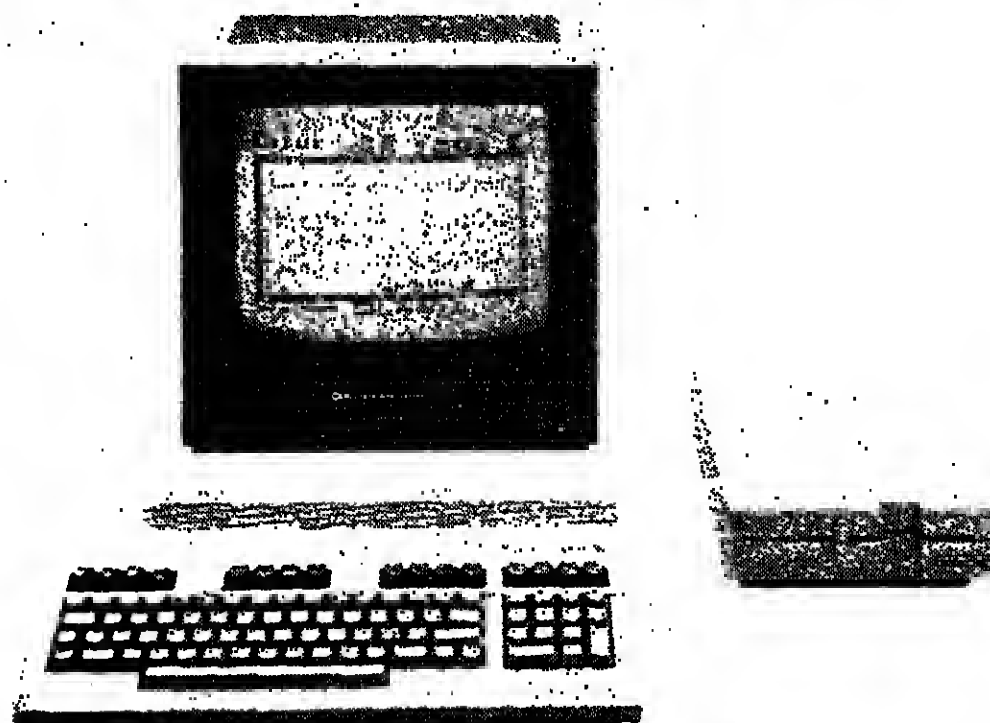
Pour ceux qui n'ont pas de C 64, cela veut dire d'emblée plus de 6 000 logiciels. Quant à vous, fans de C 64, vous allez pouvoir continuer à vous adonner à vos applications préférées. Le C 128 est 100% compatible avec le C 64 et ses périphériques.

LE C 128 TRAVAILLE SOUS LE MODE CPM. LA DOSE DES PROFESSIONNELS.

Une dimension nouvelle : 5 000 logiciels conçus pour faire de vous des professionnels musclés.

LE C 128 : UN BASIC 7.0. LE FLASH.

Le meilleur basic jamais vu sur un micro-ordinateur d'après la presse américaine. Le flash ! Une puissance de 128 Ko extensible à 512 Ko, dont 120 Ko utilisables sous basic en configuration standard. Une programmation facilitée par un basic très structuré et par la puissance des commandes graphiques et sonores : un affichage de 40 à 80 colonnes ; la possibilité d'utiliser une source ; plus de touches pour une meilleure programmation. Le C 128 est une drogue dont on peut user sans modération. Attention, les effets dépassent tout ce que vous avez connu à ce jour !



COMMODORE 128. UN BEL Avenir.

commodore
COMPUTER

☐ Je désire connaître l'adresse du distributeur Commodore proche de chez moi.

☐ Je désire recevoir de la documentation sur le Commodore 128.

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Application : _____

Commodore France - 3, rue du Docteur-Lancereux - 75008 Paris

Tél. : (1) 45.62.01.09

CHAPEAU COMMODORE!

صبرنا من الامم

صحة من الامل

CONJONCTURE

La commission des finances critique vivement les pratiques gouvernementales en matière budgétaire

« Le recours à un tel processus apparaît en quelque sorte comme un succédané d'un véritable débat de la procédure des décrets d'urgence ». Le rapport présenté au nom de la commission des finances de l'Assemblée nationale sur le projet de loi de finances rectificative pour 1985 (1) n'est pas tendu pour les pratiques gouvernementales en matière budgétaire. Surout, il donne un poids supplémentaire aux critiques faites ces dernières années par la Cour des comptes concernant l'exécution budgétaire, critiquée que la Cour renouvelle et accentue dans son rapport sur l'exercice 1984 qui sera rendu public la semaine prochaine.

Le rapporteur général de la commission des finances, M. Christian Pierret (PS), critique le fait que des crédits budgétaires « limitatifs », qui ne peuvent donc pas leur nature être dépassés, le soient systématiquement. Ce droit au dépassement est accordé en dehors de toute légalité par le ministre de l'économie et des finances aux ministères dépen- siers sous forme de « visas en dépassement de crédits ». En fin d'année,

souligne M. Christian Pierret, le Parlement est invité « à régulariser des dépassements temporaires dont il ignore d'ailleurs, peut-être, sinon l'existence, du moins l'importance ».

« Cette année, poursuit le rapporteur, bien qu'ils restent parfois difficiles à déceler, les dépassements ont encore été trop nombreux. Le fait que des écritures de gestion ou des ouvertures de crédits dans la présente loi de finances rectificative permettent de la régulariser n'a pour effet que de couvrir la responsabilité des fonctionnaires impliqués dans ces opérations. Elle ne peut en aucun cas couvrir l'irrégularité de la procédure au regard des textes organiques ».

Dans les faits, le ministre de l'économie et des finances régularise le plus souvent les crédits supplémentaires ouverts en cours d'année au moyen d'AVD (autorisation de visas en dépassement) par des ouvertures de crédits dans le collectif de fin d'année. En 1985, ces régularisations portent sur 502 millions de francs, mais, en 1984, elles avaient

porté sur 11 milliards (8 milliards de francs pour le seul indemnisation du chômage).

Pour ne pas accroître le déficit, la Rue de Rivoli annule des montants équivalents de dépenses prises sur d'autres chapitres ou d'autres ministères. Le Parlement est bel et bien mis devant le fait accompli. Mais il existe une autre possibilité, encore plus lourde de conséquences quant au contrôle parlementaire : les AVD ne sont pas signalés dans le collectif de fin d'année et n'apparaissent que dans la loi de règlement définitif, c'est-à-dire beaucoup plus tard. Le Parlement ne sera, par exemple, saisi de la loi de règlement 1984 qu'en avril ou en mai 1985.

Le rapporteur souligne donc « avec fermeté que le non-respect du caractère préalable de l'autorisation législative n'est pas admissible (...) L'utilisation du visa en dépassement doit être dénoncée, car elle porte gravement atteinte aux pouvoirs du Parlement ».

M. Christian Pierret critique aussi — comme d'ailleurs la Cour des comptes — cet autre aspect de la mauvaise gestion budgétaire qui constitue « les reports de crédits » d'un avoir sur l'autre, qui permettent, notamment, de dépenser et de payer plus tard, c'est-à-dire sur les crédits du budget suivant. Les reports de 1983 sur 1984 ont atteint 31 milliards de francs, et 41,4 milliards de 1984 à 1985.

M. Pierret dénonce, là aussi, une pratique devenue « systématique », qui témoigne de « gestions difficiles » et obscurcit le contrôle parlementaire.

(1) Voir le Monde du 28 novembre.

TRANSPORTS

SELON LE PRÉSIDENT DE LA RATP

La ligne « A » du RER continuera à souffrir du déséquilibre de la région parisienne

M. Claude Quin, président de la RATP, veut de lancer au cri d'alarme la direction du gouvernement : l'amélioration du service de la ligne A (Saint-Germain-Laye-Boissy-Marne-la-Vallée) du RER, due au renforcement des moteurs des rames et à une meilleure fréquence, ne durera pas si les pouvoirs publics ne décident aucune mesure pour réduire les migrations quotidiennes de la population entre Paris et la banlieue Est.

« Le déséquilibre croissant entre l'emploi et l'habitat au sein de l'agglomération parisienne, qui se traduit notamment par le dévelop-

pement des logements dans la ville nouvelle de Marne-la-Vallée et des emplois de bureau à Paris, ainsi que la rigidité des horaires de travail, posent un problème crucial », selon M. Quin, qui voit, pour la fin de la décennie, une situation proche de l'apoplexie pour la ligne A du métro express régional aux heures de pointe.

Si aucune décision d'intervention en matière d'urbanisation et d'aménagement des horaires de travail, « il faudrait alors savoir comment serait financé le coût très important des nouvelles infrastructures qui deviendraient indispensables ».

Extension à vingt départements du permis de conduire à seize ans. — L'apprentissage anticipé de la conduite va être étendu à vingt départements. Depuis dix-huit mois, en effet, les jeunes âgés de seize ans peuvent, dans les départements des Yvelines et de l'Essonne, conduire sous la surveillance d'un adulte titulaire du permis de conduire après avoir reçu une formation dans une auto-école. Les départements qui pourront mettre en œuvre cette formule sont l'Allier, les Bouches-du-Rhône, le Calvados, le Cantal, les Deux-Sèvres, le Doubs, l'Eure-et-Loir, le Gers, le Haut-Rhin, l'Ille-et-Vilaine, l'Isère, les Landes, la Loire, la Nièvre, le Nord, l'Orne, les Pyrénées-Atlantiques, le Rhône, la Seine-Maritime et le Val-de-Marne.

Les responsables des ports français critiquent les tarifs routiers nationaux. — Les responsables des ports français estiment que les transports routiers intérieurs leur

fut du tort en pratiquant des tarifs trop élevés qui détournent le trafic vers des ports étrangers comme Anvers.

L'union des ports autonomes et d'industrie maritimes (UPACIM) note que ces détournements de trafic atteignent 20 % pour les marchandises diverses et 12 % pour les marchandises solides en vrac (charbon, céréales). Elle propose aux transporteurs routiers de « revoir à la baisse la fourchette tarifaire sur les routes à grands courants de trafic où la rentabilité est assurée ».

ERRATUM. — Le prix de l'avion de transport régional franco-italien ATR-42 est de 7 millions de dollars et non de 79 millions de dollars, comme il était indiqué par erreur dans l'article consacré à l'entrée en service de cet appareil entre Paris et Béziers (le Monde du 13 décembre).

SOCIAL

Sécurité sociale : 10 milliards de déficit

(Suite de la première page.)

Retrouvera-t-on l'an prochain des gains de pouvoir d'achat comme ceux que l'on constate sur 1985 (0,4 point de janvier à novembre pour le salaire horaire ouvrier et probable- ment un demi point pour le salaire moyen sur l'année ? Peut-on même s'attendre à un « dérapage » des salaires ?

Questions annexes : en période de « désinflation », quelles sont les répercussions des « plafonds » fixés pour les salaires qui servent de base aux cotisations vieillesse et allocations familiales ? Quel est l'effet du décalage entre le versement des salaires et celui des cotisations ?

La quasi-totalité des « conjoncturistes » prévoient pour 1986 un redressement de l'activité économique, avec une croissance de 1,7 % à 2,1 % (contre 1 % environ en 1985) et une très faible baisse des effectifs — certains allant même jusqu'à envisager une quasi-stabilité. Mais ils admettent que ces chiffres sont eux-mêmes susceptibles de varier de quelques décimales. Or, l'un sait que 100 000 chômeurs (soit 0,7 % des effectifs salariés) représentent une perte de recettes de plus de 3 milliards de francs pour la Sécurité sociale.

Les désaccords portent aussi sur les dépenses, surtout en matière de santé. C'est là en effet que l'on constate les plus fortes incertitudes, que met en évidence l'examen des deux dernières années. Sur 1984, on a constaté une croissance assez modérée des dépenses de médecine ambulatoire (en particulier, le nombre de visites au domicile des malades a diminué de 6 %). En revanche, le passage des centres hospitaliers régionaux au budget global s'est accompagné d'une certaine accélération des dépenses. En 1985,

au contraire, à la fin d'octobre, les remboursements aux hôpitaux n'avaient augmenté que de 3,5 % sur dix mois, — moins que les prix ! Sur l'année, même avec les réajustements prévisibles, on ne dépense sans doute pas le taux d'inflation (un peu moins de 5 %). En revanche, sur dix mois la hausse a été de 14 % pour les honoraires médicaux et de 15 % pour les prescriptions.

En 1986, on peut certes espérer une stabilisation des dépenses hospitalières en volume ; mais que peut-on prévoir pour la médecine ambulatoire, dont l'évaluation dépend aussi des tarifs (médicaux, paramédicaux, prix des médicaments) et de la démographie (naissances et décès) qui détermine le nombre de consommateurs de soins. La démographie jouera aussi sur le montant des prestations familiales et des retraites.

En comptant large

Le gouvernement a choisi les hypothèses les plus favorables en comptant large en matière de recettes et en prévoyant une très faible accélération des dépenses de santé, et même une légère baisse des dépenses de prestations familiales. Ce choix est-il réaliste ? A deux reprises, en 1983 et 1984, les résultats ont été meilleurs que ne l'avaient annoncé les rapports présentés à la commission des comptes de la Sécurité sociale. Mais, cette

année, l'exercice prévu de 5 milliards n'a été obtenu que par des opérations de trésorerie : le report du versement d'une partie des allocations familiales et des remboursements aux hôpitaux.

Surtout, les hypothèses retenues entraînent presque obligatoirement certaines décisions. En prévoyant une très faible augmentation des dépenses de santé, le gouvernement se contraint — et contraint son successeur — à non seulement à surveiller de très près les budgets hospitaliers, mais à n'accroître aux professions de santé que des relèvements d'honoraires limités et tardifs : il a déjà commencé en retardant la mise en œuvre des accords tarifaires entre les professions paramédicales et les dentistes. En escomptant une stabilité des salaires, il réduit sa marge de manœuvre sur le maintien du pouvoir d'achat des prestations familiales et se met en contradiction avec sa politique nataliste.

Surtout, en tablant sur une croissance des recettes, il rend difficile une augmentation de la cotisation vieillesse en 1986. Or, une telle mesure, inévitable tôt ou tard pour faire face au déficit croissant de la branche retraites, est aussi une façon efficace et acceptable par l'opinion de réduire la demande et d'éviter une poussée inflationniste en cas de dérapage des salaires. Doit-on se priver de ce moyen d'action ?

GUY HERZLICH.

LOGEMENT

UN COLLOQUE EUROPÉEN

Aides à la pierre et aides à la personne doivent coexister

De notre correspondant

Strasbourg. — Aides à la pierre et aides à la personne doivent coexister pour aider les organismes d'habitat social à accomplir leur mission : c'est l'une des convergences qu'on trouve les représentants des organismes d'habitat social de onze pays d'Europe réunis en colloque à Strasbourg à l'initiative de l'Union des HLM et d'un organisme allemand. Dans des contextes nationaux très différents, le financement du logement social, en période de restriction budgétaire, oblige à inventer. Ainsi se développent partout des formules d'accès à la propriété — mais elles restent risquées pour les catégories à très faible revenu et ne peuvent, se développer beaucoup en période d'argent cher.

Selon les pays, d'autres moyens de financement sont explorés : ainsi, l'appel aux collectivités locales, souvent très réservées d'ailleurs, la solidarité parafiscale (c'est la contribu-

tion sur les salaires en France, par exemple), la vente d'une partie du parc locatif (elle ne peut rester que marginale) — et enfin la hausse des loyers.

Mais les offices HLM et leurs homologues européens n'ont nulle part les mains libres dans ce domaine : l'Etat limite la hausse des loyers, met en cause la stabilité des organismes, sans pour autant proposer de substitut durable. Les travaux du colloque strasbourgeois ont insisté sur le nécessaire « partenariat » entre eux et tous leurs interlocuteurs, pouvoirs publics nationaux ou locaux et locataires. « Nous ne sommes pas des bureaux d'aide sociale », a souligné le président de l'Union nationale des HLM français, M. Roger Quilliot : la solidarité automatique n'est pas notre rôle — mais les organismes d'habitat social demeurent des régulateurs, des tensions sociales et doivent avoir les moyens de jouer leur rôle.

JACQUES FORTIER.

Renault-Douai : licenciement de deux délégués CGT. — La Régie Renault a annoncé, le 12 décembre, le licenciement de deux délégués syndicaux CGT de son usine de Douai (Nord), accusés d'avoir agité deux agents de maîtrise le 15 octobre dans l'enceinte de l'usine. La direction régionale du travail et de la main-d'œuvre de Lille a donné son accord à ces mesures. La CGT de Renault-Douai, dénonçant « le cas d'abus de pouvoir couvert par le ministre du travail », que constitue, selon elle, les licenciements, « exige », dans un communiqué, « l'annulation immédiate » de ces mesures.

ANPE : des négociations sur le statut du personnel vont pouvoir reprendre. — La journée nationale de grève à l'ANPE, le 12 décembre, a été suivie par une partie importante du personnel (de 41 à 50 %, selon les syndicats ou la direction). Opposés au projet de statut qui leur avait été présenté, les syndicats CGT, Force ouvrière et CFDT, à l'origine de ce mouvement, ont obtenu « la possibilité de rouvrir des négociations » sur la base de la situation actuelle. Reçus en délégation au ministère du travail, ils ont eu, particulièrement satisfaisant, que le texte controversé sera « mis entre parenthèses », selon la direction de l'ANPE.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

bhe

BANQUE HYPOTHÉCAIRE EUROPÉENNE

Le conseil d'administration de la Banque Hypothécaire Européenne (BHE) s'est réuni le 11 décembre 1985.

Après avoir enregistré la démission d'un certain nombre de ses membres, suite à la restructuration du capital résultant de l'OPA émise par la MAAF à l'été 1985, le conseil a coopté six nouveaux membres.

Quatre administrateurs : la Mutuelle Assurances Artisanale de France (MAAF) représentée par M. Henri Segniol, président de la MAAF ; M. Yves Thire, directeur général de la MAAF ; M. Jacques Liard, directeur financier de la MAAF ; M. Michel Gerold, conseiller financier.

Deux conseillers : M. Claude Fournier, président de la Banque Stern ; M. Robert Myard, directeur général adjoint de la Caisse Centrale des Banques de France.

Le même jour s'est réuni le conseil d'administration du Crédit Immobilier Européen (CIE) qui, dans des conditions identiques, a coopté trois nouveaux membres :

La Mutuelle Assurances Artisanale de France (MAAF) représentée par M. Jacques Liard, directeur financier ; M. Yves Thire, directeur général de la MAAF ; M. Michel Gerold, conseiller financier.

Le président Degout a par ailleurs annoncé la nomination au poste de directeur général de la Banque Hypothécaire Européenne, à compter du 1^{er} janvier 1986, de M. Patrick Chevalier, administrateur civil à la direction du Trésor.

Agé de trente-neuf ans, M. Patrick Chevalier a été affecté au service des activités financières de la direction de Trésor à la suite de l'ENA en 1971. Après avoir exercé de 1975 à 1977 les fonctions de directeur financier de l'établissement public de la ville nouvelle de Marne-la-Vallée (EPAMARNE), il a dirigé jusqu'en juin 1981 le bureau de financement de la construction de la direction du Trésor.

Il a assuré ensuite la direction du cabinet du ministre de l'Urbanisme, du logement et des transports, successivement M. Roger Quilliot, M. Paul Quilès et M. Jean Auroux.

FRUCTI-PREMIERE
Société d'investissement à capital variable
Siège social : 18, rue du Croissant 75002 - PARIS
RCS : Paris B 330 178 963
La SICAV-FRUCTI-PREMIERE a été ouverte au public au mois de juillet 1984 avec un capital initial de 280 millions de francs réparti en 28 000 actions de 10 000 F.
L'orientation de cette SICAV vise la détention d'obligations dites de « Première catégorie » émises ou garanties par l'Etat.
Au 29 novembre 1985, l'actif net de la société était de 707 787 191 F. La valeur liquidative de l'action s'élevait à la même date à 11 404,15 F.
Compte tenu du dividende net versé le 10 juillet 1985 s'élevant à 778,64 F, la performance globale de l'action depuis l'origine s'élève à 21,83 % et à 12,40 % sur un an.

BANQUE WORMS
La Banque Worms met à la disposition de sa clientèle :
la Sicav
« Hausmann court terme »
La Banque Worms propose désormais à sa clientèle une Sicav de réméré pour ses placements à court terme.
Cette Sicav, anciennement Séquale court terme, vient de modifier l'orientation de ses placements : elle vise dorénavant à assurer à ses souscripteurs une rémunération de leurs capitaux proche de celle du marché monétaire.
A concurrence d'environ 60 %, l'actif de la Sicav sera constitué d'obligations représentatives d'opérations à réméré. Pour le reste figurant à l'actif des liquidités, bons du Trésor et autres instruments à court terme, ainsi que quelques postes d'obligations.
Hausmann court terme répondra ainsi aux besoins des entreprises, des institutions et des particuliers soucieux d'obtenir pour leurs disponibilités une rémunération satisfaisante, sans pour autant courir les risques que peuvent présenter les véhicules de placement directement liés au marché obligataire.

PENSÉE SCIENTIFIQUE ET VIE QUOTIDIENNE
Vivre la science dans la vie quotidienne
2-4-5 février 1986
Centre Jean-François Champollion
Ancien Grand Jean-Louis Mariné
Comité d'organisation
UER scientifique, tour 45-46, 1^{er} étage
2, place Jussieu, 75005 Paris
Tél. 336-25-25, poste 5633

Un parc de 30 000 logements locatifs

1% LOGEMENT

Accès Minitel Gratuit

Information 1% banque de données messagerie

Assurance "Perte d'emploi" pour les emprunteurs

Date limite de versement du 1% 31 Décembre 85

1 000 logements de plus par an

LE GIPEC VALORISE LA POLITIQUE SOCIALE DE L'ENTREPRISE

GIPEC

GROUPEMENT INTERPROFESSIONNEL POUR LA PARTICIPATION A L'EFFORT DE CONSTRUCTION

253, rue Saint-Honoré - 75001 Paris - Tél. : 42.96.14.02

MARCHÉS

AUTOUR

INDICES

VALEURS

Sur le vif